

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'INCIDENCE DU CHÔMAGE DANS LA RÉGULATION NÉOLIBÉRALE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
BARTHÉLÉMY LUDWIKOWSKI

Mai 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier notre directeur de mémoire de maîtrise, M. Jean-Guy Lacroix professeur au département de sociologie à l'UQAM pour sa patience et son encadrement exemplaire. Nous tenons également à remercier chaleureusement toute l'équipe du Mouvement Action Chômage de Montréal pour sa contribution dans le cadre de nos recherches.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS	viii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION	
Le chômage une problématique stratégique de la régulation néolibérale.....	1
I.1 Le sujet de recherche.....	1
I.2 La démarche adoptée.....	1
I.3 Les objectifs	2
I.4 La pertinence du sujet	3
I.5 Présentation du mémoire.....	6
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE	8
1.1 Définition générale du terme « chômage ».....	8
1.2 Chômage et économie politique	13
1.2.1 Chômage et néolibéralisme.....	15
1.2.2 Chômage et extrême-droite	20
1.2.3 Chômage et libéralisme keynésien	24
1.2.4 Chômage et marxisme	28
CHAPITRE II	
LA MÉTHODOLOGIE.....	29
2.1 L'expérience pratique	29
2.2 Réalisation d'un sondage.....	30

CHAPITRE III	
UN CONTEXTE DE TRANSITION GLOBALE	34
3.1 Chômage et globalisation	34
3.2 Chômeurs sous le néolibéralisme	36
3.3 Chômeurs et société de consommation	43
3.3.1 Chômage et famille.....	46
3.4 Vers une crise de surproduction ?.....	48
3.5 La fin du travail ?	50
CHAPITRE IV	
LUTTES SOCIALES À L'HEURE DE LA GLOBALISATION	55
4.1 Chômeurs et identité de classe	55
4.2 Luites sociales et chômeur.....	55
4.3 L'éducation et le chômage.....	61
CHAPITRE V	
L'ALIÉNATION COMME OUTIL D'OPRESSION	66
5.1 Le travail comme outil structurant du sujet	66
5.2 L'intégration par le travail.....	68
5.3 L'aliénation au pouvoir	70
CHAPITRE VI	
ÉTAT ET CHÔMAGE.....	79
6.1 Le chômage un outil étatique.....	79
6.2 L'état et le chômeur.....	80
6.3 Un état fort.....	82
6.4 Assurance-emploi	85
6.5 L'oppression par le droit	92
CONCLUSION	94

APPENDICE

Sondage, Mouvement Action Chômage Montréal96

BIBLIOGRAPHIE100

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1	
Revenu annuel brut des usagers du mouvement action chômage de Montréal	36
Tableau 3.2	
Appréhension des problèmes causés par le chômage	37
Tableau 3.3	
Perception des usagers du MAC Montréal quant à leur capacité de subvenir à leurs besoins sans les prestations de l'assurance-emploi	38
Tableau 3.4	
Tableau croisé entre la perception des usagers du MAC Montréal quant à leur capacité de subvenir à leurs besoins sans les prestations de l'assurance-emploi (tableau 3.3) en rapport à l'appréhension des problèmes causés par le chômage chez les usagers du MAC Montréal (tableau 3.2)	39
Tableau 4.1	
Taux d'occupation selon le niveau de scolarité au Canada en 2005	62
Tableau 4.2	
Niveau de scolarité chez les usagers du MAC Montréal	63
Tableau 5.1	
Les causes du chômage selon les usagers du MAC Montréal	72
Tableau 5.2	
Mesures appuyées par les usagers du MAC Montréal afin de lutter contre le chômage	73
Tableau 5.3	
Concessions que les usagers du MAC Montréal seraient prêts à faire pour ne pas perdre son emploi	75
Tableau 6.1	
Avez-vous l'intention de quitter votre emploi ?	87
Tableau 6.2	
Avez-vous déjà fait une demande d'assurance-emploi ?	87
Tableau 6.3	

Avez-vous déjà reçu une décision concernant votre demande d'assurance-emploi ?.....	88
Tableau 6.4 Quelle est cette décision ?	88
Tableau 6.5 Historique des exclusions de l'assurance-emploi	89
Tableau 6.6 Avez-vous été congédié ?	90
Tableau 6.7 Si vous aviez eu la possibilité de quitter votre emploi volontairement tout en étant assuré d'avoir des prestations d'assurance-emploi l'auriez-vous fait avant d'être avant d'être congédié ?.....	90
Tableau 6.8 Avez-vous quitté volontairement votre emploi ?	91
Tableau 6.9 Raisons de départ des personnes ayant quitté ou ayant l'intention de quitter leur emploi	91

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ANPE : Agence nationale pour l'emploi (France)

AEC : Agents Enquêtes et Contrôles (Canada)

BIT : Bureau International du Travail

DRHC : Développement des ressources humaines Canada

INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques (France)

MAC Montréal : Mouvement Action Chômage Montréal

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique

RÉSUMÉ

Le chômage a toujours tenu une place importante dans la régulation capitaliste. L'incidence du chômage dans la régulation néolibérale et néoconservatrice se caractérise par une radicalisation de l'usage du chômage comme outil d'oppression de classe. Le chômage est un outil dont la fonction est d'établir de nouveaux rapports de classe correspondants aux nouveaux stades du développement du capitalisme.

Mots clés : chômage, néolibéralisme, travail, État, aliénation

INTRODUCTION

LE CHÔMAGE UNE PROBLÉMATIQUE STRATÉGIQUE DE LA RÉGULATION NÉOLIBÉRALE

I.1 LE SUJET DE RECHERCHE

Le Capital et l'État ont redéfini la place du chômage durant l'ère de régulation néolibérale, et ce, particulièrement depuis les années 1990. Les bouleversements majeurs dans le monde du travail et de l'assurance-chômage sont perceptibles à plusieurs niveaux autant au Canada que dans les autres pays développés. Ainsi, nous tâchons d'expliquer dans le cadre de ce mémoire comment le chômage tient un rôle régulateur basé sur l'oppression. Cette démarche implique que nous nous penchions sur les facteurs les plus intimement reliés au chômage dans une perspective de mise en contexte avec les profonds changements que nous connaissons en ce début de XXI^e siècle dans les structures nationale et supranationale.

I.2 LA DÉMARCHE ADOPTÉE

Ce mémoire tente de toucher à un maximum de secteurs et de disciplines tout en reliant notre sujet principal à diverses problématiques connexes dans une optique où : « une conception du monde forme une totalité unitaire qui s'actualise dans un déploiement nécessaire de disciplines distinctes¹. » Conséquemment, nous espérons faire en sorte que notre réflexion sociologique se déploie au-delà de ce seul champ d'activité. L'approche multidisciplinaire nous paraît essentielle dans un cheminement où nous tentons de comprendre certaines interactions entre, par exemple : l'État, l'appareil répressif et le partage

¹ Jacques Tessier, *Gramsci et la philosophie du Marxisme*, Paris, Seghers, Philosophie de tous les temps, 1966, p. 43.

du surplus économique, ou encore entre les luttes sociales, l'assurance-chômage et l'aliénation. Henri Lefebvre nous guide en nous mettant en garde de : « ne pas tomber dans le ponctualisme et le pointillisme en restituant après les réductions une conception globale² ». Ce que nous tenterons de faire dans notre étude de cette difficile question qu'est le chômage.

1.3 LES OBJECTIFS

L'objectif de ce travail est de nous pencher sur l'incidence du chômage dans la régulation néolibérale. Nous tenterons de circonscrire cette démarche autour du thème du chômage dans l'État néolibéral en nous efforçant de faire une mise en contexte factuelle de cette problématique. Notre intention, dans un premier temps, est de tenter de définir et de comprendre les différents et nombreux aspects relatifs à la problématique du chômage dans la période de transition économique que nous vivons. Cette transition en soi n'a rien de fondamentalement nouveau, sinon que l'exploitation, la précarisation et la destruction de la planète et de l'humanité vont en s'accroissant et semblent être de plus en plus irréversible. C'est dans ce contexte que nous nous demandons quelle est l'utilité du chômage pour l'appareil étatique et le Capital et quelle est son évolution accompagnant les transformations globales en cours dans le monde entier. Nous allons également et conséquemment nous intéresser aux chômeurs, ce qui nous amènera à tenter de comprendre certains rouages et impacts de l'aliénation en considérant que : « En sociologie et en histoire, il faut aussi passer du point de vue psychologique et individuel au point de vue de l'ensemble social³ ». D'autre part, la problématique du chômage est étroitement liée à l'État, ce qui nous emmène à consacrer à ce dernier une attention particulière.

Au cours de notre travail, nous avons tenté d'approfondir notre compréhension de la façon dont la stratégie du chômage s'articule concrètement sur le terrain, et quels sont ses

² Henri Lefebvre, *De l'État, T.4, Les contradictions de l'État moderne*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1978, p. 19.

³ Henri Lefebvre, *Le matérialisme dialectique*, Paris, Quadrige/Presses Universitaires de France, 1990, p. 124.

mécanismes et son impact sur la population. Si les objectifs stratégiques de la « de la mise au chômage » nous semblent clairs, la démystification et la compréhension des rouages du système de régulation sociale du chômage mise en place nous sont toutefois apparues comme un défi de grande envergure.

I.4 LA PERTINENCE DU SUJET

Le contexte actuel n'est pas encore une fatalité compte tenu du fait qu'il existe encore l'espoir d'une prise de conscience collective. Mais alors que l'aliénation et l'organisation programmée des esprits s'activent et s'accélèrent, la mémoire collective semble ignorer les luttes d'un passé pas si lointain. De plus, le peuple perd la conscience de pouvoir redevenir un acteur historique. Cependant, nous allons nous demander si le chômage, au même titre que l'écologie, pourrait devenir un pôle susceptible de favoriser la solidarité de classe entre opprimés.

Par ailleurs, la question du chômage prend de plus en plus d'importance au fil des années, entre autres à cause des délocalisations, des licenciements dus aux spéculations boursières et des coupures dans l'assurance-chômage. D'une part, nous constatons que le chômage a surtout comme conséquence la précarisation du sort des travailleurs et des sans-emplois. D'autre part, de plus en plus de couches de la société sont devenues vulnérables face au problème du chômage, ainsi : « la menace du chômage qui plane toujours sur les pauvres concerne à présent les salariés du tertiaire et les professions libérales. Un diplôme universitaire n'est plus une garantie de travail, et un système ne proposant plus d'avenir aux jeunes est sérieusement en danger⁴. » Le stéréotype voulant que seules les personnes les moins éduquées et pauvres soient susceptibles d'avoir un problème en lien avec le chômage est également remis en question par les données que nous avons recueillies, analysées et confirmées par les chiffres de Statistique Canada. Même, s'il est vrai qu'il existe une relation

⁴ Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis, De 1492 à nos jours*, Montréal et Marseille, Agone et Lux, 2002, p. 754 - 755.

entre l'origine sociale d'une personne, son niveau plus ou moins élevé d'éducation et ses chances de travailler, le chômage est tout de même relativement très élevé chez les personnes ayant fait des études supérieures. Nous reviendrons abondamment, données à l'appui, sur ce sujet dans le chapitre portant spécifiquement sur l'éducation. Néanmoins, à titre d'exemple pour le moment nous pouvons déjà mentionner une caractéristique très importante du chômage sous la régulation néolibérale. En effet, nous observons l'apparition de nouvelles craintes relatives à la condition de chômeur, propres aux sociétés avancées où la solidarité au sein du peuple fait de plus en plus défaut. Ainsi, la crainte de l'isolement a fait son apparition chez certaines personnes pour qui le lieu de travail en est également un important de sociabilisation. Nous considérons que cette modification du profil du chômeur sous le néolibéralisme, qui va au-delà de l'exemple évoqué, est un argument de poids quant à l'importance d'actualiser les connaissances sur le sujet.

Depuis un certain nombre d'années, les sciences sociales ont délaissé quelque peu la sociologie, particulièrement économique, au profit d'explications d'ordre psychologique, ainsi que de celles relevant de ce que l'on nomme la science économique. Cet état de fait n'est certainement pas étranger au virage idéologique néolibéral où le laisser-faire collectif favorise des interprétations susceptibles de tenir responsable, de blâmer, ainsi que de culpabiliser l'individu pour sa propre condition. De plus, la propagande néolibérale tente tant bien que mal de faire admettre à l'ensemble des humains qu'ils sont arrivés à la fin de l'évolution au niveau de l'organisation économique dont l'expression est le capitalisme globalisé. Ainsi, les idéologues néolibéraux se servent du déterminisme historique afin de valider leur position, qui s'appuie sur l'échec de toute alternative au capitalisme, afin de présenter leur modèle comme étant le seul garant de liberté, de démocratie et de prospérité pour tous. Dans ce contexte, l'Université résiste de moins en moins à l'assaut idéologique de la pensée dominante néolibérale et de plus en plus néoconservatrice. Pourtant, il n'y a pas si longtemps les recherches critiques en sciences sociales, notamment sur le chômage, mettaient surtout l'accent sur l'incohérence du système économique. En moins de trente ans, la situation a bien changé. Il suffit pour s'en rendre compte de parcourir les rayons des bibliothèques dans les sections portant sur le travail ou le chômage. Alors que le monde évolue de plus en plus rapidement, les études critiques, progressistes, voir humanistes,

semblent céder de plus en plus de terrain aux thèses néolibérales qui sous-entendent que le chômeur n'est plus une anomalie, mais bien une entité faisant partie intégrante du système économique, donc un rouage normal et utile au bon fonctionnement de l'économie moderne⁵. Par ailleurs, la science sociologique en tant que telle semble abandonner le terrain de la sociologie du travail au profit de thèses purement « managériales » et relevant des Écoles de commerce, tel que les Écoles d'Administration ou les Écoles de Hautes Études Commerciales. De plus, « depuis une trentaine d'années, les problèmes sociaux ont été formulés surtout en terme de différences culturelles. La lutte contre les formes de discrimination basée sur le sexe, l'ethnie, l'orientation sexuelle, la religion, etc., a mis entre parenthèses les inégalités relatives aux asymétries économiques et la question classique de l'exploitation⁶. » Ainsi, ces questionnements nous paraissent légitimes dans la mesure où nous pensons que la contrainte est le moteur du néolibéralisme et que la sociologie ne sert pas qu'à observer les choses, mais bien à influencer sur le cours des événements. À ce propos, Christian de Montlibert écrit :

À la limite, tant que la sociologie se contente de décrire les conditions d'existence et les réactions d'une population, elle reste supportable, mais à partir du moment où elle montre les responsabilités des dominants du monde économique mais aussi celles des dominants de la politique et des administrateurs d'État, et plus encore la légitimation que leurs apportent les journalistes et intellectuels médiatiques, rien ne va plus⁷.

Un autre aspect de la réalité rend selon nous pertinente, voir urgente, la nécessité de s'intéresser à la question du chômage est sans aucun doute la place que prend ce sujet pour les partis politiques. Si le chômage est relativement médiatisé lorsque des élections sont déclenchées, les réformes promises en la matière ne sont généralement pas concluantes. Le chômage est un enjeu électoral systématique et incontournable dont tout politicien s'empresse de se montrer préoccupé, du moins en apparence. À en croire la relative unanimité avec laquelle toute la classe politique semble sensible à cette problématique et l'illusion qui en

⁵ Piere Cahuc et André Zylberberg, *Le chômage fatalité ou nécessité ?*, Paris, Flammarion, 2004, p. 24.

⁶ Éric Pineault et Jean-François Fillion, « Les rouages d'une extorsion », *Relations*, Septembre 2005, p. 12.

⁷ Christian de Montlibert, *La violence du chômage*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2001, p. 9.

découle, il devient difficile de douter du fait que des gens puissent tirer bénéfice de cette situation. Ainsi, la classe politique donne l'impression de se préoccuper d'un problème qu'elle sait pertinemment inéluctable sans remise en question du modèle économique dominant. En fait, le problème étant fondamentalement systémique, les partis politiques se contentent de gérer les conséquences engendrées par le chômage, se positionnant toujours en réponse aux tendances du marché mondial. Finalement, nous assistons à un retour d'un discours xénophobe autant dans certains médias qu'au sein de la classe politique, qui fait du chômage un enjeu principal pour plusieurs partis politiques et mouvements d'extrême-droite qui en profitent pour accuser les immigrants d'être des voleurs de travail.

I.5 PRÉSENTATION DU MÉMOIRE

Dans le premier chapitre nous tentons de définir ce qu'est le chômage. Du début de l'industrialisation jusqu'à l'ère néolibérale des penseurs de divers allégeances politiques issus de tout autant de disciplines ont tenté d'expliquer le pourquoi et le comment du phénomène. Ainsi, nous ferons un bref survol des principales tendances qui ont marqué la question du chômage.

Dans le chapitre II, qui porte sur la méthodologie, nous expliquons comment nous avons tenté d'entreprendre une démarche où nous avons tenté de concilier la théorie avec notre expérience pratique dans des groupes de chômage. De plus, nous faisons une présentation de l'enquête-sondage que nous avons effectuée au Mouvement Action Chômage de Montréal dans le cadre de ce mémoire.

Le chapitre III est une mise en contexte portante sur les transformations globales auxquelles nous assistons en ce début de XXI^e siècle. Après avoir situé les transformations globales en lien avec le chômage et la globalisation, nous accordons une attention particulière au chômeur sous le néolibéralisme. Le chômeur et sa vie familiale, son vécu dans une société

de consommation, les grands enjeux tels que l'avenir du travail et du capitalisme sont abordés dans une perspective de situer l'être humain au centre de la problématique.

Le chapitre IV aborde la question des luttes sociales à l'heure de la globalisation, la question de l'identité de classe des chômeurs, des luttes sociales et du rôle déterminant du monde de l'éducation.

Dans le chapitre V, nous nous demandons comment l'aliénation est utilisée comme outil d'oppression. Dans cette perspective, nous expliquons comment le travail structure et intègre le sujet humain. Les résultats de notre sondage-enquête à l'appui, nous démontrons de façon concrète le lien entre l'État, l'aliénation et l'être humain.

Dans le chapitre VI, nous approfondissons notre réflexion sur le lien entre de l'État le chômage et le chômeur. Nous expliquons entre autres, comment l'État gère le chômage et les chômeurs à travers le programme d'assurance-emploi.

Finalement, dans la conclusion nous reviendrons sur nos principaux résultats d'analyse en fonction de notre hypothèse de travail.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

1.1 DÉFINITION GÉNÉRALE DU TERME « CHÔMAGE »

Qu'est que le chômage ? Qu'est qu'un chômeur ? Deux questions auxquelles les réponses *a priori* nous paraissent évidentes, mais dont les interprétations et les origines sont profondément teintées d'idéologies. Ainsi, commençons à préciser ce qu'est un chômeur par ce début d'explication tiré d'un recueil consacré à la lutte des chômeurs :

Le terme « chômeur », qui désigne aujourd'hui une catégorie administrative, vient du latin *cauma* : chaleur, prendre du repos pendant les grosses chaleurs.

Le terme « sans emploi » renvoie à un objet inutile et précaire.

« Précaire » : vient du latin *precarius* obtenu par prière, qui est sujet à révocation.

Les mots sont des outils qui produisent de la pensée, en retour, la pensée se formule avec des mots. Certains mots sont élaborés dans un but précis par l'administration ou les médias, façonnés de leurs point de vue, obéissant à leurs critères. Ces mots objets sont les pièces d'un puzzle où chaque pièce à sa place : le travail rangé à côté du chômage, lui-même collé à la précarité.⁸

D'après Frédéric Teulon, le concept de chômage a fait son entrée officielle dans le vocabulaire français à la fin du 19^e siècle. En France, lors des recensements antérieurs à 1896 les chômeurs figuraient dans la même catégorie que les saltimbanques, les vagabonds et les prostituées⁹. De plus, il existe d'innombrables façons de définir le chômage et le chômeur, puisque chaque pays a sa méthode de calcul qui lui est propre, et ce, malgré certaines normes internationales. De plus, tout dépend de la grille d'analyse politique, donc subjective, qu'utilisent les appareils institutionnels de statistiques, tels que Statistique Canada, l'INSEE en France ou Eurostat en Europe. Dans le monde, il semble s'être établi un consensus au

⁸ Signé : Jussieu, fin janvier, Paris, *Le lundi au soleil*, Recueil de textes et de récits du « mouvement des chômeurs », Cahier no 1, La bande à 35 h par jour et L'INSOMNIAQUE, novembre 1997 - avril 1998, p. 39.

⁹ Frédéric Teulon, *Le chômage et les politiques de l'emploi*, Paris, Seuil, 1996, p. 4.

niveau de la définition institutionnelle d'un chômeur, dont le premier objectif est la comparaison entre pays¹⁰. Ainsi, c'est le Bureau International du Travail (BIT)¹¹ qui sert de référence au niveau international quant à la définition de ce qu'est un chômeur. « Un chômeur est une personne qui n'a pas d'emploi et qui en cherche un. La définition la plus couramment utilisée est celle « au sens du BIT ». Elle permet d'effectuer des comparaisons internationales.¹² » Ainsi :

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans et plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans-emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.¹³

Cependant, chaque pays peut avoir ses propres règles de calculs. Ainsi, en France, « les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes (de 15 ans et plus) qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à l'ANPE¹⁴) sauf si elles ont en outre déclaré explicitement ne pas chercher du travail. [...] un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à l'ANPE (et inversement) »¹⁵. INSEE utilise plusieurs autres appellations afin de

¹⁰D'après les explications de l'INSEE, adresse Internet complète :

http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/definitions/html/bureau-international-travail.htm.

¹¹ « Le bureau international du travail (BIT) est un organisme rattaché à l'ONU et chargé des questions générales liées au travail dans le monde, il réside à Genève. Il harmonise les concepts et définitions relatives au travail et à l'emploi, en particulier celles relatives à la population active occupée et aux chômeurs. »

INSEE, adresse Internet complète :

http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/definitions/html/bureau-international-travail.htm.

¹² INSEE, adresse Internet complète : http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/definitions/html/chomeur.html.

¹³ INSEE, adresse Internet complète:

http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/definitions/html/chomeur-au-sens-du-bit.htm.

¹⁴ ANPE : Agence Nationale Pour l'Emploi.

¹⁵ INSEE, adresse Internet complète :

http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/definitions/html/chomeur-au-sens-du-bit.htm.

définir d'autres catégories de chômeurs, tels que le chômage partiel¹⁶, le chômeur de longue durée¹⁷, le chômeur découragé¹⁸. Fait à noter, à toutes ces catégories de chômeurs nous pouvons en rajouter d'autres spécifiques aux formes de gestion du chômage et de l'assurance chômage propres à chaque pays.

Selon nous, contrairement à ce que soutiennent certains chercheurs académiciens que nous avons consultés pour notre mémoire, l'empirisme quantitatif n'est pas nécessairement objectif. Un exemple de ce manque d'objectivité est la détermination du seuil « légal » à partir duquel on définit une personne comme chômeuse ou pauvre¹⁹. Howard Zinn évoque ainsi ce phénomène pour les États-Unis : « Par exemple en 1975, si 46.6 % de la population avaient connu 6 mois de chômage en moyenne et 33.2 % trois mois de chômage, le « chiffre moyen du chômage » fut fixé à 8.3 % - ce qui sonnait tout de même mieux.²⁰ » Finalement, les chiffres dont on se sert afin de façonner des théories et interprétations relatives au chômage sont souvent biaisés par des phénomènes reliés aux secteurs informels de l'économie comme le travail au noir, le travail à temps partiel ainsi que les individus qui préfèrent, par honte, cacher leur état de chômeur. Le modèle britannique, souvent cité en exemple en matière de lutte contre le chômage, est très représentatif de la manipulation ainsi que de l'irrationalité des données officielles. Une grande partie du « miracle britannique » peut être expliqué par la dégradation du programme de l'assurance-chômage, la multiplication du travail à temps partiel, ainsi que la transformation d'un grand nombre de

¹⁶ INSEE : « Lorsqu'une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou une partie de son activité et qu'elle n'entend pas rompre les contrats de travail qui la lient à ses salariés, elle peut avoir recours au chômage partiel. Le système d'indemnisation du chômage partiel permet de gérer une baisse d'activité ponctuelle, limitée dans le temps et ayant pour cadre l'année civile. » Adresse Internet complète : http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/definitions/html/chomage-partiel.htm.

¹⁷ INSEE, « Un chômeur de longue durée est un actif au chômage depuis plus d'un an. » Adresse Internet complète : http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/definitions/html/chomeur-de-longue-duree.htm.

¹⁸ INSEE, « Les chômeurs découragés sont les personnes qui déclarent ne plus rechercher d'emploi parce que la perspective d'y parvenir leur paraît trop faible. » Adresse Internet complète : http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/definitions/html/chomeur-decourage.htm.

¹⁹ Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis, De 1492 à nos jours*, ouvrage cité, p. 626.

²⁰ Ibid.

personnes âgées en personnes handicapées ; tels que nous l'expose Serge Halimi dans le *Monde Diplomatique* :

Des explications plus probantes de la performance britannique sont le rôle du temps partiel (24,1 % de l'emploi total au Royaume-Uni, contre 13,4 % en France), la création de postes dans l'administration et les services publics, l'absence de contraintes monétaires du type de celles que l'euro a imposées à la France et à l'Allemagne, enfin le quadruplement (statistique) du nombre de « handicapés » depuis vingt ans. Ce dernier résultat est corrélatif au durcissement des conditions d'indemnisation des chômeurs (allocation uniforme de 80 euros par semaine limitée à six mois ; sanctions en cas de refus des propositions faites, même pour un salaire très inférieur à celui de l'emploi précédent) . Le Royaume-Uni compte environ 2 700 000 handicapés, contre 570 000 en 1981, le recours au régime d'invalidité ayant servi à dégonfler les statistiques des demandeurs d'emploi. Notamment pour les plus âgés.²¹

D'autre part, nous devons considérer d'autres phénomènes tel que la population carcérale, au nombre de 2,19 millions aux États-Unis²² avec une augmentation de « 3,2 % par an au cours de la dernière décennie.²³ » D'après le *Bureau of Justice Statistics* des États-Unis, on estime à 2.6 millions le nombre de prisonniers en 2010.²⁴ Ces chiffres nous aident à comprendre que les calculs officiels du taux de chômage ne reflètent nullement la réalité. Afin de comprendre toute l'ampleur de l'appareil répressif américain, il faut également tenir compte des personnes placées en liberté surveillée et conditionnelle afin d'avoir une vision juste du nombre de personnes placées sous tutelle pénale²⁵ . D'après le *Bureau of justice* des

²¹ Serge Halimi, « Miracle britannique, trompeuses statistiques de l'emploi », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2005, p. 8, adresse complète : http://www.monde-diplomatique.fr/2005/10/HALIMI/12814?var_recherche=miracle%20britannique consulté du site : *Monde-diplomatique.fr*.

²² « La population carcérale ne cesse d'augmenter », *Journal de Montréal*, (Washington, AFP), Lundi 24 Octobre 2005, p. 18.

²³ Ibid.

²⁴ *Tabulating Prisoners at Their "Permanent home of record"* Adress, U.S Census Bureau Report, February 21, 2006, p. 1. Adresse Internet complète : http://www.census.gov/Press-Release/www/releases/archives/tabulating_prisoners.pdf.

²⁵ Loïc Wacquant, « De l'État social à l'État carcéral, L'emprisonnement des « classes dangereuses » aux États-Unis », *Le Monde diplomatique*, Juillet 1998, article cité, p. 20 - 21. Adresse Internet complète : <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/07/WACQUANT/10652>.

États-Unis, en 2004, plus de 4.9 millions de personnes étaient en liberté surveillée ou conditionnelle²⁶. Ces données sont d'autant plus importantes que l'emprisonnement s'est beaucoup développé aux États-Unis pour faire face au chômage. À ce titre, Howard Zinn rappelle qu'en 1983 les manifestations de chômeurs se sont tenues dans plusieurs villes américaines²⁷:

Sensiblement à la même époque, les Noirs de Miami qui se soulevaient contre les brutalités policières se révoltèrent également contre leurs conditions de vie misérables. Le taux de chômage chez les jeunes Afro-Américains était d'environ 50 % et la seule réponse de l'administration Reagan à cette pauvreté consistait à construire toujours plus de prisons.²⁸

Nous reviendrons plus loin sur le lien étroit entre le chômage et la répression étatique, cependant, nous pouvons d'ores et déjà établir un lien entre les deux phénomènes aux États-Unis :

[...] le système pénal contribue directement à réguler les segments inférieurs du marché de l'emploi – et ce de manière infiniment plus coercitive que tous les prélèvements sociaux et les règlements administratifs. Son effet est ici de comprimer artificiellement le niveau du chômage en soustrayant de force des millions d'hommes à la population à la recherche d'un emploi – et, secondairement, en faisant gonfler l'emploi dans le secteur des biens et des services carcéraux. On estime que, durant la décennie 90, les prisons américaines ont enlevé deux points à l'indice du chômage américain.²⁹

Tout cela montre que la prudence s'impose dans l'utilisation et l'analyse des données relatives au chômage qui proviennent de l'État. Dans la mesure où, il faut toujours être

²⁶ *Probation and Parole Statistics*, Bureau of Justice Statistics, U.S Department of Justice. Office of Justice Programs. adresse Internet complète: <http://www.ojp.usdoj.gov/bjs/pandp.htm>.

²⁷ D'après Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis, De 1492 à nos jours*, ouvrage cité, p. 484.

²⁸ Ibid.

²⁹ Loïc Wacquant, « De l'État social à l'État carcéral, L'emprisonnement des « classes dangereuses » aux États-Unis », article cité, p. 20 et 21.

conscient que chaque chômeur officiel en cache d'autres ignorés par les statistiques. De plus, il faut considérer qu'aucune comptabilisation officielle de chômeurs ne tient compte des chômeurs « sans-papiers » qui pourraient pourtant s'inscrire, du moins théoriquement, dans de nombreux critères définissant le chômeur.

1.2 CHÔMAGE ET ÉCONOMIE POLITIQUE

«Tout exposé condensé relatif à une question économique est propre à induire en erreur (à l'exception peut-être de la phrase que je viens d'écrire)»
Alfred Marshall³⁰

Si l'économie politique a abordé amplement la question du chômage, le chômeur quant à lui n'y trouve pas une place de même importance. Le chômage a été documenté, étudié et la fonction du chômage dans l'économie de marché est toujours minutieusement décortiquée afin d'être un outil de plus en plus performant. Qui dit chômage dit chômeur, pourtant on ne note pas un grand intérêt de la part des idéologues du néolibéralisme pour l'être humain. Une partie de la réponse à cet état de fait est que l'humain sans travail se transforme aux yeux de l'État et du Capital en un non-être³¹.

Nous n'accordons pas la même importance à toutes les catégories du chômage, pas plus que nous tentons de toutes les définir. Ainsi, nous préférons essayer de démystifier toutes ces interprétations de manière globale tout en tentant de les restituer dans leurs familles idéologiques respectives. Nous sommes conscients qu'il serait pertinent d'abord de décortiquer toutes ces théories relatives au chômage, mais nous pensons qu'il serait davantage pertinent de le faire tout au long du travail, à travers la présentation de quatre écoles d'économie politique, ce qui nous permettra de resituer la question du chômage dans l'histoire. Ainsi, dans un premier temps, nous nous pencherons sur la vision néolibérale du chômage que nous mettrons ensuite, dans un deuxième temps, en perspective avec la version

³⁰ Cité par Paul Samuelson, *L'économie. Techniques modernes de l'analyse économique, T.I*, Paris, Librairie Armand Colin, 1970, p. 99.

³¹ Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, Paris, Flammarion, 1996, p. 125 et 126.

xénophobe de ce dernier. Puis, nous nous pencherons, dans un troisième temps, sur la science économique keynésienne et, dans un quatrième temps, sur la conception marxiste, bien que cette dernière soit une théorie économico-politique à part entière.

Nous trouvons pertinent de confronter certaines visions d'inspirations libérales puisque celles-ci sont polarisées entre les keynésiens pour qui l'augmentation du chômage est une anomalie conjoncturelle, les tenants de la ligne dure néolibérale aux yeux desquels le chômage est structurel et indispensable à une bonne croissance économique et les néolibéraux à tendance xénophobe qui aimeraient néanmoins concilier néolibéralisme et plein emploi par des politiques basées sur la ségrégation raciale et sexuelle. Cependant, comme nous allons le constater, la ligne est parfois floue entre les idéologues néolibéraux dans la mesure où un certain darwinisme social vient structurer leurs idéologies respectives, car si le discours diffère le résultat quant à lui est à certains égards similaire.

En soi, l'économie politique telle que critiquée par Marx, c'est à dire la science économique à laquelle il était confronté et dont il héritait, ne s'intéresse pas à l'être humain dans son entièreté puisque l'individu n'est pas considéré en dehors du domaine du travail aliéné :

Il va de soi que l'économie politique ne considère le prolétariat, c'est à dire celui qui, sans capital ni rente foncière, vit uniquement du travail, d'un travail unilatéral et abstrait, que comme ouvrier. Elle peut donc établir en principe que l'ouvrier, tel un cheval, doit gagner assez pour pouvoir travailler. Elle ne le considère pas dans le temps où il ne travaille pas, en tant qu'homme, mais en laisse le soin à la justice criminelle, aux médecins, à la religion, aux tableaux statistiques, à la politique et à la charité publique.³²

En fait, l'économie politique n'essaie pas d'expliquer sur quelle base une minorité d'hommes a le droit de vivre au dépend et au détriment d'une majorité. Pour Marx : « [...] l'économie politique ne nous fournit aucune explication sur la raison de la séparation du

³² Ibid., p. 63.

travail et du capital, du capital et de la terre.³³ » Plus encore, l'économie politique construit l'aliénation sur le principe qu'elle dissimule le fait que le résultat du travail produit des merveilles pour les riches et la médiocrité pour les travailleurs qui en sortent abêtis et crétinisés³⁴. Ainsi, Marx fait le parallèle avec la religion où : « le théologien explique l'origine du mal par le péché originel, posant comme un fait, comme un événement historique ce qu'il doit lui-même expliquer.³⁵ » Le libéralisme économique, se présentant comme une science objective, continue de reposer sur les mêmes principes à l'ère néolibérale, cependant, l'économisme politique se radicalise entre autres par la propagation de thèses défendant le fait moral de l'injustice sociale tel que le darwinisme social.

1.2.1 Chômage et néolibéralisme

Les causes du chômage sont nombreuses. Sa composante « conjoncturelle » sera éliminée par la croissance économique à mesure que s'affirme la reprise. Mais une grande partie du chômage est structurelle, et due à un décalage croissant entre la nécessité de s'adapter à l'évolution et la capacité, voire la volonté de changement de l'économie et de la société. La solution passe par un examen et une révision en profondeur de toutes politiques qui influent sur la capacité et la volonté d'adaptation et d'innovation face au changement technique et face à l'intensification de la concurrence mondiale.³⁶

Les théories néolibérales s'entrecroisent sur plusieurs points sans pour autant représenter un bloc homogène, car elles varient passablement par leur radicalisme. En fait, le néolibéralisme mène une offensive idéologique, dont une des caractéristiques est de blâmer

³³ Ibid., p. 108.

³⁴ « L'économie politique dissimule l'aliénation dans l'essence du travail par le fait qu'elle ne considère pas le rapport direct entre l'ouvrier (le travail) et la production. Certes, le travail produit des merveilles pour les riches, mais il produit le dénuement pour l'ouvrier. Il produit des palais, mais des taudis pour l'ouvrier. Il produit la beauté, mais l'infirmité pour l'ouvrier. Il rejette une partie des ouvriers dans un travail barbare et transforme l'autre partie en machines. Il produit l'esprit, mais, pour l'ouvrier, il produit l'abêtissement, le crétinisme. » Ibid., p. 111.

³⁵ Ibid., p. 108.

³⁶ Organisation de coopération et de développement économique, (OCDE), « L'étude de l'OCDE sur l'emploi, Faits, Analyses, Stratégies. Le chômage dans la zone OCDE : 1950-1995 », Paris, OCDE, [http, www.oecd.org](http://www.oecd.org), 1994. Dans Georges Campeau, *Les enjeux actuels de l'assurance-emploi*, Recueil de textes et documents, Montréal, Sessions de formation organisée conjointement par l'UQAM et le Mouvement Autonome et Solidaire des sans-emploi, 2005, p. 24.

systematiquement les acquis sociaux et les individus pour l'existence du chômage. Si leur radicalisme varie, plusieurs économistes s'entendent pour dire que les acquis sociaux appauvrissent les plus démunis puisque l'assurance-emploi, l'assistance-sociale, le salaire minimum et le Code du travail sont autant d'entraves à la création d'emploi. En fait, cette affirmation doit être mise en contexte avec le fait que le néolibéralisme s'accompagne d'une situation où « Le contexte actuel voit aussi naître un nouveau régime d'accumulation centré sur la finance plutôt que sur l'industrie.³⁷ » Ainsi, « la richesse » désormais de plus en plus « produite » par le biais des spéculations et non de la production, crée de moins en moins d'emplois en plus d'en supprimer. Cette situation est susceptible de mettre une pression sans précédent sur les travailleurs et les chômeurs. Alors les mécanismes imposés par la nouvelle élite mondialisée, l'*overclass*, rendent la situation tellement précaire que la menace d'une perte d'emploi favorise l'implantation de nouvelles règles de jeu. Jacques Mascotto définit le concept d'*overclass* comme suit :

L'*overclass*, ce n'est pas une classe nouvelle par rapport à une ancienne, c'est plutôt l'ancienne classe capitaliste qui s'est transformée, poussant au bout la logique autodestructrice du profit à tout prix, en sapant, de par son appétit féroce et son style de vie, les bases mêmes de la société. Car, pour rendre possible cette *overclass*, on a instauré une répression gigantesque des salaires, ainsi qu'un système financier qui pille les pays du Tiers-Monde et appauvrit les classes laborieuses, dirigées en masse vers les Wal-Mart. La montée en puissance des organisations et du capital a eu pour effet d'élargir la base sociale et « intellectuelle » de la classe dominante et dirigeante. Le capitalisme détruit le Welfare State pour instaurer un Wal-Mart State autour duquel s'organise tout le système financier américain : acheter à la Chine de petits produits bon marché fabriqués par des travailleurs sous-payés, assurant ainsi la consommation pour les pauvres. À côté, 10 % de la population jouit d'un style de vie basé sur la consommation des biens de luxe. Ils en ont les moyens d'autant plus que l'impôt qu'ils payent est ridicule à partir de 90 000\$ de revenu, on ne paye quasiment pas d'impôt aux États-Unis pour qui sait manœuvrer et que la puissance militaire américaine a la capacité d'instaurer un système de ponction des matières premières et autres produits manufacturés dans la périphérie, c'est-à-dire le Tiers-Monde. Il faut bien considérer que l'*overclass* sollicite l'interventionnisme dirigiste et autoritaire de l'État pour domestiquer la classe moyenne à l'intérieur et pacifier les peuples de la périphérie³⁸.

³⁷ Éric Pineault et Jean-François Filion, « Les rouages d'une extorsion », article cité, p. 14.

³⁸ Jacques Mascotto, « L'*overclass* et son imaginaire », *Relations*, Septembre, 2005, p. 17 et 18.

En ce qui a trait à cette nouvelle élite mondialisée, Pineault et Filion identifient trois mécanismes spécifiques qui favorisent leur enrichissement :

Trois mécanismes spécifiques contribuent à l'enrichissement de cette classe dominante, intensifient l'appauvrissement et la précarité des salariés, et provoquent la dissolution de la classe moyenne. 1) Le régime d'accumulation financière repose sur la limitation absolue des coûts de la force de travail. Le niveau des salaires doit donc stagner, voir baisser, et le volume de travail utilisé par chaque entreprise doit diminuer. Cela se traduit dans les secteurs producteurs de biens et de services par l'imposition de baisses de salaires et par des mises à pied massives. Ainsi, en 2003, en Ontario, des travailleurs de Loblaw ont accepté des baisses de salaire pour résister à la venue de la chaîne Wal-Mart. 2) La finance exige que le risque entrepreneurial soit entièrement transféré sur le dos des salariés grâce à un travail de plus en plus flexible et précaire, et à une augmentation des heures de travail. 3) Étant donné que le revenu des salariés ne suit pas les gains de productivité, la croissance de la demande des biens de consommation est maintenue par l'expansion inédite du crédit à la consommation. Ainsi la financiarisation, qui détruit la sécurité économique des ménages salariés, offre en retour une protection basée sur l'endettement élargi. Bien que sa viabilité à moyen et à long termes soit impossible, cette stratégie est très profitable pour les prêteurs, lesquels détiennent des titres de créances rapportant de 20 à 25% d'intérêt.³⁹

En fait, la passivité des syndicats, des travailleurs et des sans-emplois devant les congédiements massifs, le saccage des acquis sociaux et la criminalisation de la pauvreté favorisent l'efficacité du processus décrit ci-haut.

Une des thèses néolibérales en matière de chômage repose sur la théorie de la « destruction créatrice⁴⁰ » qui, selon l'inventeur de cette théorie, Joseph Schumpeter, est la voie à suivre la plus susceptible d'assurer la croissance et l'innovation. Cette idée repose sur le concept que les protagonistes qualifient de scientifique (puisque empirique et selon eux conséquemment au-dessus de la polarisation gauche-droite), que la destruction d'emploi est utile à la croissance, l'innovation et conséquemment la création d'emplois. Évidemment, cette conceptualisation repose sur une tentative de dépolitisation de la question. Pierre Cahuc

³⁹ Éric Pineault et Jean-François Filion, « Les rouages d'une extorsion », article cité, p.14.

⁴⁰ Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Le chômage fatalité ou nécessité?*, ouvrage cité.

et André Zybelberg abordent la question dans leur ouvrage *Le chômage fatalité ou nécessité ?*⁴¹, en affirmant entre autres que le temps où il y avait autant d'opinions que d'économistes est révolu et qu'ils ne font qu'exprimer des idées qui font un large consensus.

La base de la théorie de « destruction créatrice » est la thèse, que les économistes ont réussi à imposer comme vraie, voulant qu'il n'y ait rien à faire et qu'il est préférable de ne rien faire pour contrer le chômage, car l'innovation a besoin du chômage. La preuve concrète de la validité de la théorie évoquée par les deux académiciens mentionnés ci-dessus, réside dans le fait que vu que dans les pays de l'Est il n'y avait pas de processus de destruction et de création d'emplois, et que « la croissance de la productivité était très faible »⁴². La théorie de la « destruction créatrice » a été élaborée par l'autrichien Joseph Schumpeter dans les années quarante⁴³ et repose sur l'idée que l'innovation passe par la mobilité de la main-d'œuvre, une mobilité qui est essentielle pour le développement et l'implantation des innovations. Ainsi, il y a des secteurs en croissance et des secteurs en déclin, ce qui se concrétise par des délocalisations d'emplois au sein d'une même entreprise ou vers une autre entreprise. Les entreprises ont donc besoin d'une certaine flexibilité de congédiement afin d'essayer des choses qui leur permettent d'être compétitives et innovatrices. Selon Schumpeter, la perte d'emploi n'est pas dramatique pour un pays, puisqu'il y a un équilibre naturel entre les pertes et les créations d'emplois vu qu'il y a toujours des secteurs en expansion qui compensent pour les secteurs en déclin. En fait, selon Cahuc et Zylberberg, la relocalisation d'emplois en France permet depuis 30 ans, grâce aux 15 % de chômeurs, d'assurer la prospérité collective. Un 15 % qui finalement s'avère être une sorte de dommage collatéral d'une stratégie visant le bien-être de la collectivité⁴⁴. Il est à noter que l'application de cette théorie ne révolutionne en rien les fondements du libéralisme économique puisqu'elle concorde parfaitement avec la théorie générale de la main invisible d'Adam Smith dont nous nous permettons de rappeler les grandes lignes :

⁴¹ Ibid.

⁴² Ibid., p. 38.

⁴³ Ibid., p. 11.

⁴⁴ Ibid., p. 17.

Adam Smith (dont *la richesse des nations* a marquée (en 1776) le début de l'Économique, ou économie politique) a été émerveillé par sa découverte d'un ordre inhérent au système économique. Il a proclamé le principe de la « main invisible » - à savoir, que chaque individu, en poursuivant exclusivement ses fins égoïstes, serait conduit, comme par une main invisible, à réaliser les fins les plus avantageuses pour tous, de sorte que toute interférence de l'État dans la libre concurrence entraînerait presque inévitablement des conséquences néfastes.⁴⁵

Ainsi, selon Cahuc et Zybelberg, c'est parce que les gens ne comprennent pas bien la théorie de la destruction créatrice, qu'ils pensent qu'il y a une paupérisation croissante, des licenciements boursiers, une montée des inégalités et qu'ils mettent la faute sur la globalisation qui sont selon eux autant de peurs qui sont l'œuvre de l'instrumentalisation de la détresse par de faux prophètes. Évidemment, plusieurs questions viennent à l'esprit au plus profane de la science économique. Ainsi, il est légitime de se demander s'il serait possible de garder les mêmes employés dans le processus d'innovation ? À cette question, les auteurs de *Le chômage fatalité ou nécessité ?* répondent que : « Les entreprises ayant la capacité et la chance d'adapter les bonnes innovations prennent des parts de marché aux autres⁴⁶ ». Un des exemples évoqués dans le livre, est celui des entreprises aériennes au bas coût dont l'innovation repose sur la réduction des services et du personnel ce qui permet une augmentation des profits et un transfert de personnel des grosses compagnies vers des compagnies à rabais⁴⁷. Ce phénomène est pour Pierre Cahuc et André Zybelberg d'autant plus enthousiasmant que les nouveaux emplois sont plus productifs et permettent une plus grande croissance. Ainsi, concluent les auteurs, c'est la façon de gérer la destruction créatrice (coût du travail, assurance-chômage, avantages sociaux) qui détermine la croissance et le taux de chômage d'un pays.⁴⁸

⁴⁵ Paul Samuelson, *L'Économique. Techniques modernes de l'analyse économique*, ouvrage cité, T.1, p. 75.

⁴⁶ Pierre Cahuc et André Zybelberg, *Le chômage fatalité ou nécessité ?*, ouvrage cité, p. 24.

⁴⁷ Ibid., p. 27.

⁴⁸ Ibid., p 31-32.

1.2.2 Chômage et extrême-droite

Lorsque le travail se raréfie, la concurrence entre les travailleurs pour travailler s'accroît. Il est indéniable que dans certains secteurs de l'économie la concurrence entre les travailleurs peut être plus prononcée, notamment dans les secteurs en déclin. Dans ce contexte, lorsque la conscience de classe est peu ou pas développée chez les travailleurs et les sans-emplois, le résultat peut transformer la concurrence entre les travailleurs en haine entre ces derniers. L'aliénation chez les chômeurs ainsi que chez les travailleurs se traduit à son paroxysme par la montée de l'extrême-droite et un certain repli identitaire. L'appui relativement fort des chômeurs aux diverses mouvances d'extrême-droite à travers le monde a déjà été constaté par certains chercheurs. Ainsi, Howard Zinn voit en notre époque une situation analogue à ce qui s'est passé dans les années 1920, où l'insatisfaction populaire s'est entre autres exprimée par les millions d'adhésions au Ku Kux Klan avant que les masses laborieuses ne se détournent des théories haineuses au profit du socialisme et du syndicalisme.⁴⁹

Cette problématique ne date donc pas d'hier et Daniel Guérin, dans *La peste brune*⁵⁰, s'est posé et a répondu à un certain nombre de questions relatives à la montée du nazisme et du fascisme qui sont encore fort pertinentes. Commençons par une constante, malgré sa faiblesse dans les pays développés, la gauche est toujours aussi divisée, sectaire et dogmatique que dans les années trente. Par ailleurs, la gauche dite plurielle en a déçu plus d'un, refusant de remettre en question l'ordre établi. Ainsi, plusieurs partis dits de travailleurs tels que ce fut le cas en France, en Angleterre ou en Espagne, une fois au pouvoir sont devenus de véritables apôtres du néolibéralisme. Mais, au-delà du blâme, « Radek a dit un jour que la dictature fasciste est des cercles de fer avec lesquels la bourgeoisie essaie de consolider le tonneau défoncé du capitalisme. La même image vaut pour la guerre⁵¹. » Par

⁴⁹ Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis, De 1492 à nos jours*, ouvrage cité, p. 754.

⁵⁰ Daniel Guérin, *Sur le fascisme I, La peste brune*, Paris, Maspero, 1971.

⁵¹ Ibid., p. 17. Guérin réfère à Radek sans spécifier la source bibliographique.

ailleurs, Lacroix et Mascotto attirent notre attention sur le fait que les nouveaux mouvements d'extrême-droite ont comme particularité de :

[...] renforcer l'intégration au système capitaliste mais en accentuant les clivages, c'est à rassembler en une nouvelle synthèse, qu'on nomme consensus, négociations ou conventions, les perdants de plus en plus nombreux et les gagnants de plus en plus gigantesques de la globalisation.⁵²

Cet état de fait est déjà perceptible au sein du Parti républicain des États-Unis qui a réussi à rejoindre une bonne partie des travailleurs et des sans-emplois, ainsi que l' *overclass*. À long terme, l'exacerbation de cette propension évoquée ci-haut a comme caractéristique : « le divorce du capitalisme avec la démocratie.⁵³ »

En France, les idées fascisantes en lien avec le chômage sont entre autres véhiculée par Michel de Poncins, président de l'association « Catholiques pour les Libertés Économiques », dans son ouvrage au titre très explicite : *Chômage fils du socialisme*⁵⁴. Son postulat, comme le suggère le titre du livre repose sur l'idée que la France est devenue un État socialiste au début des années quatre-vingt amenant avec lui tous les maux de l'humanité, dont le chômage. D'entrée de jeu, l'auteur affirme que le problème du chômage est uniquement imputable au socialisme et que s'il y a encore du chômage en Angleterre et aux États-Unis post Reagan et Thatcher, c'est qu'il y subsiste toujours des poches de socialisme, lequel de toute façon est un problème international. À ces yeux, le chômage n'est pas une fatalité, mais est dû au socialisme qui telle de la mauvaise herbe (sic) pousse partout où il y a des problèmes entraînant une spirale de pauvreté. La première cause du chômage est que le socialisme (français en l'occurrence) interdit aux gens de travailler par les taxes, les impôts, les monopoles d'État et toutes sortes de réglementations gouvernementales. La deuxième cause du chômage est la prohibition (sic), tels le Code du travail, les contrats de travail, les conventions collectives, le salaire minimum et toutes les autres dispositions

⁵² Jean-Guy Lacroix et Jacques Mascotto, *Manifeste pour l'Humanité*, Outremont, Lanctôt Éditeur, 2000, p. 13.

⁵³ Ibid., p. 14.

⁵⁴ Michel de Poncins, *Chômage fils du Socialisme*, Paris, Éditions François Xavier de Guilbert, 1990.

érigées par les socialistes contre le travail et les travailleurs. Finalement, en plus de ces deux causes du chômage, l'auteur mentionne le problème de l'immigration :

Si l'immigration incontrôlée est, partiellement, à l'origine des ennuis, c'est essentiellement pour deux raisons. La première est le pillage organisé des institutions sociales. Plus loin, l'on verra ce qu'il faut penser des célèbres acquis sociaux, que je proposerai de dénommer les « sinistres sociaux ». Mais quelle que soit l'analyse, l'immigration incontrôlée est, largement, l'effet de la législation sociale que les populations immigrées exploitent copieusement.⁵⁵

Dans la même lignée, dans un autre passage de son livre, l'auteur dévoile sa misogynie et prône le retour (partiel) des femmes au foyer afin de lutter contre le chômage.

Or, il est constant chez ces innombrables Français de droite, de dire que le travail des femmes aggrave le chômage ; certains vont même jusqu'à avancer que c'est le travail des femmes qui est la cause unique du chômage. Malgré le rôle majeur du Code du Travail ainsi que je l'explique, il semble bien que le développement du travail féminin, sous la forme avec laquelle il s'est développé soit à ranger aussi dans la gamme des causes du chômage⁵⁶. [...] Sur un plan matériel, l'aisance supplémentaire que procure le travail féminin représente un puissant adjuvant pour dénigrer la famille traditionnelle; celles des familles où la femme travaille peuvent consommer davantage ou plus richement et font apparaître les autres comme démodées ou « ringardes ». Enfin l'éloignement des mères de famille qui désertent le foyer pour aller à l'usine ou au commerce ou ailleurs concoure évidemment à distendre les liens et, joint à d'autres facteurs, à contribuer à démolir la cellule familiale.⁵⁷

Nous trouvons pertinent de faire mention des positions de cet auteur, car les idées de Michel de Poncins sont d'autant plus intéressantes dans le cadre de nos préoccupations, qu'elle contredisent sur bien des points les positions néolibérales de Pierre Cahuc et André Zybelberg, pour qui le lien entre l'immigration et le chômage peut être contré par une rapide adaptation du capital. De plus, les idéologues divergent sur la question du plein emploi, étant

⁵⁵ Ibid., p. 30.

⁵⁶ Ibid., p. 186-187.

⁵⁷ Ibid., p. 188.

donnée que Michel de Poncins croit que le plein emploi est possible [surtout pour les hommes non immigrants], alors que Cahuc et Zybelberg soutiennent dans *Le chômage fatalité ou nécessité?* que le chômage est utile.⁵⁸ Ils ajoutent que l'immigration ne favorise pas le chômage ni une baisse des salaires si le système économique est « suffisamment réactif pour rendre disponible très rapidement le capital nécessaire à la mise en valeur des facultés productives de ce nouvel arrivant⁵⁹ ». Ils concluent que :

L'analyse de l'impact des migrations sur le marché du travail contredit formellement l'idée selon laquelle le nombre des emplois serait une donnée, indépendante de la taille de la population en âge de travailler. C'est plutôt le contraire qui se rapproche le mieux de la réalité : le nombre des emplois rejoint plus ou moins vite le nombre de personnes désirant travailler.⁶⁰

Cependant, Cahuc et Zybelberg admettent tout de même que : « sur le plan économique, les limites à l'accueil des immigrants sont liées à l'impossibilité d'accroître rapidement le volume du capital existant (surtout les infrastructures)⁶¹ ».

Comme nous venons de le voir, le lien entre le néolibéralisme, le néoconservatisme, voire le néofascisme, peut sembler indirect, mais il existe bel et bien, ne serait-ce qu'à travers le pillage séculaire du Tiers Monde. De plus, la condescendance, l'exploitation et la mise en chômage par les pays du Nord des travailleurs du Sud est une partie inhérente du fonctionnement du néolibéralisme alors que les conséquences fâcheuses de ce processus alimentent l'extrême droite. Nous concluons en citant un extrait qui résume notre pensée en ce qui a trait aux positions idéologiques évoquées ci-dessus : « Il serait temps de prendre « la nouvelle pensée » pour ce qu'elle est, un gigantesque mensonge enrobé de blandices, tablant

⁵⁸ Pierre Cahuc et André Zybelberg, *Le chômage fatalité ou nécessité ?*, ouvrage cité, p. 50.

⁵⁹ Ibid., p. 52.

⁶⁰ Ibid., p. 57.

⁶¹ Ibid., p. 52.

sur l'anesthésie de la conscience face à l'illusoire et l'insignifiance du quotidien qu'elle propose comme projet de vie.⁶² »

1.2.3 Chômage et libéralisme keynésien

Le congrès déclare que la politique constante à appliquer sous la responsabilité du gouvernement fédéral doit consister à mettre en œuvre toutes les mesures réalisables... propres à créer et à maintenir... des conditions dans lesquelles des occasions d'emploi utiles seront offertes... à quiconque, étant désireux de travailler et apte à le faire, cherche un tel emploi... et à promouvoir au maximum l'emploi, la production et l'accroissement du pouvoir d'achat.⁶³

Keynes avait bien compris la gravité de la crise de 1929 et s'est donné pour tâche d'analyser et décortiquer les cycles économiques afin de corriger les défaillances du capitalisme. La vision de Keynes des cycles économiques est relativement simple : « Toute l'affaire peut être résumé en disant qu'un *boom* provient d'un excédent de l'investissement sur l'épargne et une crise d'un excédent de l'épargne sur l'investissement.⁶⁴ » Et Keynes de rajouter : « Ce sont les déséquilibres entre l'épargne et l'investissement, et rien d'autre, qui provoquent les fluctuations des profits, de la production et de l'emploi.⁶⁵ » Sur la recherche d'équilibre au niveau des fluctuations économiques Keynes donne l'explication suivante :

Peut-être y a-t-il quelque chose d'un peu troublant dans l'asymétrie qui se manifeste entre l'Inflation et la Déflation. Tandis qu'une inflation de la demande effective au-delà du montant qui correspond au plein emploi agit exclusivement sur les prix, une déflation de la demande effective en deçà de ce montant entraîne concurremment la baisse de l'emploi et des prix. Pourtant cette asymétrie découle simplement du fait que la main-d'œuvre est toujours capable de refuser un supplément d'effort lorsque le

⁶² Jean-Guy Lacroix et Jacques Mascotto, *Manifeste pour l'Humanité*, ouvrage cité, p. 12.

⁶³ *Loi sur l'emploi de 1946* [États-Unis d'Amérique], Paul Samuelson, *L'économie, Techniques modernes de l'analyse économique, T.1*, ouvrage cité, p. 401.

⁶⁴ John Maynard Keynes, *La pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard, p. 145.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 146.

volume d'emploi est suffisant pour que le salaire réel tombe au-dessous de la désutilité marginale du travail, alors qu'elle n'a pas le pouvoir de décider qu'il lui sera offert de l'emploi en quantité suffisante pour empêcher le salaire réel d'être supérieur à la désutilité marginale du travail.⁶⁶

Selon Keynes, les chômeurs sont également responsables en partie de ce manque d'harmonie puisque durant une crise : « les chômeurs cesseront complètement d'épargner, mais encore seront-ils à l'origine d'une importante épargne négative, en vivant sur leurs propres épargnes précédemment accumulés et sur celles de leurs amis et relations. ⁶⁷ » La même logique est appliquée à l'assurance-chômage, puisque sans la remettre en cause, Keynes la dit responsable d'une grande désépargne de la part de l'État alors que le même argent dépensé en investissement pourrait avoir un effet plus palpable à long terme⁶⁸. Ainsi, le but ultime est de favoriser l'investissement et de redonner confiance tout en stimulant la classe d'affaires en augmentant le profit. À ce titre, Keynes écarte la baisse de salaires comme moyen d'augmenter les profits pour des raisons de préservation de la « stabilité et l'harmonie sociale⁶⁹ », il suggère à la place une hausse des prix. Finalement, en plus de la baisse du taux d'intérêt, Keynes suggère comme moyen de sortie de crise la mise sur pied par l'État de projets de grande envergure afin de stimuler l'économie⁷⁰.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le capitalisme se sent menacé, alors que le monde est polarisé entre deux modes de gestion étatique. Durant les années soixante, certains pays capitalistes ont déjà opté pour des économies à caractère mixte pendant que les pays d'Afrique et d'Asie se lancent dans des luttes de libération nationale. Les États-Unis comprennent dès lors qu'ils doivent soigner leur image, quitte à humaniser le capitalisme.

⁶⁶ John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Livre 5, Paris, Payot, 1942, p. 113 - 114. Une version numérique est accessible dans la collection « Les classiques des sciences sociales ». ouvrage cité, adresse Internet complète : <http://www.uqac.quebec.ca/zone30/classiques-ds-sciences-sociales/index.html>.

⁶⁷ Ibid., p. 147.

⁶⁸ Ibid., p. 148.

⁶⁹ Ibid., p. 152.

⁷⁰ Ibid., p. 166.

Ainsi, en 1964 Samuelson de l'*Economic Massachusetts Institute of Technology*, fait la mise en garde suivante :

En ce qui concerne les États-Unis, tout développement d'un chômage massif compromettrait désastreusement leur prestige extérieur, sans parler du malaise politique interne qu'une telle dépression ne manquerait pas de provoquer. Si leurs taux de croissance et de développement venait à s'affaiblir, on en tirerait argument contre le régime.⁷¹

Cette perspective a poussé les États-Unis à opter pour un certain keynésianisme dont un des objectifs était d'assurer la création d'emploi. Ainsi à l'époque, la croissance devait être stimulée à tout prix, ce qui s'est concrétisé par une course effrénée à la production. La conquête des droits sociaux, dont l'assurance-chômage, a donc été le fruit d'un long processus politique qui de 1945 à 1980 a permis de civiliser le capitalisme⁷².

Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, et ceci s'applique aussi à la période des Trente Glorieuses, le marché de l'emploi suivait les variations inflationnistes et déflationnistes du marché, l'inflation correspondant à un accroissement de l'emploi, alors que la déflation synonyme de chômage était perçue comme une détérioration du bien-être de la collectivité. Conséquemment, le consensus voulait que lors de déflations aiguës les dépenses publiques et privées venaient rétablir la situation quitte à créer un retour de l'inflation⁷³. Or, nous remarquons une modification des mécanismes de gestion économique avec le néolibéralisme.

Le Président Clinton rétablit Alan Greenspan à la tête de la réserve fédérale chargée de réguler les taux d'intérêt. Le principal souci de Greenspan était d'éviter « l'inflation » qui déplaisait fort aux détenteurs de bons du Trésor parce qu'elle aurait réduit leur profit. La philosophie financière de Greenspan le conduisait à penser que

⁷¹ Paul Samuelson, Armand Colin, *L'économie, Techniques modernes de l'analyse économique*, T.2, Paris, Librairie Armand Colin, 1970, p. 954.

⁷² D'après Éric Pineault et Jean-François Filion, « Les rouages d'une extorsion », article cité, p. 13.

⁷³ Paul Samuelson, *L'économie. Techniques modernes de l'analyse économique*, T.1, ouvrage cité, p. 282-283.

l'augmentation des salaires était inflationniste et à redouter qu'un chômage trop peu élevé ne produise justement cette augmentation des salaires.⁷⁴

Finalement, nous prenons note du fait que si un État à économie mixte peut procurer des avantages non négligeables à la population, les dépenses sociales servent avant tout de stabilisateurs. Ainsi, les dépenses sociales peuvent dans certaines situations conjoncturelles, tel un fléchissement de l'activité économique, être majorées en prolongeant les périodes de prestation d'assurance-chômage.⁷⁵ Pour ce qui est du Canada, l'approche keynésienne fera de la question du chômage le principal pôle d'intervention, ainsi:

Dans la période d'après-guerre, l'évolution du régime s'inscrit dans la nouvelle orientation keynésienne de l'État fédéral. Le gouvernement fédéral qui désire faire jouer un rôle de promotion économique à l'appareil étatique, favorise son expansion : l'assurance-chômage devient ainsi un des piliers de l'État-providence canadien, alors en construction. Cette stratégie keynésienne s'accompagne également d'un discours social, où le chômage est présenté comme un problème de responsabilité collective de l'État, comme un instrument de solidarité.⁷⁶

Il est à noter que les gains obtenus au niveau de l'assurance-chômage dans le monde ont été possibles grâce à la forte politisation des travailleurs ainsi que l'effervescence des mouvements et partis des travailleurs. De plus, le contexte d'agitation mondiale d'après-guerre a été un contexte fertile pour l'acquisition de droits sociaux.

⁷⁴ Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis, De 1492 à nos jours*, ouvrage cité, p. 719.

⁷⁵ Paul Samuelson, *L'économie. Techniques modernes de l'analyse économique, T.1*, ouvrage cité, p. 410.

⁷⁶ Campeau Georges, *De l'assurance-chômage à l'assurance-emploi, L'histoire du régime canadien et de son détournement*, Montréal, Boréal, 2001. p. 9.

1.2.4 Chômage et marxisme

Tu prends ma vie si tu me ravis les moyens par lesquels je vis.⁷⁷

Shakespeare

Pour Marx, le chômage est un outil indispensable à l'accumulation du capital. L'armée industrielle de réserve a été créée principalement afin de répondre aux fluctuations du développement du capitalisme, qui se caractérise par des périodes de crises et d'essors. Ainsi, « Si l'offre est plus grande que la demande, une partie des ouvriers tombe dans la mendicité ou la famine. L'existence de l'ouvrier est donc réduite au même état que celui de tout autre marchandise. L'ouvrier est devenu une marchandise et c'est pour lui une chance quand il arrive à se faire embaucher.⁷⁸ » Cependant, la tendance à long terme pour les entreprises est l'élimination croissante de salariés. Ainsi, Marx a écrit, à propos de la concurrence entre les industriels, qu'elle « a ceci de particulier qu'elle ne se gagne pas en recrutant, mais en congédiant les armées de travailleurs. Entre les généraux de l'industrie, les capitalistes, c'est à qui pourra congédier le plus de travailleurs.⁷⁹ »

Les néo-marxistes, partis politiques, syndicats et mouvements citoyens qui s'inspirent du marxisme et des luttes sociales, semblent pour la plupart militer en faveur de mesures favorisant la création d'emplois. Ainsi, création d'emplois de la part de l'État, partage des heures de travail, pénalisation des entreprises procédant à des mises à pied massives, majoration des prestations de l'assurance-chômage sont autant de revendications qui font consensus. Cette approche pragmatique envers le monde du travail ne fait cependant pas l'unanimité chez certains marxistes pour qui la révolution passe par une rupture radicale avec le monde du travail aliéné, ce à quoi d'autres révolutionnaires répliquent que c'est sur les lieux de travail que doivent s'organiser les travailleurs.

⁷⁷ Shakespeare, Labica-Bensussan, *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, Quadrige, 1999, p. 167.

⁷⁸ Karl Marx, *Manuscripts de 1844*, ouvrage cité, p. 56.

⁷⁹ Labica-Bensussan, *Dictionnaire critique du marxisme*, ouvrage cité, p. 166.

CHAPITRE II

LA MÉTHODOLOGIE

L'objectif de notre recherche est de saisir la spécificité de la condition sociale des chômeurs et la représentation sociale qu'ils ont du phénomène du chômage. Pour y arriver, notre démarche a été de nous appuyer sur des données qualitatives, tirées de notre expérience pratique dans le milieu des chômeurs, et quantitatives, issues d'un sondage auprès d'un échantillon d'informateurs.

2.1 L'expérience pratique

Dans le cadre de ce mémoire, nous avons jugé important de mettre à contribution notre expérience pratique en matière de chômage. C'est avant tout notre expérience de travail dans deux groupes communautaires de défense de droits des chômeurs qui nous a conduit à notre objet de recherche. Tout au long de nos six mois passés au Comité Chômage de Montréal en 2004 ainsi que les deux mois au Mouvement Action Chômage de Montréal à l'été 2005 et 2006 et maintenant comme militant de ce dernier, en plus d'avoir été chômeur et prestataire de l'assurance-emploi⁸⁰. Durant la rédaction de ce mémoire, nous nous sommes efforcé d'appliquer une grille d'observation sociologique face à ce que nous avons été amené à vivre et à observer. Ces observations ont été systématiquement consignées dans un carnet de terrain.

Notre travail dans les organismes communautaires en lien avec le chômage consistait autant à défendre les droits collectifs et individuels des chômeurs que de faire de l'éducation populaire en donnant des formations sur les rouages de l'assurance-emploi et les politiques

⁸⁰ Au Canada, l'assurance-chômage s'appelle désormais assurance-emploi bien qu'une partie de la population continue d'utiliser la première appellation. Il est à noter que lorsque nous faisons référence à ce type de prestation de façon générale nous utilisons le terme d'assurance-chômage limitant l'appellation assurance-emploi aux problématiques spécifiquement canadiennes et contemporaines.

qui l'entourent. De plus, nous avons été amené à comprendre et à apprendre la Loi de l'assurance-emploi ainsi que son histoire. Il s'avère donc que nos observations et notre expérience de terrain nous ont été d'une grande utilité, il en va de même de l'expertise des intervenants du milieu du chômage que nous avons côtoyés.

Durant nos expériences de travail et de militantisme dans le milieu du chômage, nous avons pu nous familiariser avec diverses publications, livres, brochures et journaux sans prétention académique. Certains de ces documents nous ont également aidé à développer notre réflexion et les plus pertinents d'entre eux ont été retenus comme utiles pour notre analyse.

Finalement, dans cette pratique nous avons consulté un grand nombre d'articles de journaux et de revues québécoises et françaises s'étant intéressés à la question du chômage. De plus, nous nous sommes référé à un nombre relativement important d'ouvrages et de revues à caractère scientifique portant sur cette problématique. Nous avons aussi fait une recherche statistique que nous avons complétée et comparée avec des données d'agences de statistique du Canada, des États-Unis et de France. Sur ce plan, la recherche effectuée par Statistique Canada portant sur les chômeurs chroniques entre 1993 et 2001 nous a semblé des plus pertinentes.

2.2 La réalisation d'un sondage

Afin de rendre notre démarche plus complète, nous avons réalisé un sondage auprès de chômeurs et de travailleurs en voie de le devenir avec le concours des services du Mouvement Action Chômage de Montréal (MAC Montréal). En plus de desservir les chômeurs, le MAC Montréal dessert les personnes désireuses de quitter leur emploi ou étant persuadées de subir un renvoi imminent. De plus, dans une moindre mesure, les personnes malades, ainsi que les femmes enceintes ou désirant le devenir, viennent chercher de l'aide ou de l'information auprès de ce mouvement social.

Ce sondage avait pour objectif de mieux cerner la problématique du chômage en fournissant des informations actuelles, les plus pertinentes possible sur la situation des chômeurs. L'objectif recherché était de mieux comprendre les particularités de la condition des chômeurs dans une grande ville occidentale moderne en ce début de XXI^e siècle, particularités que nous pensons représentatives d'une certaine tendance générale du système capitaliste. En effet, le fait que ce sondage ait été réalisé dans une des villes les plus modernes au monde peut dans une certaine mesure favoriser l'identification d'indices sur une tendance mondiale. En plus de dresser un profil général des chômeurs, nous avons voulu comprendre la perception que les chômeurs ont du chômage et mesurer les particularités propres aux chômeurs dans un contexte de régulation néolibérale.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le sondage a été effectué au MAC de Montréal, le plus important groupe de chômeurs à Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada en tant que référence politique et militante. Bien que cet organisme soit situé dans la partie Nord de Montréal, sa réputation d'excellence et d'efficacité en matière d'aide juridique et d'information, contribue au fait qu'il dessert toute l'île de Montréal, ainsi que les villes de Laval et de Longueuil. L'organisme offre trois fois par semaine des séances d'information auprès des gens ayant perdu leur emploi, le sentant menacé ou ayant envie de le quitter. C'est au début de ces formations que nous avons sollicité la participation des travailleurs et/ou chômeurs avec l'autorisation, et la collaboration des salariés du MAC Montréal.

Lors des tests préliminaires que nous avons effectués sur une première version plus volumineuse du sondage et portant sur des thèmes plus complexes, nous avons reçu un certain nombre de critiques qui nous ont obligé à revoir notre questionnaire en profondeur. Premièrement, nous avons dû réduire la taille du questionnaire suite au constat que certaines personnes sondées prenaient trop de temps à répondre, ce qui avait pour conséquence de retarder le début des séances d'information. Ainsi, suite à des conversations avec les formateurs du MAC Montréal, nous nous sommes engagé à ce que le sondage puisse être rempli en moins de cinq minutes. Une telle contrainte nous a obligé à faire des choix difficiles qui nous ont amené à n'aborder que certains thèmes importants. La vulgarisation et la simplification du questionnaire ont également représenté un défi de taille puisqu'une partie

des usagés du MAC Montréal est soit peu scolarisée, soit immigrante et ayant parfois certaines difficultés de compréhension de la langue française. Conséquemment, nous avons essayé de trouver un équilibre entre notre besoin d'avoir accès à des informations pertinentes pour notre analyse et une bonne compréhension de la part des répondants, nous assurant ainsi une fiabilité acceptable.

Le sondage a pris la forme d'une série de 16 questions à choix de réponses se répartissant sur trois pages.⁸¹ Nous avons commencé à questionner des informateurs dès l'ouverture de l'organisme au retour de la période du congé des fêtes du Nouvel An 2006 jusqu'à la fin avril 2006. La formulation des questions du sondage, ainsi que des choix de réponses ont été le fruit de notre expérience professionnelle, des conseils des acteurs oeuvrant dans le domaine du chômage, ainsi que de nos lectures. Si les études que nous avons consultées ont pu nous servir de pistes dans la réalisation du sondage, nous avons avant tout dû nous adapter à des limites géographiques et temporelles. Ainsi, il est évident qu'un chômeur vivant en région vit la problématique du chômage de façon différente qu'un chômeur issu d'une métropole cosmopolite telle que Montréal. À titre d'exemple, à la question portant sur les causes du chômage, l'écologisme aurait pu être mentionné parmi les choix de réponse dans les régions vivant de la pêche ou de la coupe de bois. Une autre spécificité de l'échantillon étudié est le niveau d'éducation des Montréalais qui est plus élevé que la moyenne québécoise.

D'autre part, le fait que le sondage ait eu lieu durant la période hivernale a également eu une influence non négligeable sur les résultats, puisque chaque saison présente ses particularités quant au travail et au chômage. Si la fin de l'année scolaire correspond à une arrivée massive de professeurs à l'assurance-emploi, l'arrivée des premières neiges correspond à la fin ou au ralentissement de plusieurs emplois incompatibles avec la rigueur de l'hiver québécois, tel que le domaine de la construction.

Finalement, avec du recul, il nous faut souligner certaines limites inhérentes à notre recherche. D'abord, nous avons surestimé le nombre de répondants que nous serions

⁸¹ Voir le questionnaire-sondage en Appendice.

susceptible d'atteindre. Ainsi dans nos estimations, nous n'avons pas pris en compte le fait que plusieurs personnes refuseraient de s'adonner à l'exercice. Nous avons donc dû nous limiter à soixante-treize répondants, le chiffre de soixante-dix répondants étant le nombre minimum acceptable que nous nous étions fixé. Par ailleurs, nous avons élaboré le questionnaire dans une optique où nous pensions être en mesure de mettre en relation plusieurs résultats sous la forme de tableaux croisés, chose qui malheureusement ne fut pas possible de réaliser compte tenu de l'insuffisance du nombre de réponses à certaines questions. Un autre problème a surgi relativement au fait que plusieurs personnes n'ont pas ordonné, comme c'était indiqué dans le questionnaire, leurs réponses par ordre d'importance, ce qui aurait pu constituer un niveau d'information supplémentaire à notre étude. En effet, le fait que nous ayons fait le choix, dans le cas de certaines questions, de permettre des réponses multiples, a été motivé par notre perception qu'il est légitime, vu le type de notre recherche, qu'une personne veuille mentionner un ou plusieurs facteurs dans une problématique donnée. Enfin, après avoir analysé les questionnaires, nous nous sommes rendu compte que seulement une infime partie des répondants avait indiqué plus de quatre réponses à la fois. Il est à noter que lorsque nous présenterons certains résultats nous prendrons toujours le soin d'indiquer s'il faut les interpréter en terme de nombre de répondants ou en nombre de réponses. Précisons que dans le cas de la plupart des questions à choix de réponses, le nombre de réponses excède le nombre de répondants, ce qui nous amènera à présenter les résultats en terme de répartition des réponses.

CHAPITRE III

UN CONTEXTE DE TRANSITION GLOBALE

3.1 CHÔMAGE ET GLOBALISATION

Les changements que nous vivons en ce début de XXI^e siècle sont autant d'un ordre géostratégique, politique, économique que culturel et écologique. En Occident, cette nouvelle ère s'accompagne d'une augmentation de pertes d'emplois en particulier dans les secteurs primaire et secondaire et même de plus en plus dans le secteur tertiaire. Ce phénomène n'est pas exclusif aux pays occidentaux puisque des pays tels que l'Inde, la Chine et le Mexique où se créent des emplois dans certains secteurs hérités des délocalisations des pays occidentaux connaissent des transformations majeures qui se caractérisent par des pertes d'emploi entre autres dans le secteur agricole. Par ailleurs, nous assistons à un « effet domino » puisque des pays se montrant plus favorables aux entreprises privées viennent concurrencer des pays ayant déjà une main-d'œuvre peu coûteuse, une réglementation peu développée au niveau du droit du travail et des normes environnementales minimales. Ce processus va persister tant et aussi longtemps que subsisteront des zones où les coûts d'exploitation d'une entreprise seront plus bas qu'ailleurs et aussi longtemps que le coût d'exploitation d'un être humain sera moins élevé que celui d'une machine. Ainsi, nous pensons que l'évolution technoscientifique va continuer à supprimer des emplois. Cependant, il est à noter qu'un blocage et une résistance se manifeste de la part de la société civile, puisqu'un certain nombre de personnes perçoivent de façon rébarbative le fait de devoir être en contact et de communiquer avec une machine au lieu d'un être humain. Il reste à voir si cette tendance est due à une transition dans un contexte d'adaptation collective aux nouvelles technologies ou bien une prise de conscience qui se traduirait par un refus en bloc de certains aspects déshumanisants de la techno-science.

En ce qui concerne les pays industrialisés, un nouveau mode de vie est de plus en plus imposé aux travailleurs. Le travailleur-consommateur devient de plus en plus nomade puisqu'il doit être de plus en plus mobile pour travailler ou se trouver un emploi. On tend à

obliger les individus à faire en sorte qu'ils se comportent comme s'ils étaient eux-mêmes des entreprises, c'est la propagation du travail autonome et à contrat. Ainsi, à l'image des compagnies lucratives et compétitives, le travailleur doit abandonner le rêve désormais de plus en plus archaïque de la sécurité d'emploi et faire stoïquement face à la concurrence potentielle entre employés dans un paysage où les vagues de licenciements appellent à la docilité. À ce titre, le concept même de « marché du travail » est très révélateur puisque certains indicateurs montrent ses avancées et ses reculs par région et par type d'emploi. Donc, le travail est une marchandise, mais ce n'est pas une marchandise comme les autres puisque qu'il ne peut être ni accumulé ni épargné⁸², de plus : « Le travailleur n'est point vis-à-vis de celui qui l'emploie dans la position d'un libre vendeur [...] »⁸³. Finalement, la tendance mondiale à l'abaissement des salaires ainsi que des conditions de travail, afin d'obliger les travailleurs à rester compétitifs, n'est cependant pas inhérente au XXI^e siècle, puisque Marx observa déjà cette tendance au siècle dernier :

Si donc le travail est une marchandise, il est une marchandise aux propriétés les plus funestes. Mais même d'après les principes d'économie politique, il ne l'est pas, car il n'est pas le *libre résultat d'un libre marché*⁸⁴. Le régime économique actuel abaisse à la fois et le prix et la rémunération du travail ; il perfectionne le travail et dégrade l'homme.⁸⁵

Ce phénomène atteint son paroxysme lorsque le travailleur se voit obligé d'acheter son emploi en offrant du temps de travail gratuit ou en payant le droit d'exercer ce dernier. Ainsi, de plus en plus d'entreprises recourent aux stages non rémunérés ou aux formations payantes alors que dans certains pays asiatiques, tel que la Chine, certains emplois s'achètent en bonne et due forme.

Le lien entre la globalisation néolibérale et les nouvelles tendances qu'impose le capital par le chômage doit être mis en perspective avec l'ensemble des politiques

⁸² Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, ouvrage cité, p. 69.

⁸³ Ibid.

⁸⁴ Souligné par Marx lui-même.

⁸⁵ Ibid., p. 69.

déshumanisantes qui l'accompagnent. Le totalitarisme qui s'établit en système de plus en plus tangible, va engendrer de plus en plus d'exclus. Ainsi, si partout en Occident nous assistons à la propagation de ghettos de biens nantis hautement sécurisés, les ghettos de chômeurs quant à eux, font souvent les manchettes à cause de leur insécurité et insalubrité. Cette insécurité se traduit par une criminalité chronique accompagnée d'une répression croissante de la part de l'État qui ne fait qu'augmenter la spirale de la haine sans s'attaquer à la racine du problème. Cependant, comme en témoignent les investissements en sécurité des riches, ceux-ci vivent également dans l'insécurité, car ils ont peur que les exclus qu'ils produisent viennent demander leurs dus. En fait, ceci est une conséquence d'une paupérisation radicale dans certains groupes sociaux plus vulnérables, dont les immigrants qui n'ont pas eu la chance de bien s'intégrer.

3.2 CHÔMEUR SOUS LE NÉOLIBÉRALISME

Une des grandes spécificités du chômage en ce début du XXI^e siècle dans les pays les plus industrialisés, est qu'il touche, dans des proportions différentes presque toutes les classes sociales. De plus, la scolarité semble être de moins en moins une garantie de protection face au chômage. Dans un premier temps, nous analyserons le profil des chômeurs ou des travailleurs en voie de le devenir en utilisant des données provenant de notre sondage réalisé au MAC Montréal ainsi que des données de Statistique Canada. Pour commencer, nous allons nous attarder au revenu annuel brut des usagers du MAC Montréal.

Tableau 3.1

Revenu annuel brut des usagers du Mouvement Action Chômage
avant d'être au chômage, en dollars canadiens

Revenu	fréquences	réponses en %
moins de 10 000	1	1,4
de 10 000 à 19 999	24	33,3
de 20 000 à 39 000	31	43,1
40 000 et plus	16	22,2

Afin de bien saisir le sens de ces premiers résultats, il faut les mettre en contexte avec le coût de la vie et extrapoler que selon les estimations des groupes de défense des chômeurs, seulement environ 40 % des chômeurs perçoivent de l'assurance emploi⁸⁶ et ce à 55 % de leur salaire. En fait, autant les plus aisés des chômeurs, le 22.2 % ayant un revenu de 40 000\$ et plus, que les autres 77,8 % (moins de 10 000 à 39 000) vont avoir de la difficulté à maintenir leur niveau de vie puisque plus un salaire est élevé plus il y a des chances qu'un ménage ait des dépenses courantes élevées, ce qui est confirmé par notre sondage. En effet, nous avons demandé à nos informateurs s'ils pensaient être capables de subvenir à leurs besoins sans l'aide de l'assurance emploi et quels problèmes reliés au chômage ils redoutaient le plus.

Tableau 3.2

Appréhension de problèmes causés par le chômage

Problèmes redoutés	Fréquences	%
Angoisse de ne pas se retrouver un autre emploi	38	27,7
Baisse de niveau de vie	38	27,7
Isolement	24	17,5
Problèmes familiaux	20	14,6
Faillite personnelle	17	12,4

Lecture : Répartition des 137 réponses valides données par 71 personnes à la question : « Quels problèmes reliés au chômage redoutez-vous le plus ? ». Les personnes interrogées avaient la possibilité de mentionner une ou plusieurs réponses.

La précarité dans laquelle sont plongés les prestataires de différentes formes d'aide dédiées aux sans-emplois n'a en fait que pour objectif de leur rendre la vie tellement difficile que la seule issue qu'il leur reste est le retour sur le marché du travail. En effet, si l'on considère que le taux de prestation moyen de l'assurance-emploi au Canada est de 55 % du salaire et que : « Le salaire ordinaire est, d'après Smith, le plus bas qui soit compatible avec

⁸⁶ Mouvement Autonome et Solidaire des Sans-Emploi, « Le dossier noir de l'assurance-chômage », Automne 2006, Montréal, p. 3.

la simple humanité, c'est-à-dire avec une existence animale⁸⁷ », nous pouvons conséquemment en conclure que les sans-emplois prestataires d'aides gouvernementales se trouvent en deçà de l'humainement acceptable. Considérant ce constat, nous ne sommes pas étonnés que les individus se sentent incapables de subvenir à leurs besoins sans les prestations d'assurance-emploi.

Tableau 3.3

Perception des usagers du MAC Montréal quant à leur capacité de subvenir à leurs besoins sans les prestations de l'assurance-emploi

Catégories	Fréquences	Réponses en %
Oui capables	4	6,6
Non incapables	41	67,2
Ne savent pas	16	26,2

Ainsi, 67,2 % des répondants se disent incapables de pouvoir subvenir à leurs besoins sans les prestations de l'assurance-emploi alors que seulement 40 % devraient selon les probabilités y être admissibles. Précisons cependant, qu'étant donné que ces personnes ont suivi une formation au Mouvement Action Chômage Montréal, elles augmentent considérablement leurs chances de se voir accorder des prestations ayant appris comment éviter certains pièges administratifs. Toutefois, il ne faut pas réduire l'analyse aux chances d'admissibilité car les prestations d'assurance-emploi sont d'une durée de plus en plus courte.

Un travailleur sur trois pour l'ensemble du Québec (34,6 %) a utilisé de mai 1999 à avril 2000 la totalité de ses semaines de prestations. Ils sont donc 131 059 sur 378 932 chômeurs à tomber dans le trou noir à la grandeur de la province. Mais si l'on considère séparément le centre-ville de Montréal et le nord de la ville, la situation est encore plus alarmante puisque les pourcentages de chômeurs ayant épuisé leurs semaines atteignent respectivement 42,9 % et 43,3 %. À Brossard, on parle de 37 %.

⁸⁷ Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, ouvrage cité, p. 56.

À Longueuil, on parle de 35 %. Dans l'est de Montréal, ce pourcentage est de 39,9 %.⁸⁸

Nous avons voulu vérifier quelles étaient les craintes des gens quant à la condition de chômeur chez les personnes les plus vulnérables financièrement, en occurrence celles qui seront incapables de subvenir financièrement à leurs besoins sans les prestations de l'assurance-emploi. Pour ce faire, nous avons croisé le tableau 3.2, « Problèmes redoutés causés par le chômage » et 3.3, « Perception des usagers du MAC Montréal quant à leur capacité de subvenir à leurs besoins sans l'argent de l'assurance-emploi ».

Tableau 3.4

Perception des usagers du MAC quant à leur capacité de subvenir à leurs besoins sans les prestations de l'assurance-emploi (tableau 3.3) en rapport avec les problèmes redoutés causés par le chômage chez les usagers du MAC (tableau 3.2)

Problèmes redoutés causés par le chômage chez les usagers du MAC	Perception des usagers du MAC quant à leurs capacité de subvenir à leur besoins sans l'argent de l'assurance-emploi					
	Oui		Non		Ne savent pas	
	Fréquences	%	Fréquences	%	Fréquences	%
Problèmes familiaux	1	16,7	13	15,7	4	13,3
Angoisse de ne pas se retrouver un emploi	1	16,7	24	28,9	7	23,3
Isolement	2	33,3	13	15,7	7	23,3
Baisse de niveau de vie	1	16,7	26	31,3	8	26,7
Faillite personnelle	1	16,7	7	8,4	4	13,3

Bien que ces chiffres ne diffèrent pas beaucoup du tableau 3.2, ce tableau nous permet tout de même d'isoler et d'analyser la réaction de la catégorie de personnes affirmant

⁸⁸ Gilles Toupin, « Dure la vie de chômeur à Montréal ! Le trou noir du chômage, Chômeurs urbains », *La Presse*, 24-03-02, p. A4.

ne pas pouvoir subvenir à leurs besoins sans les prestations de l'assurance-emploi. Ainsi, si nous additionnons les réponses concernant la crainte de voir le niveau de vie baisser (31,3 %) et l'angoisse de ne pas se retrouver un nouvel emploi (28,9 %), tout en tenant compte du fait que ces informateurs ne sont pas assurés d'avoir de l'assurance-emploi, nous constatons que 60,2 % des réponses témoignent d'un stress élevé causé par la crainte « dialectique » de perdre simultanément revenu et niveau de vie. À long terme, les problèmes reliés au chômage sont plus nombreux et graves que les craintes mentionnés ci-dessus, puisque la stigmatisation amène un lot de problèmes disfonctionnels chez l'humain, tels que des insomnies, de la tension, de la dépression, de la perte de confiance en soi.⁸⁹

Tout cela n'est pas sans effet sur la consommation de tranquillisants (le chômage devient paradoxalement un facteur d'enrichissement de compagnies pharmaceutiques). Comme l'a démontré l'étude menée par l'équipe de l'I.N.S.R.E.M. de l'hôpital de Bicêtre, cette tension psychologique use : les quatre-vingt-six femmes suivies plusieurs années qui passent du chômage au travail précaire pour retourner au chômage, présentent, comparées à d'autres femmes ayant un emploi, une augmentation significative de maladies (diabète, cancer, problèmes cardiaques, affections ostéo-articulaires). Si la pauvreté vient s'ajouter au chômage, les difficultés de paiement de soins et l'accélération du désarroi psychologique ne font qu'amplifier ces réactions.⁹⁰

Finalement, Christian de Montlibert note que « l'analyse menée par Annie Mesrine montre de manière indiscutable la surmortalité qui affecte les chômeurs (près de 3 fois à situation comparable).⁹¹ »

Un aspect important de la problématique que nous n'avons pas été en mesure de vérifier pour le portrait de la condition de chômeur que nous traçons, est la part de

⁸⁹ Voir à cette effet : Whelan, « Désarroi psychologique et pauvreté en Irlande », Benoît-Guibot, O., Gallie D.
 - Jackson, « Unemployment and psychological distress », *Journal of applied psychology*, 1983
 - Gallie D., *Effets individuels et psychologiques du chômage de longue durée en Grande-Bretagne*, in Benoît-Guibot, Gallie D.
 - Cité par Christian de Montlibert, *La violence du chômage*, p. 6.

⁹⁰ Voir à cet effet : Firgul N., Breitin H., Metenier I., Aussel L., Thébaud-Mony A., « Atteintes à la santé et exclusion professionnelle : une enquête auprès de 86 femmes au chômage de longue durée », *Travail et emploi*, 1993, numéro 56, cité par Christian de Montlibert, *La violence du chômage*, Ibid.

⁹¹ Voir à cet effet : A. Mesrine, « La surmortalité des chômeurs : un effet catalyseur du chômage ? », *Économie et statistique*, 2000 numéro 334, cité par Christian de Montlibert, *La violence du chômage*, Ibid., p. 9.

l'endettement par rapport à la capacité de subvenir à ses besoins. En fait, si une personne a pu posséder une marge de crédit et plusieurs cartes de crédit avant de tomber en chômage et ainsi être en mesure de subvenir à ses besoins durant plusieurs mois, elle serait techniquement capable de subvenir à crédit à ses besoins. Comme le souligne J.- G. Lacroix, l'endettement de plus en plus généralisé est un facteur de plus qui a comme résultat de « plier davantage » les individus à cette logique où « la nouvelle force de travail n'ait pas le choix de travailler aux conditions qu'on lui offrira ⁹² ». De cette façon, le Capital augmente son emprise sur l'individu, ce qui s'inscrit dans un processus global de domination totalitaire sur celui-ci. En fait, ce système de domination de toutes les sphères de la vie s'établit en un système d'oppression et d'aliénation dont la problématique du chômage-travail n'est qu'un symptôme très révélateur. Pouvons-nous aller jusqu'à prétendre que cette forme de domination n'a jamais été aussi totale qu'actuellement dans l'histoire du capitalisme ? Certes, il apparaît périlleux d'un point de vue scientifique de comparer les époques entre elles, ainsi que de les hiérarchiser sous l'angle de la domination. Bien qu'il soit évident que pour un chômeur dans un pays développé en ce début de troisième millénaire, il soit plus facile de répondre aux besoins primaires tels que se nourrir, se loger et s'habiller, qu'au début du XIX^{ÈME} siècle, d'autres facteurs rendent la question plus compliquée. S'il est vrai que les chômeurs ne meurent plus de faim et de froid dans les mêmes proportions que dans les années vingt, il n'en reste pas moins que parallèlement aux coupures dans les programmes d'assurance-chômage à travers l'Occident, les besoins moyens des humains ont incontestablement augmenté⁹³, ce qui se traduit conséquemment par une hausse de la pauvreté relative. Ainsi selon Marx : « du fait précisément que la production globale augmente, les besoins, les désirs et les exigences augmentent aussi et la pauvreté relative peut donc augmenter, tandis que la pauvreté absolue diminue. ⁹⁴ » Cependant, si comparativement au XIX^{ÈME} siècle la pauvreté absolue a diminué sensiblement, il semble selon les intervenants œuvrant auprès des sans-emplois, qu'elle augmente depuis l'implantation et la radicalisation des mesures néolibérales auprès des sans-emplois. Par ailleurs, la classe des

⁹² J.-G. Lacroix, « Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la consciencivité », *Cahiers de recherche sociologique*, no 30, 1998, p. 111.

⁹³ N'oublions pas qu'ils sont de fait socio-historiquement produits.

⁹⁴ Karl Marx, *Manuscripts de 1844*, ouvrage cité, p. 65.

travailleurs et des sans-emplois, sous la domination néolibérale a perdu une chose inestimable, à savoir la solidarité, l'entraide et la camaraderie de classe. Bien sûr, nous ne pouvons pas être nostalgiques de ces temps où des enfants mouraient dans les mines et les syndicalistes se faisaient tuer impunément⁹⁵, mais il n'en reste pas moins que l'oppression contemporaine est plus insidieuse et subtile, du moins en apparence. Désormais, l'individu se trouve totalement envahi par le Capital sans même qu'il n'y ait un espace pour que puisse émerger une culture propre aux opprimés et exploités. La prise de conscience est confrontée à une aliénation qui a grandement évolué, entre autres grâce à l'apport de la technologie et de la science. Un exemple éloquent de l'utilisation de la technologie à cet effet sont les médias de masses. Ainsi, la télévision projette généralement le message que l'argent permet d'acheter la beauté, la popularité, l'intelligence, la jeunesse et même une compagne de vie possédant toutes ces qualités réunies et qu'il est normal, enviable, voire moral de le faire. Si cela s'avère vrai à l'ère néolibérale, une réalité semblable a déjà été constatée par Shakespeare à l'ère du théâtre.⁹⁶ L'essence de cette réalité a été également dépeinte de façon magistrale à travers un écrit de Goethe, dont voici un extrait :

Que diantre ! il est clair que tes mains et tes pieds
 Et ta tête et ton derrière sont à toi ;
 Mais tout ce dont je jouis allègrement
 M'en appartient-il moins ?
 Si je puis me payer six étalons,
 Leurs force ne sont-elles pas miennes ?
 Je mène bon train et je suis un gros monsieur,
 Tout comme si j'avais vingt-quatre pattes.⁹⁷

⁹⁵ Tel que décrit dans *Germinal* par Émile Zola et comme l'a montré l'histoire internationale du mouvement syndical.

⁹⁶ Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, ouvrage cité, p. 208.

⁹⁷ Ibid.

L'interprétation que Marx a fait de ce texte se lit ainsi :

Ce que je peux m'approprier grâce à l'argent ce que je peux payer, c'est à dire ce que l'argent peut acheter, je le suis moi-même, moi le possesseur de l'argent. Ma force est tout aussi grande qu'est la force de l'argent. Les qualités de l'argent sont mes qualités et mes forces essentielles en tant que possesseur de l'argent. Ce que je suis et ce que je puis n'est donc nullement déterminé par mon individualité. Je suis laid, mais je peux m'acheter la plus belle femme. Donc je ne suis pas laid, car l'effet de la laideur, sa force repoussante est annulé par l'argent. De par mon individualité je suis perclus, mais l'argent me procure vingt-quatre jambes ; je ne suis donc pas perclus. Je suis méchant, malhonnête, sans conscience, sans esprit, mais l'argent est vénéré, donc aussi son possesseur. L'argent est le bien suprême donc son possesseur est bon [...].⁹⁸

En conclusion, l'argent tiré du revenu est d'autant plus important pour l'être humain, que sa privation a comme conséquence la dévalorisation de celui-ci. Cette privation prend forme dans l'incapacité chez l'être humain dépourvu d'un revenu susceptible de lui permettre de pouvoir consommer comme les autres.

3.3 CHÔMEURS ET SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

Dans cette section, dans un premier temps, nous nous attarderons sur le fait que le Capital considère que les individus sont non seulement de la force de travail, mais aussi des unités de consommation. Dans une certaine mesure, ceci n'a rien de nouveau puisque : « Aujourd'hui, comme au premier jour de son apparition sur la scène du monde, l'homme est obligé de consommer avant de produire et pendant qu'il produit.⁹⁹ » De plus, depuis l'ère industrielle, le temps non travaillé a augmenté grâce aux congés payés ainsi qu'à des semaines de travail plus courtes. Face à ce phénomène, la société a su s'adapter¹⁰⁰. Ainsi, si les acquis sociaux tels que les congés payés et les semaines de travail plus courtes ont été le

⁹⁸ Ibid. p. 209.

⁹⁹ K. Marx, *Le Capital, Livre I*, Paris, Flammarion, 1985, p. 131.

¹⁰⁰ A. Tourraine, *Sociologie de l'action*, Paris, Seuil, 1965, p. 415.

fruit de luttes ouvrières, le Capital a tout de même su en tirer profit, car comme le souligne Tourraine :

Le loisir, c'est-à-dire le temps libre personnel et son utilisation, soulignons le, par l'individu et la culture ou la consommation de masse, c'est à dire le développement des techniques diverses visant à exploiter, selon des méthodes industrielles, le marché que crée un temps libre durant lequel l'individu peut dépenser une certaine partie de ses revenus. Il s'agit donc toujours d'étudier la consommation privée de biens produits en masse.¹⁰¹

En Occident, en ce début de XXI^{ÈME} siècle, il est de plus en plus difficile d'imaginer la société autrement que comme société de consommation. Ainsi, l'être humain s'est conditionné à un certain nombre de besoins nouveaux et sophistiqués. L'économiste Samuelson souligne que « le terme « minimum vital » est employé pour désigner, non pas un « minimum de subsistance », mais un « minimum social » plus ou moins arbitrairement défini.¹⁰² » Cependant, la possibilité de consommer étant conditionnelle à un revenu, une partie de la population, à commencer par les sans-emplois, se voit limiter l'accessibilité à ce qui est pourtant à tort ou à raison la norme dans une époque et un lieu géographique donné. À cause de la tendance à la paupérisation relative et absolue des sans-emplois, le sujet humain perd de plus en plus sa capacité de développement, car il se voit de plus en plus confisquer la base même de ce qui lui permet de s'épanouir et de se développer. Ainsi, de l'éducation en passant par la santé et l'environnement, à partir du moment qu'une personne n'est pas favorisée économiquement, les limites imposées par le Capital sont de plus en plus contraignantes. Cette situation comporte de graves conséquences, nous n'avons qu'à penser à l'accessibilité à la nature qui ne devrait pas être un privilège puisqu'elle est essentielle à la préservation ainsi qu'au développement d'une bonne santé physique et mentale. Plus fondamental encore, le droit de se loger. À titre d'exemple, une personne vivant d'assistanat-social depuis vingt ans a vu les loyers augmenter à Montréal pendant que les revenus, eux, sont restés pratiquement inchangés, et dans le cas des chômeurs chroniques, ces revenus ont baissés. Ainsi, une des conséquences importantes de la confiscation de l'usage de

¹⁰¹ Ibid.

¹⁰² P. Samuelson, *L'Économie, Techniques modernes de l'analyse économique* T. 2, Paris, ouvrage cité, p. 682.

choses fondamentales est l'entrave de « la prise de conscience des possibles¹⁰³ » qui en découle.

Une mise au point s'impose en ce qui a trait à la question du travail qui, comme nous l'avons déjà mentionné, définit et structure l'individu. Cela implique évidemment que les gens peuvent conséquemment être placé devant un dilemme qui les amène à devoir choisir ou créer un équilibre, entre sauvegarder leur identité définie par le travail aliéné et l'accomplissement de soi en dehors de la sphère du travail. Le bonheur a été intériorisé par les individus comme étant inhérent au travail aliéné, d'autant plus qu'il permet l'accomplissement de soi en dehors de ce dernier, mais il persiste chez l'être humain des mécanismes qui l'amènent à vouloir rechercher le plaisir en créant, en réfléchissant, voir en observant le monde. En fait, il existe maintes façons de s'accomplir, produire et sauvegarder son identité, mais depuis notre naissance nous sommes des êtres fondamentalement conditionnés et socialisés. Ainsi, la recherche de la part aliénée en nous est une tâche d'autant plus périlleuse que dans notre monde il n'y a pas d'êtres humains non aliénés dont on pourrait tirer exemple, mais des individus moins aliénés que d'autres. Conséquemment, à l'ère néolibérale, la recherche de notre authenticité en tant qu'être humain ayant la conscience d'exister est plus complexe que jamais. La résistance à l'aliénation produite par le travail ou le manque de travail dans le contexte néolibéral est un combat de chaque instant dans lequel les conditions matérielles rendent la lutte inégale entre les travailleurs et les chômeurs d'un côté et l'État et le Capital de l'autre.

Si l'individu a aujourd'hui plusieurs identités, celle de chômeur n'en est qu'une parmi d'autres. Cependant, si certaines caractéristiques sont observables chez une majorité d'individus, elles ne peuvent pas être généralisées à l'ensemble de ces derniers, ce qui amène Christian de Montlibert à affirmer que :

Si quelques-uns, (chômeurs) peu nombreux s'adaptent et peuvent même tirer parti de la situation, la grande majorité des autres se résignent, deviennent fatalistes « ça a

¹⁰³ J.-G. Lacroix, *Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la consciencivité*, article cité, p. 105.

toujours été comme ça », dérivent vers l'apathie ou se désorganisent, effondrés, au point de faire difficilement face aux problèmes quotidiens.¹⁰⁴

En effet, il peut arriver que certains individus puissent voir positivement une période courte de leur vie hors du marché de l'emploi, mais il est indéniable qu'une perspective d'une vie simple et frustrée à long terme n'est pas désirée par la plupart des gens. Toutefois, on ne peut regarder le problème sous un angle purement individuel puisqu'en ce qui a trait à la grande majorité des chômeurs, les problèmes engendrés par le chômage n'apparaissent pas seulement chez le sujet victime de celui-ci, mais affectent souvent toute sa famille autant du côté du conjoint que des enfants¹⁰⁵.

3.3.1 Chômage et famille

Christian de Montlibert note que « la probabilité de divorce s'accroît l'année qui suit un licenciement¹⁰⁶ ». Ce constat est également fait par François d'Estais dans *Le couple face au chômage*¹⁰⁷. D'Estais est un conseiller conjugal spécialisé auprès des chômeurs et la seule apparition de cette nouvelle spécialisation est en soi symptomatique d'une problématique sociale. Ainsi, François d'Estais, expert entre autres en accompagnement de cadres en recherche d'emploi, donne le ton de cette nouvelle littérature destinée aux chômeurs :

Le message d'espérance. La spirale du malheur par le chômage n'est pas inéluctable. Les chômeurs comme leur entourage doivent en être persuadés. Mais encore faut-il préciser ce que j'entends par espérance. C'est n'est pas l'attente d'une solution miraculeuse qui arrivera on ne sait comment. La véritable espérance, c'est la certitude que le Seigneur nous a donné les moyens de surmonter d'une façon ou d'une autre les épreuves auxquelles nous sommes confrontés.¹⁰⁸

¹⁰⁴ Christian de Montlibert, *La violence du chômage*, ouvrage cité, p. 6.

¹⁰⁵ Ibid., p.6, basé sur les résultats de la recherche de : O. Benoît-Guilbot, Clemençon, « Les chômeurs de longue durée en France », O. Benoît-Guilbot, D. Gallie, *Chômeurs de longue durée*, Paris, Actes Sud, 1992.

¹⁰⁶ Ibid. p. 7.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ François d'Estais, *Le couple face au chômage*, Paris, CERF, 1998, p. 112.

Si l'auteur n'hésite pas à en appeler au Seigneur, outil millénaire de domination sur les exclus, afin que les chômeurs gardent espoir dans le désespoir, il en appelle également à l'exploitation de la Femme en tant que Femme :

Heureux l'homme dont l'épouse saura faire passer un message d'amour et de confiance : «Tu es l'homme que j'ai choisi, celui que j'aime et aimerai toujours. J'ai confiance en toi ; je connais tes capacités ; un jour elles seront reconnues, on s'en sortira.» Une femme dispose de multiples moyens de faire passer un tel message, pas seulement par des paroles...¹⁰⁹

Le lien entre le sexisme et le chômage est étroit dans la mesure où le néoconservatisme qui gagne du terrain en Occident s'attaque à l'émancipation des femmes. Au-delà de la contestation du droit à l'avortement, la réaction face à l'évolution sociale se fait au détriment des femmes, ce qui ne favorise pas leur marche vers l'égalité. En fait, les données confirment que les femmes sont surreprésentées parmi les chômeurs, de surcroît les femmes monoparentales le sont encore plus. Ainsi, une étude de Statistique Canada nous apprend que :

Dans l'ensemble, les femmes représentaient 53 % des 10 millions de personnes environ qui ont été en chômage à un moment donné durant la période à l'étude. Elles constituaient cependant 55 % des chômeurs chroniques et près des deux tiers de la population n'ayant jamais trouvé d'emploi au cours de cette période.¹¹⁰

De plus, lorsque l'on considère que les femmes travaillent encore dans un contexte d'iniquité salariale dans de nombreux secteurs, elles s'en trouvent davantage défavorisées que les hommes.

¹⁰⁹ Ibid, p. 104.

¹¹⁰ Statistique Canada, *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, adresse Internet complète : <http://www.statcan.ca/francais/research/11-621-MIF/11-621-MIF2005031.htm>, site Internet cité.

Les chefs de familles monoparentales étaient particulièrement surreprésentés parmi les chômeurs chroniques et les personnes qui n'avaient jamais trouvé d'emploi. Il s'agissait surtout de femmes, car celles-ci se retrouvent à la tête de la grande majorité des familles monoparentales. Dans l'ensemble, les chefs de familles monoparentales représentaient 4,8 % des 24 millions de personnes qui participaient au marché du travail à un moment donné au cours de la période à l'étude. Ils constituaient cependant 10 % des chômeurs chroniques et 12 % de la population qui n'avait pas trouvé d'emploi durant cette période. Les chefs de familles monoparentales — des femmes pour la plupart encore une fois — étaient 6,6 fois plus susceptibles que les hommes célibataires d'avoir chômé au cours de cette période.¹¹¹

Nous en concluons que le chômage a une incidence dans la régulation sociale néolibérale et néoconservatrice dans la mesure où les femmes se voient limiter dans leur capacité de pouvoir s'affranchir d'une situation de couple qu'elles pourraient juger insoutenable. Cependant, loin de nous l'idée de ne pas reconnaître l'importance de la famille pour les chômeurs, bien au contraire. La famille a toujours été traditionnellement le dernier refuge dans les moments plus difficiles. Ainsi, sa désintégration surtout au niveau intergénérationnel enlève un pilier important en tant que source de solidarité et d'entraide. Cette désintégration n'a pas été palliée par de nouvelles ressources, autant au niveau économique qu'affectif. De plus, si l'on combine les problèmes monétaires et psychologiques que peut entraîner le chômage, il en ressort indéniablement une situation d'une grave précarité sociale et humaine.

3.4 VERS UNE CRISE DE SURPRODUCTION ?

La crise de surproduction nous guette-t-elle encore, et si oui, combien de temps restera-t-il au Capital ? L'analyse classique nous amène à regarder dans un premier temps du côté des biens matériels. Ainsi, l'imagination des fabricants semble inépuisable lorsque vient le temps d'inventer et de créer de nouveaux besoins à l'aide de campagnes publicitaires de plus en plus agressives. De plus, la crise tant redoutée de surproduction semble atténuée par la propagation du crédit qui permet aux consommateurs de dépenser au-delà de leur capacité financière réelle. Un autre phénomène, qui contre pour le moment la crise de surproduction,

¹¹¹ Ibid., site Internet cité.

est l'ouverture de nouveaux marchés. Cependant, nous pouvons nous demander ce qui va arriver lorsque l'endettement, en voie de devenir in-remboursable pour de plus en plus de foyers en Occident, va considérablement réduire leur capacité de consommation. Il en va de même pour les nouveaux marchés, une fois la planète conquise que va-t-il arriver lorsque le Capital n'aura plus de nouveaux territoires à conquérir et que la population mondiale se trouvera surendettée ? Évidemment, il est légitime de nous demander s'il va y avoir encore une planète puisque nous savons maintenant que la Terre ne pourrait pas supporter un niveau de consommation occidental généralisé à l'entièreté du monde puisque :

Rappelons d'abord que la trentaine de pays développés représente 20 % de la population, mais qu'ils produisent et consomment 85 % des produits chimiques synthétiques, 80 % de l'énergie non renouvelable, 40 % de l'eau douce et qu'ils émettent dix fois plus de gaz à effet de serre par habitant que les pays du Sud.¹¹²

En tenant compte de ces données et en sachant que l'avenir de l'humanité est menacé par : « le réchauffement de la planète, l'amincissement de la couche d'ozone, la pollution des sols, de l'air et de l'eau, l'épuisement des ressources naturelles, la disparition des forêts et des zones humides, l'extinction accélérée de nombreuses espèces vivantes, l'accumulation démentielle de déchets chimiques et nucléaires¹¹³ », il devient évident qu'une improbable et hypothétique généralisation du mode de vie des 20 % de la planète à l'ensemble de celle-ci conduirait à une rapide extinction de l'espèce humaine.

Il est vrai que la valorisation et l'accumulation du Capital ne se fait plus principalement par la production, mais par la spéculation. Cependant, cette spéculation ne peut pas faire complètement abstraction d'une possible crise de surproduction. De plus, plusieurs autres facteurs peuvent accélérer une inévitable crise financière globalisée telle que la multiplication de catastrophes naturelles, une guerre mondiale pour le contrôle des ressources naturelles ou des soulèvements populaires.

¹¹² H. Reeves et F. Lenoir, *Mal de Terre*, Paris, Éditions du Seuil, 2003, p. 200.

¹¹³ Ibid, p. 10.

3.5 LA FIN DU TRAVAIL ?

Aborder la question de la fin du travail comporte un aspect très idéologique, car la fin du travail peut être perçue autant comme un but ultime pour le travailleur qu'une catastrophe pour ce dernier. Ainsi, l'aphorisme qui affirme que : « le travail c'est la galère, et que pas de travail c'est la misère », résume la grande contradiction portée par les revendications syndicales et de la gauche en général, puisque d'un point de vue humaniste, utopiste et socialiste, le travail non-aliéné est un idéal à atteindre :

L'ouvrier se sent auprès de soi-même seulement en dehors du travail ; dans le travail, il se sent extérieur à soi-même. Il est lui-même quand il ne travaille pas et, quand il travaille, il ne se sent pas dans son propre élément. Son travail n'est pas volontaire, mais contraint, travail forcé. Il n'est donc pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement un moyen de satisfaire des besoins en dehors du travail. Le caractère étranger du travail apparaît nettement dans le fait que, dès qu'il n'existe pas de contrainte physique ou autre, le travail est fui comme la peste.¹¹⁴

Ainsi, nous nous retrouvons devant le paradoxe où les travailleurs ainsi que les organisations chargées de les défendre se retrouvent dans une situation où ils militent pour sauvegarder la possibilité d'être exploités. Donc, la question est de savoir si les travailleurs et chômeurs doivent trancher entre les réformes sociales ou la révolution ou si les réformes sociales peuvent être un outil afin d'atteindre cette dernière. Nous ne réglerons pas ici cette question quoique nous pouvons tout de même nous rappeler que les événements historiques passés ont démontré qu'un chômage exacerbé ainsi que l'absence de mesures sociales ont conduit des nations vers le nazisme et le fascisme ou encore vers des révoltes non articulées par un discours politique et un but précis.

Les changements stratégiques étatiques tels que l'alliance de l'État avec une classe et un type d'industrie ou de corporation au détriment d'autres font partie des ajustements structurels inhérents à l'expansion mondiale. Dans une telle démarche, l'État doit parfois

¹¹⁴ Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, ouvrage cité, p. 112.

réaménager les rapports de force. Tout au long de l'histoire moderne, autant le capitalisme que l'État, malgré leurs transformations structurelles réciproquement reliées, continuent à entretenir une relation privilégiée où l'État continue à baliser les règles du marché¹¹⁵. Même si l'État a perdu une partie de sa souveraineté au profit d'organisations économiques supranationales, il continue à les cautionner et à en appliquer les directives ou les recommandations. Par ailleurs, nous pouvons nous demander si l'État ne trouve pas commode de légitimer son immobilisme face aux désastres sociaux encourus par ses propres politiques en créant l'illusion que les organisations supranationales ne sont pas, contrairement à l'État, redevables aux citoyens. De plus, les changements stratégiques ont des répercussions différentes sur l'attitude, d'une part, des diverses classes sociales et secteurs économiques, et d'autre part, de l'approche dans la gestion de problèmes étatiques causés par la nouvelle voie stratégique. Les preuves de ces bouleversements ne manquent pas, puisqu'il suffit pour s'en rendre compte d'ouvrir les journaux quotidiens et de lire les grands titres dont voici quelques exemples : « Le Québec pourrait voir 91 000 emplois partir vers l'étranger », dans *Le Devoir*¹¹⁶, « Emploi : saignée dans le secteur manufacturier », également dans *Le Devoir*¹¹⁷, « Près de 1500 emplois perdus chez deux sous-traitants de Bell », dans *La Presse*¹¹⁸, et « Ford dégraisse en Amérique du Nord », dans *Libération*¹¹⁹.

Ainsi, une des tactiques consiste à déplacer les industries afin de créer un climat d'insécurité et de soumission¹²⁰ puisqu'elle crée l'illusion de la fin imminente du travail. Par

¹¹⁵ Voir à ce propos H. Lefebvre, *De l'État, T.3, Le mode de production étatique*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1977.

¹¹⁶ Éric Desrosiers, « Le Québec pourrait voir 91 000 emplois partir vers l'étranger », *Le Devoir*, (LE DEVOIR..COM), adresse Internet complète : <http://ledevoir.com/cgi-bin/imprimer?path=/2006/01/25/100464.html>.

¹¹⁷ « Emploi : saignée dans le secteur manufacturier, Le taux de chômage canadien n'augmente malgré tout que de 0.1 % », *Le Devoir*, les samedi 11 et dimanche 12 février 2006, p. C10.

¹¹⁸ André Duchesne, « Près de 1500 emplois perdus chez deux sous-traitants de Bell », *La Presse*, Montréal 25-02-2006, p. A 13.

¹¹⁹ Par C.A.I. (avec agences) « Ford dégraisse en Amérique du Nord », *Libération*, 23-01-2006, Adresse Internet complète : <http://www.liberation.fr/imprimer.php?Article=353442>.

¹²⁰ H. Lefebvre, *De l'État, T.1, L'État dans le monde moderne*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1976. Voir particulièrement le chapitre IX, « État de concurrence, concurrence d'État », p. 51-65.

ailleurs, nous remarquons que cette tactique visant à déplacer les industries n'est pas sans nous rappeler la thèse de Zybelberg et Cahuc qui y voient une caractéristique de l'économie moderne et un argument sur la non-perte d'emploi de par leur rélocalisation à l'intérieur d'un même pays. Comme nous l'avons déjà vu, la thèse sur la stagnation du taux de chômage entre cependant en contradiction avec celle qui défend le point de vue soutenant que l'on tend inévitablement vers la fin du travail.

Concernant la fin du travail proprement dite, nous sommes en droit de nous demander si cette thèse telle que présentée par certains économistes, tel que Rifkin¹²¹, n'est pas une tactique ayant pour objectif de confondre les travailleurs. En fait, nous pouvons nous demander si le travail n'est pas simplement en train de changer de forme et non de disparaître, dans la mesure où la précarisation se fait sous la menace de sa raréfaction. D'une part, ces changements se font sentir par la managérialisation du travail¹²², dans le sens où l'on tente de masquer le lien entre l'employeur et l'employé. Ainsi, à titre d'exemple, les compagnies Wal Mart et Home Dépôt appellent leurs employés « associés ». D'autre part, nous assistons à la prolifération des emplois que l'on qualifie d'autonomes, dans ce cas il s'agit souvent pour les employeurs d'une astuce qui leur permet d'éviter de devoir offrir la permanence à leurs employés, ce qui implique des frais dus aux avantages sociaux qui y sont reliés. Ce dernier point est également en lien avec la sous-traitance qui a l'avantage pour le patronat de diviser les travailleurs en plus de faire des économies substantielles. Ainsi, l'employeur transfère une partie de ses services ou de sa production vers des compagnies ayant des coûts d'exploitation beaucoup plus bas. Cette réduction de coûts se fait grâce à des salaires et des conditions de travail inférieurs à la première compagnie. De plus, la précarité chez les sous-traitants est caractérisée par l'absence de syndicats. Ainsi, les syndicats peuvent sembler menaçants pour des travailleurs qui conséquemment deviennent hostiles à leur égard. Finalement, une des tendances observées ces dernières années est la multiplication d'emplois à temps partiel, ce qui oblige les individus à en avoir plusieurs afin de subvenir à leurs besoins. Ce dernier point est des plus intéressants puisqu'il contribue à la baisse du chômage

¹²¹ Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, Paris et Montréal, Éditions La Découverte et Boréal, 1996 et 1997.

¹²² Rolande Pinard, « La fin du travail : qu'est-ce à dire », *Société, Critique de la postmodernité*, le NOS. 18/19, p. 199-222, Été 1998.

comme en témoigne cet article du *Devoir* intitulé : « Le taux de chômage est à son plus bas en 30 ans »¹²³. Selon des données de Statistique Canada, l'économie a créé 68 700 nouveaux emplois en octobre [2005]. Cette performance, attribuable à une poussée de 59 000 emplois à temps partiel, a permis au taux de chômage de reculer de 0.1 point, à 6.6 %. Ce taux revenait ainsi « à son niveau le plus bas depuis trois décennies », a relevé l'agence fédérale.¹²⁴

En conclusion, il est laborieux de quantifier la perte d'emplois, car ceux-ci sont souvent remplacés par des emplois précaires. Conséquemment, il est difficile de faire une comparaison puisque les emplois connaissent une évolution qualitative. Cette évolution se caractérise souvent par la précarisation des emplois, car ceux-ci sont souvent temporaires, sur appel, non-syndiqués, éloignés, moins bien payés, à temps partiel.¹²⁵

Statistique Canada a mesuré pour la première fois les pertes de revenu essuyées par les travailleurs canadiens âgés de 25 à 49 ans qui sont victimes de licenciements collectifs ou de fermeture de leur entreprises, mais qui ont tout de même réussi par la suite à trouver un nouveau travail. L'étude [...] révèle que le revenu de ces travailleurs est inférieur en moyenne à 9 % à celui qu'ils touchaient auparavant. La chute de revenu s'avère beaucoup plus forte si l'on a le malheur d'avoir moins de cinq ans d'expérience au moment de perdre son emploi. Le salaire versé par le nouvel employeur est alors de 18 % à 28 % inférieur en moyenne à ce qu'il était autrefois, et ce, encore une fois, même cinq ans après les faits.¹²⁶

Ainsi, si une région donnée connaît des licenciements massifs, l'implantation d'emplois précaires ne pourra pas pallier vraiment la perte d'emplois réguliers et atténuer la problématique du chômage. Finalement, la question de la fin du travail nous ramène à notre problématique de départ à savoir que le chômage agit de fait comme un outil d'oppression envers les sans-emplois et les travailleurs, dans la mesure où la menace constante de la perte d'emploi est reliée au taux de syndicalisation et de jours de grève dans une région donnée. À

¹²³ Gérard Bérubé, « Le taux de chômage est à son plus bas depuis 30 an », *Le Devoir*, 5-11-2005, p. B 11.

¹²⁴ Statistique Canada tel que cité par G. Bérubé, *Ibid.*

¹²⁵ Christian de Montlibert, *La violence du chômage*, ouvrage cité, p. 27-28.

¹²⁶ Éric Desrosiers, « La destruction créatrice », *Le Devoir*, 22-1-2007, article cité, p. A 5.

terme, il influe sur la possibilité d'ouverture ou de fermeture des entreprises. La question de « la fin du travail » est un débat ou un mythe¹²⁷ qui permet surtout de dépolitiser la question dans la mesure où on met l'accent sur l'évolution technologique, la mondialisation, les fluctuations boursières qui sont autant de phénomènes présentés comme inévitables et qui permettent de détourner l'attention de la population sur le fait que le travail, tout comme l'organisation de la société, sont avant tout des questions politiques.

¹²⁷ Denis Clerc, *Travail et emploi : Faux débats et vrais questions*, Paris, La découverte-Syros, Alternatives Économiques, 1999, p. 36-37.

CHAPITRE IV

LES LUTTES SOCIALES À L'HEURE DE LA GLOBALISATION

4.1 CHÔMEURS ET IDENTITÉ DE CLASSE

La question de l'identité de classe revêt toute son importance lorsque l'on fait le constat qu'en ce début de XXI^{ÈME} siècle, les plus précaires de la société ont souvent pour modèles leurs oppresseurs ou les représentations de ces derniers. En fait, s'il y a des luttes sociales, les individus livrent souvent bataille dans des luttes sectorielles délaissant ainsi la solidarité de classe qui existait autrefois entre autres entre les sans-emplois et les travailleurs. Bien sûr, nous ne voulons aucunement minimiser les mobilisations ponctuelles, mais la portée de celles-ci est toujours limitée puisqu'il n'y a pas vraiment de continuité ni de gains significatifs en dehors de quelques ajustements mineurs, ce qui ne modifie pas structurellement le rapport entre classes.

4.2 LUTTES SOCIALES ET CHÔMEURS

Christian De Montlibert constate de prime à bord que si un mouvement des chômeurs peut favoriser l'estime de soi, le problème réside dans la construction d'un tout uni avec des personnes isolées et stigmatisées¹²⁸. Bien qu'au Québec, les chômeurs ne soient pas très actifs en tant que militants politiques et en tant que groupe organisé, la situation est moins sombre dans d'autres pays riches tels que la France, l'Allemagne ou l'Angleterre, sans pour autant qu'ils ébranlent la paix sociale. Les chômeurs de longue durée et exclus en tout genre ont toujours eu de la difficulté à s'unir entre eux ainsi qu'avec les travailleurs. Le problème relève peut-être en partie du fait que les travailleurs sont beaucoup plus ancrés dans ce que Lefebvre appelle la lutte des classes légalisée¹²⁹, à savoir les syndicats en tant que groupes de pression respectables. Au Québec, les chômeurs n'ont pas d'organisation digne de ce nom,

¹²⁸ Christian de Montlibert, *La violence du chômage*, ouvrage cité, p. 6.

¹²⁹ Henri Lefebvre, *De l'État, T.1, L'État dans le monde moderne*, ouvrage cité.

mais ils sont parfois soutenus par les centrales syndicales. Celles-ci véhiculent à l'occasion le message des chômeurs, mais la défense de leurs membres en règle (ceux qui cotisent) reste toujours leur priorité. De plus, la condescendance, voir l'arrogance, des syndicats envers les chômeurs, se caractérisent par un constant autoritarisme et paternalisme envers ces derniers. Évidemment, l'apport des syndicats à la cause des chômeurs n'est pas à négliger. Ainsi, l'État est un outil qui peut être utilisé et ce même s'il s'avère systématiquement plus favorable au Capital puisqu'il permet parfois l'émergence, par certains mécanismes, de revendications propres aux travailleurs et aux sans-emplois.

Un aspect oppressant contemporain du chômage est l'isolement politique. Ainsi, il est indéniable que le lieu de travail a toujours été un endroit privilégié d'organisation des travailleurs, ainsi que d'éducation politique. Bien que le syndicalisme soit l'expression la plus commune de la politique sur les lieux de travail, il ne faut pas négliger l'influence que les élections ont sur l'évolution du rapport des travailleurs au politique. Cependant, nous pouvons noter qu'au Québec, comme au Canada, nous constatons l'absence d'une alternative progressiste parmi les partis politiques susceptibles de réellement prendre ou de modifier significativement la régulation économique.

Le chômage pousse-t-il les travailleurs à la docilité ? La question mérite d'être posée, car comme nous l'avons déjà mentionné il y a un lien direct entre l'implantation, la fermeture ou la délocalisation d'une entreprise et le taux de syndicalisation, le nombre de grèves et de conflits de travail en général. De plus, lors de fermetures d'usines, les médias reprennent souvent le discours du patronat qui blâme les syndicats pour une faillite ou une délocalisation de production donnée. Comme le rappellent les politiques antisyndicales de Wal Mart et de Mac Donald, le simple fait de se syndiquer peut mener à la perte de son emploi. Près de chez nous, lors de la fermeture du Wal Mart de Jonquière en 2005, la syndicalisation du magasin a été mise en cause pour les pertes d'emplois encourues. Pourtant, c'est la compagnie Wal Mart qui, ne voulant pas créer de précédent de syndicalisation de son personnel en Amérique du Nord, a décidé de mettre fin aux opérations du magasin, pourtant rentable.

Finalement, nous constatons que les travailleurs revêtent dorénavant plusieurs identités, celle du chômeur n'en étant qu'une parmi d'autres. Cette dernière est rarement celle que les gens évoquent, à cause de l'aliénation qui s'exprime par la honte d'être chômeur. De plus, les chômeurs qui voudraient exprimer leur colère ne voient souvent pas par quels moyens constructifs ils pourraient le faire. En fait, la destruction de l'espace revendicatif fait partie d'une stratégie bien orchestrée du Capital qui vise à établir de nouveaux rapports de pouvoir. Celui-ci a compris « la nécessité pour lui de passer d'une dynamique de régulation par la négociation à une guerre de mouvement, de rupture.¹³⁰ ». Ainsi, le capitalisme est entré dans une phase d'offensive généralisée qui aura entre autres comme conséquence :

[...] de freiner le mouvement revendicatif, de démanteler les capacités institutionnelles de résistance et de revendication de la force du travail et plus globalement du sujet, en sapant la solidarité, en plaçant le sujet dans l'impossibilité d'engager un rapport de force efficace pour maintenir sa position dans la lutte pour le partage du surplus.¹³¹

À ce titre, nous pouvons souligner ici que dans le cas des chômeurs, ceux-ci manquent souvent de solidarité les uns envers les autres et présentent des divergences non négligeables avec, les travailleurs, les assistés sociaux et les syndicalistes pour ne nommer que ceux-là. Ainsi, il n'est pas rare de voir des travailleurs mépriser les chômeurs et des chômeurs mépriser les assistés sociaux. Pourtant, entre travailleurs, chômeurs et assistés sociaux, il n'y a souvent qu'un pas, mais un grand bond qualitatif au niveau de la respectabilité de la part d'une bonne partie des institutions et de l'opinion publique en général. Cependant, au Québec, la différence entre chômeurs et assistés sociaux s'amenuise de plus en plus, car, comme le prévoit Georges Campeau, « Les coupures dans l'assurance-chômage font en sorte que les chômeurs ont recours moins longtemps à l'assurance-chômage et se retrouvent plus vite à l'aide-social.¹³² »

¹³⁰ J.-G. Lacroix, « Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la consciencivité », article cité, p. 105.

¹³¹ Ibid.

¹³² Entrevue avec Georges Campeau, propos recueillis par Nicole Côté, « Mais où va l'assurance-chômage », *Les 30 ans du MAC, Mouvement Action Chômage de Montréal*, Montréal, 23-02-2000, p. 22.

Ainsi, si l'État poursuit «son intégration défensive par des préjugés, des discriminations, des mythes protecteurs¹³³», les chômeurs et les assistés-sociaux se trouvent à en être de grandes victimes. De plus, comme le souligne Tourraine, « L'intégration même de ces préjugés est un élément limitant la capacité solidarisatrice d'un mouvement en devenant misant sur des sujets sociaux.¹³⁴ » Pourtant, du côté du patronat la solidarité et l'identité de classes semblent bien se porter. À titre d'exemple, au Canada, lorsqu'un travailleur est congédié ou quitte son emploi, il incombe à l'employeur de produire une preuve écrite de cessation d'emploi qui spécifie la raison de la rupture du lien employé – employeur et c'est cette raison qui va déterminer l'accessibilité du chômeur au programme d'assurance-emploi. Cependant, le chômeur peut contester la raison invoquée par l'employeur. Si le chômeur gagne la procédure d'appel, l'ex-employeur peut tenter une autre procédure d'appel pour faire renverser la décision. Il faut comprendre qu'une telle procédure de la part d'un patron ne lui rapporte à première vue aucun bénéfice monétaire, bien au contraire puisque souvent celui-ci débourse des sommes d'argent pour des avocats en plus de perdre une demi-journée de travail. En fait, le seul bénéfice immédiat qu'un patron peut tirer d'une telle procédure est la satisfaction d'avoir réussi à priver son ex-employé de prestations d'assurance-emploi. Pourtant, selon l'avocat représentant les intérêts des chômeurs au MAC Montréal, il est de plus en plus fréquent de voir des patrons contester des décisions administratives en faveur des chômeurs pour une raison bien simple : démontrer un rapport de force, et ainsi empêcher de créer un précédent au sein d'une entreprise en faisant la démonstration qu'il n'est pas à l'avantage des travailleurs de ne pas se plier devant l'autorité patronale.

Isolés les uns des autres et délaissés par les institutions politiques susceptibles de leur être favorables, les chômeurs assistent impuissants à l'offensive répressive à laquelle ils doivent faire face et aux reculs de leurs droits qui en découlent. Le manque de moyens et surtout de détermination chez les sans-emplois les empêche de devenir un groupe de pression efficace. Par ailleurs, l'image politique qu'ils ont dans les médias est celle d'une entité paresseuse vivant aux crochets de la collectivité, ce qui les rend très vulnérables. Il y a bien

¹³³ A. Tourraine, *Sociologie de l'Action*, ouvrage cité, p. 34.

¹³⁴ Ibid.

sûr quelques groupes de chômeurs dynamiques et le Québec, à ce titre, fait relativement bonne figure à l'échelle canadienne. Cependant, le manque d'éducation et de volonté politique combiné à un sous-financement chronique font en sorte que la défense des droits des chômeurs, se fait au détriment de la mobilisation et de l'éducation populaire. Pourtant, un tel processus est la clé pour doter le peuple d'outils lui permettant d'entrer dans une opération de démythification et de défétichisation de l'État et du Capital. Selon nous, cette situation est surtout attribuable à un manque de volonté puisqu'il serait théoriquement possible à tous ces groupes d'agir selon une dynamique concertée de conscientisation et de politisation des chômeurs. Cependant, un tel projet est pour le moment voué à un échec, qui est d'une part attribuable au noyautage de certains groupes communautaires par des individus sectaires et dogmatiques qui empêchent la cohésion du mouvement.

Un autre phénomène doit être pris en compte, les chômeurs sont difficilement mobilisables parce que les prestations de chômage sont de courte durée et conséquemment les chômeurs redeviennent rapidement des travailleurs ou des assistés-sociaux. S'ajoute à cette situation, le manque de désir des chômeurs de lutter pour leurs droits. Tout cela nous amène à penser qu'une issue possible est la création d'un front uni entre les chômeurs et les assistés-sociaux afin d'augmenter les effectifs militants et ainsi établir un rapport de force. Une telle alliance s'avère impérative pour les sans-emplois du Québec, s'ils veulent s'affranchir de la tutelle syndicale et devenir un mouvement social autonome capable d'établir un dialogue sur une base égalitaire avec les syndicats.

Au niveau international, le manque de solidarité entre les sans-emplois et les travailleurs est tout aussi perceptible. Le discours dominant véhicule une vision fataliste du chômage. Les médias ont appris à traiter ce sujet d'une manière extrêmement bien rodée et stérilisée de toute référence politique. Or, toutes ces offensives du capitalisme ont un autre objectif qui est :

[...] de transformer les conditions de production de la conscience et le contenu de la conscience sociale, donc le système de valeurs qui structure la conscience et oriente l'action des sujets, l'enjeu étant d'éviter à tout prix la prise de conscience des possibles ; et de réorganiser l'intervention étatique et le rapport au politique de façon

à mettre en place une nouvelle organisation de la violence légitime, des rapports politiques, qui redéfinisse le sujet, son rapport avec le cadre juridique, son statut sociojuridique, ses droits.¹³⁵

Ainsi, on ne s'étonnera pas que les chômeurs aient de plus en plus recours à des avocats spécialisés pour faire valoir leurs droits et que les différents paliers du gouvernement se soient dotés d'une armée d'enquêteurs qui harcèlent, intimident et humilient les sans-emplois avec une grande efficacité. Il est important de souligner à ce titre, qu'au Canada, la Loi oblige les chômeurs à faire de la recherche d'emploi leur première occupation sous peine d'une coupure de leurs prestations. Donc, peu importe la scolarité du prestataire, celui-ci doit être prêt à accepter, à peu de choses près, n'importe quel emploi. Le stress qu'implique une perte d'emploi, les complications administratives, les enquêteurs et les appels à la délation sont bel et bien une preuve de cette violence étatique. En effet, en plus de se sentir souvent dévalorisés et humiliés, les chômeurs ont peur d'affronter l'Assurance-emploi. Nous reviendrons sur la problématique reliée à l'Assurance-emploi un peu plus loin.

D'un point de vue global, il s'agit de voir dans tous ces changements une évolution substantielle dans le rapport avec la matière que Gramsci définit ainsi :

« La matière » c'est donc aussi la « société civile », que la classe dirigeante organisée en État doit remodeler de fond en comble pour la rendre adéquate au nouveau cours qu'elle donne aux choses. Si l'on considère cette même classe pendant la période historique où elle n'est encore qu'une classe subalterne et qu'elle devra transformer progressivement par son action politique jusqu'au point où ce rapport s'inversera en sa faveur.¹³⁶

Finalement, parmi les choix stratégiques et idéologiques de l'État et du Capital, Lacroix identifie trois autres objectifs qui visent la réorganisation de la société dans une optique de croissance de l'accumulation, ce sont :

¹³⁵ J.-G. Lacroix, « Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la consciencivité », article cité, p. 105.

¹³⁶ J. Tessier, *Gramsci et la philosophie du Marxisme*, Philosophie de tout les temps, Paris, Seghers, 1966, p. 49.

[...] réorganiser l'appareil de production selon un nouveau paradigme technico-économique et un nouveau procès de productivité; d'élargir la marchandisation pour étendre et approfondir la mise en valeur, l'investissement dont, la base objective de l'opération de réalisation, et, potentiellement le régime d'accumulation; de réorganiser le système reproductif afin de rendre la production du sujet adéquate, c'est-à-dire conforme aux nouvelles conditions de production, de réalisation, d'accumulation [...].¹³⁷

4.3 L'ÉDUCATION ET LE CHÔMAGE

Comme nous le verrons, il y a bien une corrélation entre la scolarité, (donc le nombre d'années passées à l'école) et la probabilité d'être au chômage, puisque plus une personne est diplômée, plus elle a de chance d'avoir un emploi. S'il est vrai que plus une personne est éduquée et plus elle a de chance de trouver du travail, le taux chômage est tout de même élevé chez les personnes ayant fait des études supérieures. En fait, la différence se situe au niveau de la fréquence et de la durée du chômage.

Le tableau qui suit donne une idée de la tendance générale, en nous renseignant sur le « taux d'occupation » des personnes selon leur scolarité. Il nous faut faire une mise en garde à propos des données de ce tableau. En effet, elles ne permettent pas de déduire que toutes les personnes dites « non occupées », c'est-à-dire le pourcentage des personnes « non occupées » selon le niveau de scolarité, sont des chômeurs.

Cependant, parmi les chômeurs chroniques, le rapport entre le chômage et le niveau de scolarité est beaucoup plus étroit. Comme le démontre l'enquête de Statistique Canada, les personnes sans diplôme d'études secondaires étaient surreprésentées parmi les chômeurs chroniques.

¹³⁷ J.-G. Lacroix, « Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la consciencivité », article cité, p. 105.

Tableau 4.1Taux d'occupation selon le niveau de scolarité au Canada en 2005¹³⁸

Niveau de scolarité	Occupé	Non occupé
Moins de 9 années d'étude	21,5 %	78,5 %
Études secondaires partielles	44,5 %	55,5 %
Diplôme d'études secondaires	65,7 %	34,3 %
Études postsecondaires partielles	63,1 %	36,9 %
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires ¹³⁹	72,7 %	27,3 %
Baccalauréat	76,7 %	23,3 %
Diplôme ou certificat universitaire supérieur au baccalauréat	77,3 %	22,7 %

Les personnes qui n'avaient pas de diplôme d'études secondaires étaient surreprésentées parmi les chômeurs chroniques et les personnes qui n'avaient jamais trouvé d'emploi. À l'inverse, elles étaient sous-représentées parmi les gens qui avaient rarement chômé. Elles représentaient 20 % de la population active durant la période à l'étude. Elles constituaient toutefois 38 % des chômeurs chroniques et 51 % de ceux qui n'avaient jamais trouvé d'emploi. Il s'agit de proportions supérieures à celles de tout autre groupe. [...]

Il était à prévoir que les personnes n'ayant pas terminé leurs études secondaires soient plus souvent en chômage que les personnes plus scolarisées. En fait, celles qui n'avaient pas obtenu de diplôme d'études secondaires étaient également huit fois plus susceptibles que les titulaires d'une attestation d'études universitaires d'être chroniquement en chômage plutôt que rarement.¹⁴⁰

Comme le démontre ce constat, l'éducation reste le meilleur moyen pour un individu de s'éloigner du chômage. Cependant, l'Université n'est plus une garantie de sécurité quant

¹³⁸ Statistique Canada, CANSIM, Dernières modifications apportées : 2006-01-05.

Adresse Internet complète : http://www40.statcan.ca/102/cst01/labor62_f.htm, tableau constitué à partir des données de Statistique Canada.

¹³⁹ Comprend les diplômes ou les certificats d'écoles de métiers.

¹⁴⁰ Statistique Canada, *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, adresse Internet complète : <http://www.statcan.ca/francais/research/11-621-MIF/11-621-MIF2005031.htm>.

au marché de l'emploi. Bien que notre échantillon ait été relativement petit, notre recherche-sondage effectuée auprès des usagers de l'organisme communautaire Mouvement Action Chômage de Montréal fut très éloquente à ce sujet.

Tableau 4.2

Niveau de scolarité chez les usagers du MAC Montréal

Scolarité	Fréquences	Réponses en %
Aucune scolarité	2	2,8
Primaire complété	7	9,7
Secondaire complété	21	29,2
Cégep complété	14	19,4
Premier niveau universitaire complété	12	16,7
Études supérieures universitaires complétées	16	22,2

Dans ce tableau, nous remarquons que les personnes les plus représentées (38,9%) sont celles qui détiennent un diplôme d'études universitaires (16,7 et 22,2 %). Cette catégorie est suivie par les détenteurs d'un diplôme d'études secondaires qui constituent 29,2 % de notre échantillon. Fait à noter, la proportion de personnes possédant un diplôme d'études universitaires supérieures est de 22,2 %. Les détenteurs de diplômes d'études collégiales arrivent pas très loin derrière avec une proportion de 19,4 %. Les personnes ayant terminé des études universitaires de premier niveau représentent 16,7 % de notre échantillon. Finalement, les détenteurs d'études primaires sont au nombre de 9,7 %, alors que les personnes affirmant n'avoir aucune scolarité ne sont que 2,8 %.

Les jeunes sont les grands perdants de la réorganisation du système productif. En effet, les jeunes subissent une oppression intellectuelle causée par une réorganisation du monde de l'éducation qui tend à se conformer aux exigences du marché de l'emploi. L'éducation, sous la pression des organisations patronales, tend à délaisser son mandat d'inculquer les connaissances générales au profit d'une professionnalisation des

connaissances¹⁴¹. En apparence, le but visé par la professionnalisation est de favoriser l'insertion dans la société. Cependant, comme le déplore Jean Boissonat, l'économie évolue trop vite pour qu'on soit capable d'ajuster la professionnalisation de l'éducation aux besoins du marché¹⁴². De plus, pour qu'on puisse l'ajuster, il faudrait favoriser :

[...] l'acquisition des langages de base (écriture, calcul, langue informatique) et des comportements sociaux (insertion dans le groupe, exercices des responsabilités, discipline dans le travail) est évidemment décisive dans des économies de moins en moins industrielles et tournées vers le service.¹⁴³

Cette logique tend également à s'appliquer aux travailleurs moins jeunes, car la tendance qui s'impose vise l'établissement d'une formation continue ou une requalification continue. Ces formations visent évidemment une insertion sur le marché de l'emploi. Comme nous pouvons le constater au Québec, dans le cas des programmes d'Emploi Québec, où certains cours sont payés à une catégorie de sans-emplois admissibles. Les cours offerts doivent répondre à des critères bien précis dont le premier est la réinsertion rapide sur le marché de l'emploi. Somme toute, le monde de l'éducation entre dans une dynamique de fusion avec le monde du travail et nous remarquons que les entreprises profitent du même coup d'une main d'œuvre formée gratuitement ou gratuite dans le cadre de certains stages. Il est à noter que tous ces changements sont en parfaite harmonie avec les recommandations de l'OCDE qui prône l'arrimage du système d'éducation au marché du travail¹⁴⁴.

Aborder et réduire la question de l'éducation à des motivations mercantiles met en péril l'idée d'une réelle société du savoir. La généralisation de l'éducation par la démocratisation de l'accès aux études supérieures, peut être perçue, d'un point de vue historique, comme un certain progrès social. Cependant, dans le cas qui nous occupe, le

¹⁴¹ Voir à cet effet Jean Boissonat, *La fin du chômage ?*, Paris, Calman-Lévy, 2001, particulièrement le chapitre 9.

¹⁴² Ibid. p.163.

¹⁴³ Ibid. p.163.

¹⁴⁴ « Cibler et diversifier les programmes de formation destinés aux chômeurs en se fondant sur une évaluation approfondie des besoins du marché du travail. » ¹⁴⁴ *Le chômage dans la zone OCDE, 1950-1995*, cité par Georges Campeau, *Les enjeux actuels de l'assurance-emploi*, ouvrage cité, p. 27.

rapprochement insidieux entre le monde de l'éducation et celui de l'emploi affecte l'esprit critique des étudiants. Cette oppression est néfaste car elle enlève au sujet humain son libre arbitre afin qu'il ne puisse pas faire le choix d'un domaine d'étude en fonction de ses intérêts propres, mais plutôt en fonction des tendances imposées par le marché et véhiculées par l'État. Une des manifestations de cette oppression passe autant par les orienteurs scolaires que par des campagnes « d'informations » qui dans le cas du Québec prennent la forme, entre autres, d'un guide annuel des formations et professions les plus en demande.

CHAPITRE V

L'ALIÉNATION COMME OUTIL D'OPPRESSION

5.1 LE TRAVAIL COMME OUTIL STRUCTURANT DU SUJET HUMAIN

Afin de comprendre le rapport entre l'aliénation et le chômage, nous devons nous pencher sur l'incidence du travail dans la régulation néolibérale. De plus, nous devons analyser la question de l'aliénation dans une optique où le chômeur et le travailleur font partie d'une même et unique classe. Finalement, comme nous allons le constater, l'aliénation des dominés à travers le travail en ce début de XXI^{ÈME} siècle a plusieurs points communs avec l'aliénation du IX^{ÈME} siècle. Elle reste donc tout aussi d'actualité et pertinente à analyser qu'elle ne l'était à ce moment de l'histoire.

Les gens se définissent en partie par leur travail, qui structure l'individu en lui imposant un rythme de vie, un niveau de vie, une morale, et différents codes propres à chaque corps de métier. Un emploi procure un but dans la vie, un réseau social, un revenu permettant de vivre dans une relative décence. En revanche, l'absence de travail mène souvent à la désocialisation et à la misère. Autant que puisse être paradoxale une telle affirmation, si le travail vole la vie, il demeure qu'il permet de rester en vie. En fait, le travail de par son aspect aliénant devient l'ennemi intérieur du travailleur tout en étant objectivement extérieur à ce dernier. Ainsi, la peur du chômage combinée à d'autres facteurs aliénants, incite le travailleur à se dévouer corps et âme dans le travail et conséquemment risque de provoquer sa perte puisque :

[...] plus l'ouvrier se dépense au travail, plus le monde étranger, objectif, qu'il crée en face de lui devient puissant, plus il s'appauvrit lui-même et plus son monde intérieur devient pauvre, moins il possède en propre. C'est la même chose avec la religion. Plus l'homme projette de choses en Dieu, moins il en garde en lui-même.

L'ouvrier place sa vie dans l'objet. Mais alors celle-ci ne lui appartient plus, elle appartient à l'objet.¹⁴⁵

Par ailleurs, il faut reconnaître que ne pas avoir de travail prive le sujet de beaucoup plus que de ses moyens de subsistance, ce qui est selon nous, une des principales particularités de l'ère néolibérale. Au delà du salaire, « l'incarcération » sur un lieu de travail permet une vie sociale de plus en plus difficile à atteindre en dehors de lui. Cependant, la recherche légitime, sur un lieu de travail, d'un épanouissement émotionnel indispensable à la vie humaine est presque toujours vaine puisque le travail n'a pas été conçu dans cette optique. Ainsi, si l'aliénation par le travail programme le travailleur à certains types de comportements, ce dernier en ressort étranger au fondement du genre humain, posséder la faculté de penser par lui-même ce qui le distingue des animaux.

On en vient donc à ce résultat que l'homme (l'ouvrier) se sent agir librement seulement dans ses fonctions animales : manger, boire et procréer, ou encore tout au plus dans le choix de sa maison, de son habillement, etc. ; en revanche, il se sent animal dans ses fonctions proprement humaines. Ce qui est humain devient animal.¹⁴⁶

Le paroxysme de cette situation est que l'animal, lorsqu'il travaille, le fait pour assurer sa survie, celle de sa famille, voire sa meute, alors que l'homme a une conscience qui lui permet de distinguer la partie de sa vie destinée à sa survie physique. La partie de sa vie où il ne s'adonne pas à sa survie, l'homme peut travailler pour créer par le biais de l'art, étudier et mieux comprendre son univers par le biais de l'astrophysique, penser entre autres à réorganiser la société par le biais de la sociologie, autant d'activités qui font partie intégrante de la nature, une nature avec laquelle l'homme ne fait finalement qu'un. Cependant, employé dans une entreprise privée, en plus de travailler pour lui et la communauté, par le biais des impôts, l'homme travaille pour le capitaliste. Ainsi, il offre gratuitement une partie de sa vie à un autre qui en échange, le dénature en lui confisquant sa nature humaine et en le rendant étranger à ses besoins primaires ainsi que ceux de sa communauté, autant au niveau local

¹⁴⁵ Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, ouvrage cité, p. 109 et 110.

¹⁴⁶ Ibid. p. 112 et 113.

qu'international, alors qu'il devrait pouvoir jouir de sa « nature spirituelle non organique »¹⁴⁷.

Nous constatons donc que les activités de l'homme qui en font un être vivant, sont puisées, dépendent et tournent autour d'une activité déshumanisante, le travail. La particularité de ce dernier est que la régulation néolibérale l'a investi de nouvelles vertus. L'intégration sociale dans sa version néolibérale en est un parfait exemple.

5.2 L'INTÉGRATION PAR LE TRAVAIL

Dans une société telle que la nôtre, fortement industrialisée et ayant succombée au mode de régulation néolibérale, la solitude ainsi que la désolidarisation sociale ont atteint des sommets. Ainsi, une des caractéristiques de l'anomie se traduit concrètement par la réduction voir la disparition de la vie de quartier. Cette atomisation de la vie en groupe pousse certains individus à avoir hâte d'aller travailler afin de satisfaire leurs besoins d'interagir avec d'autres individus. Pour certains, le travail est une façon de se sortir de leur solitude alors que pour d'autres, il équivaut à s'évader quelques instants de leur vie familiale. Certaines personnes n'ont tout simplement pas de vie en dehors du travail. Dans un contexte où le Capital a envahi toutes les sphères de la vie, le travail devient donc une bouée de sauvetage psychologique. Si la perception de soi-même se fait en tant que travailleur¹⁴⁸ (aliéné, mais généralement inconscient de l'être), l'homme perçoit les autres, en premier lieu, en tant que travailleurs. Ainsi, il n'est pas étonnant que lorsque l'homme, ayant perdu la conscience de son humanité, est amené à interagir avec son espèce perçoit avant tout, l'autre en tant

¹⁴⁷ « La vie générique, aussi bien chez l'homme que chez l'animal, consiste d'abord, au point de vue physique, dans le fait que l'homme (comme l'animal) vit de la nature non organique ; et plus l'homme est universel comparé à l'animal, plus est universel le champ de la nature non organique dont il vit. Les plantes, les animaux, les pierres, l'air, la lumière, etc., constituent du point de vue théorique une partie de la conscience humaine, soit en tant qu'objets de la conscience de la nature, soit en tant qu'objets de l'art : ils constituent sa nature spirituelle non organique et sont les moyens spirituels de subsistance que l'homme doit d'abord préparer pour en jouir et les assimiler. » Ibid. p. 114.

¹⁴⁸ Ibid., p. 117.

qu'étranger puisqu'il est lui-même étranger à soi-même, s'adonnant ainsi à un processus d'auto-aliénation¹⁴⁹.

L'aliénation par le conditionnement est très puissante et personne n'y échappe. Conséquemment, il n'est pas étonnant que de nombreuses personnes sombrent dans de sérieuses dépressions suite à la perte d'un emploi, des dépressions qui, comme nous venons de le voir, ne sont pas dues uniquement à des baisses de la qualité de vie d'un point de vue économique. Comme nous l'avons déjà mentionné, le travail a été modelé dans la seule optique de faire du profit sans aucune considération pour le travailleur et son environnement puisqu'il répond à une sérieuse lacune en offrant un espace relatif où il est possible de faire des rencontres et de se retrouver auprès des gens vivant une réalité commune. Ce rôle était autrefois assuré par le contact entre voisins, les visites impromptues entre amis, une visite chez le barbier, à la taverne du coin, au syndicat ou encore à l'église. Aujourd'hui, à l'ère néolibérale, seul le lieu de travail et marginalement quelques organismes communautaires, certains quartiers et paroisses, dans le cas des aînés, assurent de tels rôles.

Nous avons déjà vu que le travailleur se représente et se projette à travers le travail. Ainsi, le travail se présente comme la seule voie d'accomplissement possible pour le travailleur en plus de lui permettre de subsister. À cette illusion d'accomplissement par le travail, dissimulation de la perte de conscience d'exister, nous pouvons maintenant ajouter un autre niveau, celui de lieu de socialisation rendant l'asservissement du travailleur au travail aliéné encore plus puissant et total. La nouvelle mode managériale insiste beaucoup sur le développement du sentiment d'appartenance des travailleurs envers l'entreprise et de l'esprit d'équipe, voire de la représentation de l'entreprise comme étant une grande famille unie. Conséquemment, le chômage a un niveau de menace supplémentaire à l'ère néolibérale comparativement à l'ère industrielle que les écoles de gestion ne cessent de perfectionner.

Cette réflexion, bien qu'embryonnaire, pourrait être poussée encore plus loin puisqu'elle nous amène à nous questionner sur certains paradoxes qui s'en dégagent. Nous avons déjà évoqué le fait que le travail est inclusif, mais comme l'a soulevé Michel Bon,

¹⁴⁹ Ibid., 118.

président de France-Télécom : « Autrefois le travail intégrait ; aujourd'hui il faut être intégré pour avoir du travail.¹⁵⁰ ». Et d'Etais d'ajouter : « C'était à propos des immigrés, mais dans notre société les chômeurs ne sont-ils pas quelquefois des étrangers ?¹⁵¹ » Cette phrase est très évocatrice de la double difficulté dans laquelle sont plongés les chômeurs, car en plus d'être exclus à cause de leur état de non-travailleurs, leur inclusion par le travail est entravée par leur statut. Cet état de fait prend tout son sens durant les entrevues en vue de l'obtention d'un emploi puisque tous les spécialistes des ressources humaines s'entendent pour dire que le fait qu'un postulant n'ait pas d'emploi joue en sa défaveur.

En somme, nous pouvons conclure que le travail, aliéné en l'occurrence, est un outil d'intégration à un mode de vie conçu dans une optique de perpétuer le système économique capitaliste. Si cette intégration permet de ne pas être marginalisé, elle déshumanise le travailleur en lui offrant un mode de vie qui le réduit à vivre dans une communauté qui limite, voire empêche, l'épanouissement de son potentiel.

5.3 L'ALIÉNATION, OUTIL DU POUVOIR

Nous revenons ici sur le fait qu'à priori, peu importe l'époque et la nature du régime dans lequel l'être humain a vécu, celui-ci a toujours été, d'hier à aujourd'hui, plus ou moins aliéné. Nous avons déjà vu que d'un point de vue historique il est périlleux de comparer les époques. Il est aussi difficile de prouver hors de tout doute que nous vivons à une époque où l'être humain est moins ou plus aliéné qu'au Moyen-Âge. En fait, pour faire une telle comparaison, il faudrait utiliser la notion d'aliénation relative à l'instar de la notion de pauvreté relative. Il nous suffit de mettre en perspective les niveaux scientifique, technologique et culturel avec le niveau de domination des classes dirigeantes. Ainsi, pour en arriver à un résultat, il faudrait partir du fait que le pouvoir a toujours reposé sur l'obscurantisme ou, dit autrement, que l'emprise du pouvoir a toujours été inversement proportionnelle au libre arbitre des sujets humains. Nous n'avons pas l'ambition, dans le

¹⁵⁰ Cité par François d'Etais, *Le couple face au chômage*, ouvrage cité, p. 97.

¹⁵¹ Ibid.

cadre de ce modeste mémoire, de mener à bien une telle démarche quoi qu'une telle approche serait fort pertinente et impérative dans une optique où le passé nous permet de comprendre le présent et d'anticiper le futur.

Le conditionnement des travailleurs et des sans-emplois s'est raffiné de façon constante au cours de l'évolution du capitalisme. Les normes sociales imposées par l'État et le Capital sont de plus en plus ancrées dans le conscient et l'inconscient des individus, entre autres grâce aux nouveaux moyens de manipulation des masses d'une puissance inouïe. Ceux-ci sont rendus possibles par l'évolution technologique et une expertise grandissante basée sur une attentive étude de l'histoire, de la psychologie et de la sociologie. Le manque d'argent et le retard en matière de connaissances technologiques sont, pour leur part, de sérieuses lacunes au sein de l'opposition humaniste et progressiste. Cette opposition pourrait cependant offrir un contrepoids en développant un savoir académique et une contre-culture de masse.

Afin de faire une réflexion sur l'état de l'aliénation chez les chômeurs nous avons voulu vérifier jusqu'à quel point ceux-ci ont intégré la propagande néolibérale en les sondant sur un certain nombre de sujets que nous jugeons révélateurs à ce propos. Ainsi, nous avons voulu vérifier comment se situaient politiquement les usagers du « MAC Montréal » en tant que chômeurs ou chômeurs en voie de le devenir, par rapport à la question du chômage. Dans un premier temps, nous avons choisi de vérifier auprès des personnes interrogées, quelles étaient, selon elles, les causes du chômage. Dans un second temps, nous avons voulu savoir quelles mesures ces personnes seraient prêtes à appuyer afin de lutter contre le chômage.

Tableau 5.1
Les causes du chômage selon les usagers du MAC

Causes du chômage	Fréquence	%
Stratégie patronale	33	32,0
Mondialisation	26	25,2
Technologie	15	14,6
Compétition entre les travailleurs	14	13,6
Manque d'intervention étatique	10	9,7
Trop d'intervention étatique	5	4,9

Lecture : Répartition des 103 réponses valides données par 57 personnes à la question : « À quoi attribuez-vous le chômage ? ». Les personnes interrogées avaient la possibilité de mentionner une ou plusieurs réponses.¹⁵²

Comme nous le constatons dans le tableau 5.1, la cause du chômage qui revient le plus souvent concerne la stratégie patronale puisque cet énoncé représente 32 % de toutes les réponses. Nous ne nous lancerons pas dans des spéculations quant au sens de cette réponse, car « stratégie patronale » peut aussi bien vouloir dire « rationalisation » d'une entreprise afin de « préserver » sa compétitivité, qu'action concertée du patronat visant des objectifs communs. Le résultat concernant la mondialisation (25,2 %) peut également être vu comme une vision critique d'une globalisation insouciant de l'être humain, mais il peut également être interprété comme un désir de protectionnisme étatique. À ce sujet, le manque d'intervention étatique représente 9,7 % des réponses alors que 4,9 % des réponses vont dans le sens contraire en soutenant que « l'excès d'intervention étatique » est une cause du chômage. Ces réponses impliquent que les partisans du « laisser faire du marché » sont peu nombreux considérant le discours ambiant préconisant que l'unique initiative privée dépourvue des contraintes de l'État pourrait permettre au Québec de créer plus d'emplois. La compétition entre les travailleurs, 13,6 % des réponses, est également difficilement

¹⁵² Dans le cas des personnes ayant donné une réponse multiple, nous avons retenu les quatre premières réponses en leur attribuant toutes la même valeur.

interprétable puisqu'elle peut aussi bien refléter la réalité dans le cas d'un licenciement ou d'un engagement. Cependant, nous pouvons supposer que certains répondants voyaient dans cette réponse une façon de signifier une problématique, voire blâmer les travailleurs des pays étrangers ainsi que les immigrants canadiens comme étant une concurrence parfois indésirable. Finalement, nous ne sommes pas surpris de constater que la technologie représente 14,6 % des réponses, bien que nous nous pensions que cette réponse serait légèrement plus fréquente.

Après nous être interrogé sur l'impact de l'aliénation sur la perception des causes du chômage, nous avons voulu approfondir notre démarche en interrogeant les informateurs sur le type de mesures que ceux-ci privilégient dans une perspective de lutte contre le chômage.

Tableau 5.2

Mesures appuyées par les usagers du MAC
afin de lutter contre le chômage

Mesures contre le chômage	Fréquences	%
Pénalisation des entreprises procédant à des licenciements massifs	32	25,4
Obliger l'État à créer de l'emploi	28	22,2
Partage du temps de travail	25	19,8
Nationalisation des grandes entreprises privées	13	10,3
Surtaxation des importations	11	8,7
Abolition du salaire minimum	10	7,9
Diminution des impôts des entreprises	3	2,4
Abolition du code du travail	2	1,6
Interdire la syndicalisation	2	1,6

Répartition des 126 réponses valides données par 67 personnes à la question : « Afin de lutter contre le chômage quelles mesures appuieriez-vous? ». Les personnes interrogées avaient la possibilité de mentionner une ou plusieurs réponses.¹⁵³

¹⁵³ Dans le cas des personnes ayant donné une réponse multiple, nous avons retenu les quatre premières réponses en leur attribuant toutes la même valeur.

Sans tomber dans des interprétations faciles et manichéennes, nous pouvons diviser les réponses en deux grandes catégories propres aux idées de la gauche et de la droite. Évidemment, nous reconnaissons les limites d'une telle interprétation. Malgré tout, si nous rassemblons la pénalisation des entreprises procédant à des licenciements massifs, l'obligation de l'État à créer de l'emploi, le partage du temps de travail, la nationalisation des grandes entreprises privées et la surtaxation des importations, nous obtenons 86,4 % de toutes les réponses. De l'autre côté, 13,5% de réponses sont favorables à l'abolition du salaire minimum, la diminution des impôts des entreprises, l'abolition du code du travail et l'interdiction de la syndicalisation. Si nous regardons de plus près, l'abolition du salaire minimum représente 7,9 % des réponses. Bien qu'une telle mesure agirait incontestablement de façon positive sur la baisse du chômage, elle démontre néanmoins le degré de désespoir et d'aliénation de la part de la population et l'influence d'un certain discours alarmiste de la part des petits commerçants et des « PME ».

Par ailleurs, ce qui ressort le plus de ce tableau, c'est l'engouement des informateurs pour l'initiative consistant à pénaliser les entreprises qui procèdent à des licenciements massifs (25,4 % de toutes les réponses). C'est d'ailleurs une mesure radicale que peu de partis politiques osent mettre à leur agenda à travers le monde. En soi, une telle mesure n'a rien d'étonnant dans un contexte où les multinationales se voient accorder d'innombrables subventions et ce, sans avoir à être redevables, ou si peu, envers les travailleurs lors de licenciements massifs motivés par des restructurations ou des déménagements vers des régions plus favorables à leur rentabilité et/ou profitabilité.

Après avoir questionné le positionnement politique des usagers du «MAC Montréal », nous avons voulu vérifier jusqu'à quel point la peur de la misère combinée à une certaine aliénation pouvait se refléter dans la docilité des personnes se trouvant dans une position où elles risquent de perdre leur emploi. Ainsi, nous avons formulé un certain nombre d'énoncés pour interroger les usagers du « MAC Montréal » sur les concessions que ceux-ci seraient prêts à faire pour ne pas perdre leur emploi, comme l'indique le tableau 5.3.

Tableau 5.3

Concessions que les usagers du MAC Montréal
seraient prêts à faire pour ne pas perdre leur emploi

Concessions	Fréquences	%
Une baisse salariale	13	16,3
Une diminution des conditions de travail	13	16,3
Faire des heures supplémentaires non-payées	4	5
Donner du temps de travail non-payé ¹⁵⁴	3	3,8
Renoncer à l'équité salariale	3	3,8
Servir d'informateur auprès de votre patron	1	1,3
Vous opposer à la syndicalisation ou appuyer une désyndicalisation	1	1,3
Aucune de ces réponses	42 ¹⁵⁵	52,5

Répartition des 80 réponses valides données par 68 personnes à la question : « En général pour éviter de perdre votre emploi seriez-vous prêts à accepter ? ». Les personnes interrogées avaient la possibilité de mentionner une ou plusieurs réponses.¹⁵⁶

¹⁵⁴ À la différence de l'énoncé : « faire des heures supplémentaires non-payés » l'énoncé : « donner du travail non-payé » fait référence à des situations tels que les stages ou les formations obligatoires non rémunérés.

¹⁵⁵ Les 42 réponses représentent 52,5 % des réponses dans un contexte où il y a une possibilité de donner des réponses multiples. En fait les 42 réponses en terme de répondants et non de réponses représenterait plutôt 61,8 % des répondants.

¹⁵⁶ Ici aussi dans le cas des personnes ayant donné une réponse multiple nous avons retenu les quatre premières réponse leur attribuant toutes la même valeur. Ainsi, si une personne a mentionné hiérarchiquement, dans ces choix de réponse 5 catégories nous n'avons retenu les 4 premières.

Utiliser le tableau 5.3 afin de faire une réflexion sur l'aliénation peut à certains égards paraître hasardeux. Ainsi, nous considérons qu'il y a un risque dans notre démarche, en référence au dit tableau, de confondre l'aliénation avec le désespoir de personnes se trouvant dans une situation financièrement précaire. Il serait injuste de notre part de considérer comme un exemple d'aliénation le fait qu'une mère ou un père de famille accepte une diminution salariale afin de subvenir aux besoins de ses enfants bien qu'une telle démarche soit néfaste pour sa classe sociale. Il nous paraît évident, que les réponses données par les informateurs ont été influencé par leurs conditions matérielles. Cependant, nous considérons que la mise en garde que nous faisons ne s'applique pas au même degré à tous les énoncés.

Ainsi, nous observons que la baisse salariale (16,3 % des réponses) et la diminution des conditions de travail (16,3 % des réponses) arrivent en tête parmi les concessions que les gens seraient prêts à accepter afin de ne pas perdre un emploi. Faire des heures supplémentaires non-payées (5 % des réponses) et donner du temps de travail non-payé (3,8 % des réponses) sont pour leur part des mesures de plus en plus courantes sur le marché du travail. Finalement, 3,8 % des personnes se disent prêtes à renoncer à l'équité salariale. Malheureusement, une faille dans notre questionnaire fait que en protégeant l'anonymat de nos informateurs, notre sondage ne nous permettait pas de savoir si ces personnes étaient des hommes ou des femmes. Finalement, une (1) personne (1,3 % des réponses) a affirmé être prête à servir d'informateur auprès de son patron et une (1) personne (1,3 % des réponses) a mentionné être prête à s'opposer à une syndicalisation ou à appuyer une désyndicalisation afin d'éviter de perdre son emploi.

Comme nous l'avons affirmé précédemment, si dans certains cas les réponses peuvent trouver une certaine explication dans le vécu des informateurs, il n'en reste pas moins qu'elles témoignent d'un positionnement idéologique antagoniste aux intérêts généraux des travailleurs. En effet, dans une perspective de lutte des classes, seul le refus systématique de concessions dans les acquis peut permettre de mettre un frein aux reculs de la classe des travailleurs. Ainsi, le fait de voir dans l'acceptation de concessions au travail la

seule solution au détriment de la résistance témoigne en fin de compte d'un certain niveau d'aliénation.

Au-delà des données analysées, il faut tout de même admettre qu'elles ne reflètent pas la réalité politique du Québec et du Canada. Ainsi, il faut mettre en perspective, à toutes les données mentionnées précédemment, le fait qu'autant au Québec qu'au Canada, la population a élu des gouvernements néolibéraux. De plus, les québécois et les canadiens en général ne se sont jamais mobilisés de façon massive contre une des principales causes ou toutes les causes confondues du chômage depuis l'avènement de l'ère néolibérale, contre une des causes du chômage, ou en faveur d'une solution définitive de ce dernier¹⁵⁷. Comment expliquer cette passivité devant l'exploitation et la misère ?

Tourraine souligne que le cinéma fait oublier les limites individuelles. Il utilise le planétarium, comme image de cet état d'esprit où les misères sont pathologiquement transformées en richesses¹⁵⁸. Rappelons que nous ne considérons pas que l'aliénation soit uniquement le fait d'individus n'ayant pas pris conscience de leur état d'oppressés, puisque ce décalage entre ce qui est objectivement réel et ce qui est fantasmagorique est relativement généralisé. Mais, comme le souligne une fois de plus Tourraine : « Si le sujet participe et revendique, l'imaginaire le pousse à une variété de mécanismes psychologiques.¹⁵⁹ » Ainsi, nous en arrivons à reproduire et créer nous-mêmes notre propre aliénation. « Mais est-il besoin de rappeler que l'aliénation n'est pas seulement une contrainte extérieure, mais une situation vécue, à laquelle la personnalité s'adapte en s'acceptant comme aliénée, en même temps qu'elle proteste contre l'aliénation.¹⁶⁰

¹⁵⁷ À certains égards, la mobilisation lors du « Sommet de Québec » peut sur certains plans être qualifiée de mobilisation contre certaines causes du chômage.

¹⁵⁸ A. Tourraine, *Sociologie de l'action*, ouvrage cité, p. 411.

¹⁵⁹ Ibid.

¹⁶⁰ Ibid, p. 414.

En ce qui concerne la régulation néolibérale à travers l'utilisation du chômage comme un outil d'oppression, l'aliénation semble avoir eu comme principale conséquence la perte du sentiment de participer comme sujet historique¹⁶¹. La conséquence de cette régression est que « le sujet personnel se définit par sa conformité culturelle et sociale et non par sa conscience et l'expression concrète du sujet historique ». ¹⁶²

¹⁶¹ Ibid., p. 411.

¹⁶² Ibid.

CHAPITRE VI

ÉTAT ET CHÔMAGE

« La situation de l'État dans le monde moderne exige la domination sur les circonstances de la vie économique et sociale, la manipulation généralisée¹⁶³ ».

Henri Lefebvre

6.1 LE CHÔMAGE, UN OUTIL ÉTATIQUE

Il est difficile d'aborder la question du chômage sans faire de lien avec l'État. Pourtant, le discours officiel, influencé par l'idéologie néolibérale, tend souvent à traiter le chômage comme une entité distincte et autonome. Ainsi, nous allons tenter de mieux comprendre le rôle de l'État dans la mystification idéologique du phénomène. Par idéologie, nous entendons : « une forme de discours social constitué d'un système d'idées, de représentations, qui cherchent à expliquer, interpréter, justifier et légitimer la situation et les actions sociales de l'acteur collectif qui le formule ¹⁶⁴ ». Par ailleurs, comme nous le verrons plus loin, les stratégies politico-économiques dont le chômage est une des nombreuses expressions, sont orchestrées de pair par l'État et le Capital qui loin d'être distincts et séparés l'un de l'autre, forment un tout voué à la domination, dont les rouages, nous révèlent la constante paupérisation et aliénation intellectuelle des travailleurs et des sans-emplois.

Selon Lefebvre, l'État détermine le normal et l'anormal substituant la Loi à la vie communautaire. Parmi ses outils, il dispose de l'information qui mystifie les masses et « qui se fait passer pour connaissance ¹⁶⁵ ». La connaissance mystifie à son tour, le structuralisme

¹⁶³ Henri Lefebvre, *De l'État, T. 1, L'État dans le monde moderne*, ouvrage cité, p. 70.

¹⁶⁴ J-G Lacroix, « Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la consciencivité », article cité, p. 136.

¹⁶⁵ Henri Lefebvre, *De l'État, T. 1, L'État dans le monde moderne*, ouvrage cité, p. 167.

en est un exemple évocateur en constituant une fusion de l'idéologie et du savoir¹⁶⁶. Selon Lefebvre, l'objectif ultime est toujours l'organisation de la passivité devant les abus.

6.2 L'ÉTAT ET LE CHÔMEUR

Les chômeurs sont le produit de l'évolution historique de l'État, dont ils sont souvent les premières victimes et les acteurs. L'étude du mouvement socio-historique est d'autant plus pertinente, qu'elle permet de comprendre et d'appréhender le devenir. Or, cet avenir sera ou ne sera pas celui de la prise de conscience collective sur la nécessité de la prise de pouvoir par les travailleurs et les sans-emplois, puisque : « Partout où il y a pouvoir, il y a lutte pour le pouvoir (lutte à mort), au cours des périodes révolutionnaires comme dans les périodes relativement paisibles.¹⁶⁷ » Présentement, le pouvoir politique est exercé par les gens qui détiennent le Capital et, dans l'arsenal des contraintes que détiennent ceux-ci, le chômage est un outil auquel ils ont recours de plus en plus fréquemment. Le chômage en tant qu'outil d'oppression s'ajuste et se métamorphose avec le cours de l'histoire et le développement de l'État et du capitalisme. Cependant, une nuance s'impose, puisque si, comme nous l'affirmons, les capitalistes influent sur le politique, l'État n'en est pas pour autant leur simple instrument. Lefebvre explique à ce sujet que l'État :

[...] organise le fonctionnement global de la société (où domine le capital). Il empêche les intérêts particuliers et locaux d'engendrer le désordre (du point de vue du capitalisme et de l'hégémonie bourgeoise). Il répond aux rébellions et menaces ouvrières et paysannes. Il dégage les perspectives de la croissance (dans le cadre du mode de production capitaliste). À plusieurs reprises, notamment sous le premier Roosevelt et sous le second (avec le New-Deal) l'État a sauvé le capitalisme. Mais ce n'est pas en obéissant aux intérêts privés ou particuliers des monopoles. Au contraire, c'est en leurs imposant des limites et une loi générale.¹⁶⁸

¹⁶⁶ Ibid., p. 152-154.

¹⁶⁷ Ibid., p. 28.

¹⁶⁸ Ibid., p., 93.

Une affirmation que complètent Lacroix et Mascotto qui affirment que : « Si l'économie conditionne la démocratie politique, cette dernière détermine cependant la place et le rôle de l'économie dans les finalités librement débattues. ¹⁶⁹»

Le chômage suit les tendances du développement industriel et des industries de tête. En fait, il nous faut aller au-delà du particularisme de la problématique du chômage puisque son modelage s'inscrit dans une stratégie étatique qu'il faut cerner avant tout dans sa globalité. Lefebvre, l'illustre en évoquant certaines industries qu'il juge prédominantes et qui se sont succédées comme industries motrices du développement capitaliste : textile, métallurgie, chimie, énergie nucléaire, informatique, électronique.¹⁷⁰ L'espace dont l'État est le gestionnaire se modèle aux industries en mettant sur pied et en entretenant les infrastructures de communication, et en rendant disponibles les matières premières ainsi que les sources d'énergie. De plus, « l'État veille sur la répartition spatiale des forces de travail » et « préserve les conditions d'un équilibre toujours précaire, toujours menacé, toujours rétabli¹⁷¹ ». Ainsi, s'il est vrai que l'État a perdu une partie de sa souveraineté au profit d'organisations supra nationales, il n'en reste pas moins qu'il demeure interventionniste et un acteur déterminant des conditions d'existence.

La question de l'énergie principalement gérée par l'État demeure un bon exemple d'intervention étatique. Ce type d'interventionnisme permet à l'État, comme c'est la coutume au Québec, de subventionner des industries en vendant l'électricité aux entreprises industrielles à un coût « compétitif » sous prétexte de création d'emplois. En fait, Lefebvre nous emmène sur une piste que nous n'explorerons pas davantage dans le cadre de ce travail, à savoir la question des coûts en énergie et le coût de l'énergie comme un indicateur

¹⁶⁹ Jean-Guy Lacroix et Jacques Mascotto, ouvrage cité, p. 35.

¹⁷⁰ Henri Lefebvre, *De l'État, T 1, L'État dans le monde moderne*, ouvrage cité, p. 55.

¹⁷¹ Ibid., p. 56.

économique fort pertinent et comme outil de compréhension du « mode de production étatique »¹⁷² et son rôle déterminant dans la production du chômage.

6.3 UN ÉTAT FORT

Depuis plusieurs années, nous sommes confrontés à un discours que véhiculent les médias concernant la réduction de la taille de l'État. À en croire ce discours dominant sur les coupures des budgets de l'État dans les pays industrialisés, l'État serait sur le point de disparaître au point où une partie de la gauche réclame frénétiquement un État plus fort et plus interventionniste. Il est vrai que l'État a bel et bien procédé à des diminutions de services, mais c'est surtout le peuple qui en a payé le prix. Apparaît ici une confusion, puisque c'est l'État social et non l'État tout court qui a été affaibli. En fait, penser que l'État s'affaiblit relève d'une mauvaise compréhension du rôle qu'il joue dans le maintien du capitalisme, car : « L'État doit être « fort » pour discipliner le travail et assurer la « discipline budgétaire » ; cette discipline requiert de l'État qu'il chapeaute et encadre une « armée de chômeurs » (de réserve) pour combattre et affaiblir les syndicats [...] »¹⁷³.

D'autre part, l'armée et son auxiliaire, la police, ne se sont jamais aussi bien portées dans la foulée de la paranoïa sécuritaire antiterroriste post 11 septembre 2001. Le système carcéral, dont le lien avec le chômage fut évoqué précédemment, est un exemple éloquent du rapport entre l'augmentation de la force de l'État et la gestion des chômeurs. Ainsi, aux États-

¹⁷² Henri Lefebvre écrit à ce sujet : « Ainsi s'esquisse la figure d'un mode de production dans lequel l'espace et l'énergie joueraient un rôle primordial, tous deux gérés et contrôlés par l'État. Il se pourrait que prochainement l'énergie apparaisse comme commune mesure de toutes les activités : comme unité de mesure. Elle tiendrait alors le rôle que jouait chez Marx le travail et le temps de travail (social) considérés comme rapport social avec la nature et comme usage productif d'une énergie naturelle, celle du corps du travailleur. Aujourd'hui, avec ces deux aspects – les coûts en énergie et les coûts de l'énergie – celle-ci entre en scène, englobant le travail humain et l'associant aux machines. (les unes massives et quantitatives; les autres à énergie fines et qualitatives c'est à dire informationnelles) [...] ». Ibid., p. 63.

¹⁷³ Jean-Guy Lacroix et Jacques Mascotto, ouvrage cité, p. 29.

Unis « Entre 1979 et 1990, les dépenses des États en matière carcérale se sont accrues de 325 % au titre du fonctionnement et de 612 % au chapitre de la construction.¹⁷⁴ »

Le rôle répressif de l'État ne s'arrête pas aux gens en uniforme. Alors qu'il coupe dans l'assurance-emploi, l'assistance sociale et l'aide aux immigrants, l'État investit dans une armée grandissante de fonctionnaires dont le mandat est d'épier, d'harcéler et de soumettre les chômeurs, les assistés-sociaux et les immigrants à un contrôle de plus en plus serré. De plus, l'État canadien utilise la menace envers ses fonctionnaires de l'assurance-emploi en les menaçant de devenir chômeurs s'ils ne privent pas suffisamment de personnes de leurs prestation de chômage. Ainsi, le journal *La Presse* titrait en première page en février 1999 : « Des quotas à l'assurance emploi » dont voici un extrait :

Le gouvernement fédéral met le couteau sur la gorge de ses fonctionnaires de l'assurance-emploi, les menaçant de congédiement si leurs contrôles ne permettent pas de récupérer suffisamment d'argent. Selon un document du ministère des Ressources humaines, révélé hier aux communes par le chef néo-démocrate, Alexa McDonough, il est demandé aux employés de ce ministère de réduire le nombre de chômeurs qui touchent de l'assurance-emploi afin de respecter des quotas fixés à l'avance. Pour l'année 1998, les contrôleurs sont ainsi tenus de récupérer 612,2 millions de dollars, faute de quoi 150 d'entre eux seront congédiés [...]. Le député néo-démocrate acadien Yvon Godin a affirmé hier qu'il avait reçu des appels de « hauts fonctionnaires du gouvernement » qui lui ont dit « qu'ils avaient des quotas de 40 000 \$ chacun et que s'ils ne les atteignaient pas, ils perdraient leur emploi ». « Ils coupent des gens de peur de perdre leur emploi. D'autres ont quitté leur poste parce qu'ils ne peuvent plus supporter que des gens perdent leur maison en raison des changements du gouvernement à l'assurance-emploi », a-t-il expliqué.¹⁷⁵

Nous pouvons déduire de cet article de presse que les meilleurs agents, selon le gouvernement, sont ceux qui possèdent le moins de scrupules. Ce constat nous est confirmé par les témoignages des chômeurs et des intervenants communautaires œuvrant avec les agents du chômage. De plus, les enquêteurs semblent plus enclins que la moyenne de la population à intégrer un certain nombre de préjugés à l'encontre des sans-emplois. Un

¹⁷⁴ Loïc Wacquant, « De l'État social à l'État carcéral, *L'emprisonnement des « classes dangereuses » aux États-Unis* », article cité, p. 20. et 21.

¹⁷⁵ Gilles Toupin, « Des quotas à l'assurance-emploi », *La Presse*, Montréal, 4 février 1999, p. A1.

exemple éloquent de cette situation est un code de conduite interne destiné aux enquêteurs qui donne des exemples de choses à ne pas faire. Le fait qu'un tel document ait été fourni aux « agents enquête et contrôle (AEC) », nous laisse présumer que ces agissements devenaient assez problématiques pour que le Ministère se sente obligé de faire une mise au point et fasse des recommandations précises à ce sujet. Comme l'indiquent les exemples cités plus bas, il s'agit de choses évidentes pour toutes personnes dotées d'un minimum de moral et d'éthique personnelle et respectueuse de la charte des Droits et Liberté. À titre d'exemple, les cinq premières de onze recommandations de ce document produit à l'intention du « personnel d'enquête et contrôle » s'énoncent ainsi :

- **NE PAS** Menacer une personne, de la garder en entrevue tant qu'elle n'aura pas avoué.
- **NE PAS** Convoquer les immigrants parce qu'on pense qu'ils sont plus fraudeurs que les autres.
- **NE PAS** Convoquer seulement des femmes de moins de 25 ans et sans autre raison. Personnes de 60 ans et plus sans autre raison.
- **ÉVITER D'ENQUÊTER** Voisin, parenté, connaissance.
- **NE PAS** Menacer le prestataire de suspendre ses prestations s'il ne nous laisse pas entrer chez lui¹⁷⁶

Cette situation explique en partie pourquoi tant de personnes se font refuser l'accès à l'assurance-emploi sans en comprendre la raison. Par ailleurs, le fait que des personnes viennent consulter afin de comprendre leurs droits et se plaignent des agissements désobligeants de certains agents de l'assurance-emploi prouve le manque de confiance dans l'impartialité et la justice du système.

¹⁷⁶ *Connaissances spécifiques aux fonctions de l'A.E.C.*, Chapitre 3, Code de conduite-AEC, Développement des ressources humaines Canada. Document interne, non public, données bibliographiques supplémentaires manquantes.

6.4 L'ASSURANCE-EMPLOI

L'importance de l'assurance-emploi dans notre problématique requiert une attention particulière. En fait, l'assurance-emploi est un enjeu politique qui nous permettra de synthétiser notre démarche. L'assurance-chômage au cours du XX^{IÈME} siècle s'est avérée autant un outil de solidarité sociale qu'une manière pour l'État d'apaiser la grogne. Son existence a été le fruit de luttes sanglantes de la part de la classe ouvrière tout en étant un outil permettant à la bourgeoisie d'épargner au capitalisme une révolution sociale.

À travers le monde, la tendance est actuellement à un retour vers le IX^{IÈME} siècle. En effet, une âpre lutte idéologique est engagée au sujet des causes du chômage et il semble bien que la perception du chômage comme étant un problème inhérent à l'individu et non à la société semble prendre le dessus. Ainsi, à partir du milieu des années 1970, les partisans du libre marché se radicalisent et lancent une offensive généralisée contre les forces sociales et les acquis sociaux. Dès lors, les interventions de l'État jugées trop inflationnistes sont remises en question. C'est à partir du début des années 1990 que la grande majorité des pays connaîtront les reculs les plus significatifs en matière d'assurance-chômage, suite à des recommandations de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE)¹⁷⁷.

¹⁷⁷ « À l'origine, l'assurance chômage (AC) et les systèmes de prestations connexes visaient à garantir temporairement un revenu aux chômeurs, en attendant qu'ils se trouvent un emploi. Avec l'aggravation du chômage de longue durée et du chômage répétitif, ces systèmes ont fini par constituer une garantie de revenu quasi permanente dans beaucoup de pays, ce qui n'incite pas à travailler. Pour limiter ces effets de « désincitation » tout en facilitant les ajustements du marché du travail et en assurant le minimum de protection nécessaire les pays devraient adopter une législation ne prévoyant que des niveaux de prestations modérés, maintenir un contrôle effectif sur l'admission au bénéfice des prestations et garantir des places dans le cadre de programmes actifs au lieu d'accorder indéfiniment une garantie de revenue passive. Il conviendra d'étudier les possibilités de rendre financièrement plus intéressants le passage de la garantie de revenu à l'exercice d'un emploi en réduisant l'impôt sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale pour les bas salaires et en versant des allocations aux travailleurs occupant un emploi faiblement rémunéré, ainsi qu'en limitant le taux de réduction de ces allocations lorsque les bénéficiaires prennent un emploi à temps partiel.

L'étude de l'OCDE sur l'emploi, *Fait analyses Stratégies, Le chômage dans la zone OCDE, 1950-1995.* », cité par Georges Campeau, *Les enjeux actuels de l'assurance-emploi*, Sessions de formation organisée conjointement par le Service aux Collectivités de l'UQAM et le Mouvement Autonome et Solidaire des sans-emploi, Automne 2005, Hiver 2005, ouvrage cité, p. 28.

Finalement, il est à noter que dans le cadre de l'intégration du Canada au sein de la zone de libre échange avec les États-Unis, une harmonisation des charges sociales pour les entreprises, dont les cotisations à l'assurance-chômage, est apparue comme inévitable afin d'« améliorer la compétitivité des entreprises canadiennes dans le nouvel environnement économique nord-américain. »¹⁷⁸

Au Canada, cette situation se traduira par des changements majeurs dans la gestion de l'assurance-chômage devenue assurance-emploi. Ainsi, appliquant les recommandations de l'OCDE, le gouvernement canadien produira une situation où « les conditions d'admissibilité sont resserrées, la durée et le taux des prestations revus à la baisse, et les sanctions en cas de départ volontaire ou d'inconduite renforcées. Le nombre de chômeurs ayant accès aux prestations chutera de moitié pendant les années 1990. »¹⁷⁹

Le simple fait que des organismes tel que le Mouvement Action Chômage existent est un fait sociologique qui prouve qu'il y a un problème social profond à propos du chômage. L'enquête-sondage que nous avons menée nous a en plus permis de vérifier le degré d'intériorisation des restrictions imposées par le gouvernement canadien. Cette intériorisation des restrictions a comme conséquence un certain niveau d'aliénation qui se traduit par une relative acceptation du non-droit qui s'applique aux chômeurs. À ce titre, dans un premier temps, nous avons voulu vérifier l'impact qu'avaient les restrictions au niveau de la Loi du chômage en nous demandant combien de personnes se rendaient à des séances d'informations du MAC Montréal avant même de quitter leur emploi.

¹⁷⁸ Ibid., p. 12.

¹⁷⁹ Ibid., p. 10.

Tableau 6.1

Avez-vous l'intention de quitter votre emploi actuel ?

Catégories	Fréquences	%
Oui	11	26,8
Non	30	73,2

Ainsi, à la question : « Avez-vous l'intention de quitter votre emploi actuel ? », 73,2 % des personnes que nous avons interrogées dans notre enquête-sondage ont répondu non, ce qui n'est pas étonnant puisque c'est la réponse logique des personnes déjà au chômage. Mais, à l'évidence, les travailleurs ne semblent pas avoir une grande confiance quant à leur possibilité d'être admis aux prestations d'assurance-emploi puisque 26,38 % des gens qui viennent suivre des séances d'information au MAC Montréal le font avant même de quitter leur emploi. De plus, 45,8 % des répondants à notre enquête-sondage n'avaient pas encore fait leur demande d'assurance-emploi au moment de suivre une séance d'information.

Tableau 6.2

Avez-vous déjà fait une demande d'assurance-emploi ?

Catégories	Fréquences	%
Oui	39	54,2
Non	33	45,8

Cette situation n'a rien d'étonnant, car, selon les intervenants du milieu communautaire en lien avec le chômage, le formulaire de demande de prestations comporte plusieurs pièges visant à exclure les demandeurs de prestation. L'angoisse qui découle des démarches bureaucratiques peut se refléter dans les 54,2 % de chômeurs qui avaient déjà fait une demande d'assurance-emploi avant de se présenter à une séance d'information et dont 20,5 % n'avaient pas encore reçu de décisions du gouvernement.

Tableau 6.3

Avez-vous déjà reçu une décision
concernant votre demande d'assurance-emploi ?¹⁸⁰

Catégories	Fréquences	%
Oui	31	79,5
Non	8	20,5

Nous pouvons conclure de ces données, que ces personnes anticipent de réels problèmes ou bien elles le font à titre préventif. Mais dans un cas comme dans l'autre, la démarche est motivée par la crainte d'un refus de prestations de la part de la direction de ressource humaines Canada (DRHC) qui gère l'assurance-emploi. Finalement, parmi les 79,5 % des personnes qui ont reçu une décision au moment de venir au « MAC Montréal », 51,5 % avaient reçu une décision négative. Une fois de plus, nous pouvons présumer que la crainte de la DRHC se fait ressentir au sein de la population puisque 48,5 % des personnes qui ont reçu une décision positive ont tout de même décidé d'être prudentes et de suivre une séance de formation.

Tableau 6.4

Quelle est cette décision ?

Catégories	Fréquences	%
Positive	16	48,5
Négative	17	51,5

Lors de la réforme de l'assurance-chômage du Canada en 1993 sous le gouvernement conservateur de Brian Mulroney, l'État canadien a revu en profondeur sa politique en matière des contrôles disciplinaires. À ce titre, la question des « départs volontaires » a été l'enjeu principal de cette réforme dont le but premier était d'envoyer un message fort aux gens ayant

¹⁸⁰ La question était : « Si votre réponse à la question précédente est OUI, avez-vous reçu une décision de la part du gouvernement en ce qui a trait à votre admissibilité au programme d'assurance-emploi ? »

un emploi. Georges Campeau fait remarquer que cette disposition en matière de « départs volontaires » devient ainsi un « régulateur de la main d'œuvre »¹⁸¹. En limitant radicalement la possibilité d'un travailleur de quitter son emploi, le Capital qui simultanément s'octroie la possibilité de se déplacer à sa guise limite la liberté du travailleur d'en faire autant sans encourir un grave risque de paupérisation.

Tableau 6.5

Historique des exclusions de l'assurance-emploi¹⁸²

	Pour départ volontaire injustifié ou congédiement pour inconduite
Année	Durée
1971	1 à 3 semaines
1979	1 à 6 semaines
1990	7 à 12 semaines
1993	Période entière des prestations

Nous pouvons conclure à la lumière de ce tableau, qu'il y a eu une accélération de l'oppression des chômeurs par une incoercibilité qui a atteint son paroxysme en 1993. Cette évolution des exclusions de l'assurance-emploi, nous a amené à étudier cette question de plus près. En fait, nous avons voulu vérifier s'il y avait une corrélation entre le fait de ne plus pouvoir quitter son emploi librement et le congédiement de personnes ne pouvant pas quitter leur emploi. À ce propos, le tableau 6.7 montre que parmi les personnes qui venaient de subir un congédiement, 38,5 % affirmaient qu'ils auraient quitté leur emploi volontairement avant de se faire congédier s'ils avaient eu la certitude d'avoir des prestations d'assurance-emploi.

¹⁸¹ Georges Campeau, « *Les enjeux actuels de l'assurance-emploi* », ouvrage cité, p. 13.

¹⁸² Hans Marotte, « *Conseils pratiques* », Montréal, Le Mouvement Action-Chômage de Montréal, 2004, p. 20.

Tableau 6.6

Avez-vous été congédié ?

Catégorie	Fréquence	%
Oui	22	31,9
Non	47	68,1

Tableau 6.7

Si vous aviez eu la possibilité de quitter votre emploi volontairement tout en étant assuré d'avoir des prestations d'assurance-emploi l'auriez-vous fait avant d'être congédié ?

Catégorie	Fréquence	%
Oui	10	38,5
Non	16	61,5

À la lumière de ces données on peut se demander si certaines de ces situations sont susceptibles d'entraîner des comportements de résistance, tels que des absences, des retards, ou de la désobéissance qui pourraient être à l'origine de ce qu'on appelle, en jargon administratif, « des congédiements pour inconduite ». Il est important de savoir que le « congédiement pour inconduite » fait partie des raisons parmi celles qu'un employeur doit choisir sur un relevé d'emploi afin d'expliquer la rupture du lien employeur-employé. Habituellement, la mention « inconduite » sur un relevé d'emploi mène à l'exclusion du programme d'assurance-emploi. Ainsi, à titre d'exemple, les résultats de notre enquête nous apprennent que parmi les personnes qui ont été congédiées pour inconduite, trois ont été accusées d'absences ou de retards répétés sans permission, quatre furent accusées de non respect des règlements de la compagnie, une fut accusée de refus injustifié d'obéir à des directives et cinq personnes auraient été congédiées pour d'autres raisons.

Nous avons demandé aux personnes qui avaient quitté volontairement leur emploi (24,2 %) ainsi qu'à celles qui avaient l'intention de le quitter (26,8 %, tableau 6.1) quelles en étaient les raisons.

Tableau 6.8

Avez-vous quitté volontairement votre emploi ?

Catégories	Fréquences	%
Oui	16	24,2
Non	50	75,8

Tableau 6.9

Raisons de départ des personnes ayant
quitté ou ayant l'intention de quitter leur emploi

Catégories	Fréquences	%
Raisons de santé	15	26,3
Conditions de travail	14	24,6
Harcèlement	13	22,8
Réorientation	7	12,3
Raisons familiales	3	5,3
Discrimination	1	1,8
Autres	4	7,0

Répartition des 80 réponses valides données par 68 personnes à la question : « En général pour éviter de perdre votre emploi seriez-vous prêts à accepter ? ». Les personnes interrogées avaient la possibilité de mentionner une ou plusieurs réponses.¹⁸³

¹⁸³ Dans le cas des personnes ayant donné une réponse multiple nous avons retenu les quatre premières réponses en leur attribuant toutes la même valeur.

Tout d'abord, nous pouvons nous demander si l'appellation administrative « départ volontaire » n'est pas un choix idéologique visant à culpabiliser le travailleur ? Ainsi, l'assurance-emploi fonctionne de plus comme une assurance privée. Cependant, il est à noter que cette question, relative à ce qui est appelé techniquement les « départs volontaires », est d'autant plus subjective que le fait d'être malheureux ou insatisfait de ses conditions de travail ne sont pas des raisons jugées raisonnables pour justifier de quitter son emploi. Par ailleurs, il est paradoxal de constater que les gens doivent attendre de se rendre malades et d'être diagnostiqués comme tel afin de pouvoir bénéficier des prestations de « chômage maladie » qui sont de courte durée. Finalement, à moins qu'une personne ne réussisse pas à prouver son rétablissement ainsi que l'impossibilité de retourner à son ancien emploi, elle ne pourra pas bénéficier des prestations d'assurance-emploi. Nous avons ici une preuve flagrante que le processus menant à l'état de chômeur agit de façon dissuasive pour toute personne qui songerait à quitter son emploi.

6.5 L'OPPRESSION PAR LE DROIT

Il n'y a rien qui comble tant de gloire un nouveau Prince, comme les nouvelles lois et les nouveaux règlements qu'il invente¹⁸⁴.

Une des façons de mystifier le peuple, passe par l'utilisation de la Loi, car « La loi c'est l'État et ce n'est pas l'État¹⁸⁵ ». Si l'État est dans la loi, celle-ci nous apparaît comme une entité à part. Parfois, l'État offre une représentation quasi théâtrale où les puissants de la société sont traduits en justice ce qui donne l'impression au peuple que tout le monde est égal devant la loi puisque celle-ci finit même par atteindre des gens que l'on croyait intouchables. Pourtant, le chômeur ordinaire accusé de fraude n'a la plupart du temps pas les mêmes opportunités pour se défendre, il n'a pas les moyens d'engager une armée d'avocats et de conseillers en relation publique afin d'assurer sa défense. Le chômeur ou l'assisté-social présumé fraudeur est reconnu coupable, sa présomption d'innocence est très mince. De plus,

¹⁸⁴ Nicolas Machiavel, *Le Prince*, Paris, Librio, 1997, p. 120.

¹⁸⁵ Henri Lefebvre, *De l'État, livre I, L'État dans le monde moderne*, ouvrage cité, p. 86.

une enquête impartiale et la possibilité de remettre en question la crédibilité d'un juge et d'un procès sont autant de privilèges réservés aux riches. L'État exerce ainsi une répression directe sur le sujet. Aussi, il existe bel et bien une justice de classe puisque tous ne sont pas, de fait, égaux devant la Loi.

D'autre part, les lois sont tellement complexes que le commun des mortels ne s'y retrouve pas, et ce peu importe qu'il s'agisse du Code civil, de la Loi de l'assurance-chômage, du Code du travail, de l'assistance-sociale, de la Loi du logement, de la Loi entourant la déontologie policière, etc. Autant de lois derrière lesquelles se cachent des armées d'experts dont la plupart veillent à donner un semblant de justice et une illusion de possibilité de recours. Évidemment, ces lois ou la Loi en général n'est pas toujours injuste et nous pouvons nous réjouir qu'il existe encore certains recours. Cependant, ces démarches sont souvent décourageantes pour quiconque ne possède pas le bagage intellectuel adéquat, les moyens financiers, les contacts et le courage afin de mener bataille. En fait, il faut se rendre à l'évidence que les gens les plus vulnérables ne connaissent pas leurs droits et l'État s'en accommode plutôt bien.

CONCLUSION

Nous l'avons mentionné à plusieurs reprises dans ce mémoire, l'intervention de l'État s'est faite de plus en plus forte dans plusieurs sphères de la société, le chômage en est un exemple très éloquent. Non seulement l'État s'est largement désengagé du soutien aux chômeurs, mais, il s'est de plus octroyé le droit de prendre l'argent que les travailleurs et les employeurs ont cotisé pour le financement du programme d'assurance-chômage devenu assurance-emploi afin de se créer un surplus budgétaire, donc une capacité de dépenser où bon lui semble. De plus, et comme nous l'avons déjà mentionné, l'État canadien s'est doté d'une véritable armée d'enquêteurs dont le principal mandat est, officiellement, d'attraper des fraudeurs. En effet, ces enquêteurs ont des quotas d'exclusion de prestataires à remplir dans le cadre de leur fonction, ce qui les rend particulièrement agressifs et partiaux dans leurs démarches. Cette augmentation de la surveillance étatique envers les sans-emplois est également perceptible au niveau de l'État québécois où des tactiques, telles que le harcèlement et l'incitation à la délation, sont employées envers les bénéficiaires de l'assistance-sociale ou de la commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST).

Les principaux résultats de notre recherche nous ont permis de démontrer que l'État jouait un rôle dans la dégradation de la situation sociale des chômeurs en précarisant leur situation afin de rendre leur vie la plus difficile possible en dehors du marché du travail. De plus, l'État a développé une stratégie visant à aliéner et à opprimer les travailleurs et les chômeurs afin que la perspective même de se trouver au chômage contribue à l'acceptation des nouvelles règles de régulation néolibérale.

Nous nous rappellerons qu'au début de ce travail, nous nous sommes arrêté sur la condition de chômeur. Le fait d'accepter de se définir comme tel et de lutter uniquement pour les droits des chômeurs comporte le piège de ne jamais dépasser cette seule revendication. En fait, l'émancipation des chômeurs passe impérativement par des alliances avec des alliés de la même classe sociale dans des luttes plus larges visant à changer de système économique et politique. Ainsi, dans un premier temps, tous les sans-emplois doivent tenter de s'unir dans un contexte de globalisation économique afin de se donner une

voie à portée mondiale. À l'opposé de certains idéologues pour qui les luttes réformistes ne servent qu'à faire reculer les possibilités d'un changement social radical, nous pensons qu'il est important de se battre pour les droits sociaux. D'un point de vue pragmatique, nous constatons que beaucoup considèrent tout à fait légitime de vivre le plus décemment qu'il soit possible de le faire. En fait, manquer tout le temps de tout et être en état chronique de survie mène souvent vers l'apathie et conséquemment vers la déresponsabilisation vis à vis du politique aggravé par l'oubli de l'identité de classe. En fait, seule la lutte permet au peuple de se transformer en acteur historique capable de prendre conscience de la possibilité de changer le monde. Conséquemment, il faut construire une solidarité autour des thèmes qui rejoignent les travailleurs et les chômeurs et qui s'adaptent bien à notre époque, à savoir : « l'appropriation du surplus, le partage de la richesse collective, imposer la discussion sur le droit à la propriété et le droit à une existence décente et valorisante¹⁸⁶ ».

Le chômage, la guerre, la généralisation du crédit et la globalisation sont autant d'éléments dont l'objectif premier est de maintenir et accélérer la croissance à tout prix. En fait, le capitalisme s'adapte, comme depuis sa naissance, afin de se reproduire de façon élargie tout en couvrant le tout d'un discours prétendument scientifique se présentant à l'heure actuelle sous le label de l'économie néolibérale. Le fait de présenter la situation actuelle comme le fruit et l'aboutissement de l'évolution de l'humanité est un leurre où il devient de plus en plus difficile de dissimuler les contradictions. Cet état de fait doit être impérativement démystifié de manière généralisée par l'ensemble des populations du monde ce qui pourrait enfin mener à une prise de conscience collective, globale et émancipatrice. À ce titre, le chômage comme outil d'oppression est tout désigné comme enjeu fondamental dont le droit au travail désaliéné en serait l'objectif final. Une telle lutte pourrait être susceptible de rallier une grande partie du peuple dans la mesure où les résultats des réformes pourraient avoir un impact immédiat sur l'amélioration de la qualité de vie de toute la population. L'appropriation politique de la problématique du travail a déjà eu des échos dans certains pays. Il reste maintenant à créer les conditions d'une prise de conscience collective susceptible de déboucher sur des solidarités mondiales.

¹⁸⁶ J-G Lacroix, « Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la consciencivité », article cité, p. 126.

APPENDICE

Sondage tel qu'il a été utilisé auprès de 73 usagers du Mouvement Action Chômage Montréal entre janvier 2006 et avril 2006¹⁸⁷.

Bonjour, je réalise un **court** sondage sur la question du chômage dans le cadre de mon mémoire de maîtrise en sociologie. Ainsi, je sollicite votre participation avec l'accord du Mouvement Action Chômage de Montréal. **Soyez assuré que toutes vos réponses resteront confidentielles.**

1. Avez-vous été congédié ? (encerclez votre réponse)

OUI

NON

Si vous avez répondu NON à la question précédente, passez directement à la question 4.

2. Si vous aviez eu la possibilité de quitter votre emploi volontairement tout en étant assuré d'avoir des prestations d'assurance-emploi l'auriez-vous fait avant d'être congédié ?

OUI

NON

3. Si vous avez été congédié pour inconduite est-ce que l'on vous a accusé d'un ou des énoncé(s) suivant(s) ?

Indiquez une seule réponse ou indiquez par ordre d'importance ex : (a,b,c,d) ou (a,b)

a) Absences ou retards répétés sans permission

b) Non-respect des règlements de la compagnie

c) Refus injustifié d'obéir à des directives

d) Manque de respect envers un supérieur

e) Autre motifs, spécifiez : _____

Réponse : _____

4. Avez-vous quitté volontairement votre emploi ?

OUI

NON

5. Avez-vous l'intention de quitter votre emploi actuel ?

OUI

NON

¹⁸⁷ Seule la mise en page a été modifiée afin de répondre aux normes de présentation des mémoires, la version originale ayant été réalisée sur 3 pages.

6. Si votre réponse à la question 4 ou 5 est OUI quelle est la raison ou quelles sont les raisons de votre départ ?

Indiquez une seule réponse ou indiquez par ordre d'importance ex : (a,b,c,d) ou (a,b)

- a) Raisons de santé
- b) Harcèlement
- c) Discrimination
- d) Conditions de travail
- e) Raisons familiales
- f) Réorientation
- g) Autre, spécifiez : _____

Réponse : _____

7. Avez-vous déjà fait votre demande d'assurance-chômage ?

OUI

NON

8. Si votre réponse à la question précédente est OUI, avez-vous reçu une décision de la part du gouvernement en ce qui a trait à votre admissibilité au programme d'assurance-emploi ?

OUI

NON

9. Quelle est cette décision ?

Positive

Négative

10. Pensez-vous être capable de subvenir à vos besoins sans l'argent de l'assurance-emploi ?

OUI

NON

Ne sait pas

11. À quoi attribuez-vous le chômage ?

Indiquez une seule réponse ou indiquez par ordre d'importance ex : (a,b,c,d,) ou (a,b)

- a) Compétition entre les travailleurs
- b) Mondialisation
- c) Technologie
- d) Manque d'intervention étatique
- e) Trop d'intervention étatique
- f) Stratégie patronale

Réponse _____

12. Afin de lutter contre le chômage quelles mesures appuieriez-vous ?

Indiquez une seule réponse ou indiquez par ordre d'importance ex : (a,b,c,d,) ou (a,b)

- a) Pénalisation des entreprises procédant à des licenciements massifs
- b) Abolition du salaire minimum
- c) Partage du temps de travail
- d) Nationalisation des grandes entreprises privées
- e) Abolition du Code du travail
- f) Surtaxation des importations
- g) Diminution des impôts des entreprises
- h) Obliger l'État à créer de l'emploi
- i) Interdire la syndicalisation

Réponse _____

13. En général, pour éviter de perdre votre emploi, seriez-vous prêts à accepter :

Indiquez une seule réponse ou indiquez par ordre d'importance ex : (a,b,c,d) ou (a,b)

- a) Une baisse salariale
- b) Une diminution des conditions de travail
- c) Servir d'informateur auprès de votre patron
- d) Faire des heures supplémentaires non-payées
- e) Donner du temps de travail non-payé
- f) Vous opposer à la syndicalisation ou appuyer une désyndicalisation
- g) Renoncer à l'équité salariale
- h) Aucune de ces réponses

Réponse _____

14. Quels problèmes reliés au chômage redoutez-vous le plus ?

Indiquez une seule réponse ou indiquez par ordre d'importance ex : (a,b,c,d) ou (a,b)

- a) Problèmes familiaux
- b) Angoisse de ne pas se retrouver un autre emploi
- c) Isolement
- d) Baisse de niveau de vie
- e) Faillite personnelle

Réponse _____

15. Quel est ou était votre salaire annuel brut ?

- a) Moins de 10 000 \$
- b) De 10 000 à 19 999 \$
- c) De 20 000 à 39 000 \$
- d) 40 000 \$ et plus

6. Quel est votre niveau de scolarité ?

- a) Primaire complété
- b) Secondaire complété
- c) Cégep complété
- d) Premier niveau d'université complété
- e) Études supérieures universitaires complétées
- f) Aucune scolarité complétée

MERCI et soyez assurés que votre contribution est d'une grande valeur dans cette recherche qui, nous l'espérons, sera utile à une meilleure compréhension des problématiques reliées au chômage.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Artus Patrick et Muet Pierre-Alain, *Théories du chômage*, Paris, Economica, 1995.
- Bensaid Daniel, *Un monde à changer*, Paris, La discorde, 2003.
- Bensaid Daniel, *La discordance des temps, Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, Paris, Les éditions de la Passion, 1995.
- J. Bidet et J. Fexier, *La crise du travail*, Paris, PUF, 1986.
- Boissonnat Jean, *La fin du chômage ?*, Calman-Lévy, 2001.
- Cahuc Pierre, Zylberberg André, *Le chômage fatalité ou nécessité ?* Paris, Flammarion, 2004.
- Campeau Georges, *De l'assurance-chômage à l'assurance-emploi, L'histoire du régime canadien et de son détournement*, Montréal, Boréal, 2001.
- Clerc Denis, *Travail et emploi : Faux débats et vraies questions*, Paris, La découverte-, Syros, Alternatives Économiques, 1999.
- Demazière Didier, *La sociologie du chômage*, Paris, La découverte, 1995.
- Dethyre Richard et Zedri-Corniou Malika, *La révolte de chômeurs*, Préface d'Albert Jacquard, Paris, Robert Lafont, 1992.
- Dethyre Richard, avec la collaboration d'Hélène Amblard, *Chômeurs La révolte ira loin*, Paris, La Dispute, 1992.
- D'Etais François, *Le couple face au chômage*, Paris, CERF, 1998.
- Fukuyama Francis, *Le Grand Bouleversement, La nature humaine et la reconstruction de l'ordre social*, Paris, Contretemps, La table ronde, 2002.
- Gorz, André, *Métamorphoses du travail*, Paris, Galilée, 1998.
- Groupe Krisis, Robert Kurz, Ernst Lohoff, Norbert Trenkle, *Manifeste contre le travail*, lignes, Paris, Éditions Léo Scheer, 2002.
- Guérin Daniel, *Sur le fascisme I, La peste brune*, Paris, Maspero, 1971.
- Keynes, John Maynard, *La pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard, 2002.

Keynes, John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Livre 5, Paris, Payot, 1942.

Lacroix Jean-Guy et Mascotto Jacques, *Manifeste pour l'Humanité*, Outremont, Lanctôt, 2000.

Lefebvre Henri, *De l'État, T.1, L'État dans le monde moderne*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1976.

Lefebvre Henri, *De l'État, T.3, Le mode de production étatique*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1977.

Lefebvre Henri, *De l'État, T.4, Les contradictions de l'État moderne*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1978.

Lefebvre Henri, *Le matérialisme dialectique*, Paris, Quadrige/Presse Universitaire de France, 1990.

Machiavel Nicolas, *Le Prince*, Paris, Librio, 1997.

Marx Karl, *Le Capital, Livre 1*, Paris, Flammarion, 1985.

Marx Karl, *Manuscrits de 1844*, Paris, Flammarion, 1996.

Méda Dominique, *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Flammarion, 1998.

De Montlibert Christian, *La violence du chômage*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2001.

B. Péret, *L'avenir du travail. Les démocraties face au chômage*, Seuil, 1995.

De Poncins Michel, *Chômage fils du Socialisme*, Paris, Éditions François Xavier de Guilbert, 1990.

Reeves Hubert, avec Frédéric Lenoir, *Mal de Terre*, Paris, Éditions du Seuil, 2003.

Rifkin Jeremi, *La fin du travail*, Paris/Montréal, Éditions la Découverte/Boréal.

Salais Robert, *L'invention du chômage*, Paris, PUF, 1986.

Samin Amin, *Au-delà du Capitalisme sénile*, Paris, P.U.F., Patnel/Marx, 2002.

Samuelson Paul, *L'ÉCONOMIQUE, Techniques modernes de l'analyse économique T.1*, Paris, Librairie Armand Colin, 1970.

Samuelson Paul, *L'ÉCONOMIQUE, Techniques modernes de l'analyse économique T.2*, Paris, Librairie Armand Colin, 1970.

Sennet Richard, *Le travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000.

Tessier Jacques, *Gramsci et la philosophie du Marxisme*, Paris, Seghers, Philosophie de tout les temps, 1966.

Teulon Frédéric, *Le chômage et les politiques de l'emploi*, Paris, Seuil, 1996.

Tourraine Alain, *Sociologie de l'Action*, Paris, Seuil, 1965.

Zinn Howard, *Une histoire populaire des États-Unis, De 1492 à nos jours*, Marseille/Montréal, Agone/Lux, 2002.

REVUES, RECUEILS

Cahiers de recherche sociologique, no 30, 1998.

« Conseils pratiques », *Le Mouvement Action-Chômage de Montréal*, Montréal, 2004

Connaissances spécifiques aux fonctions de l'A.E.C., Chapitre 3, Code de conduite-AEC, Développement des ressources humaines Canada. Document interne, non public, données bibliographiques supplémentaires manquantes

Relations, Septembre 2005.

Le dossier noir de l'assurance-chômage, Mouvement Autonome et Solidaire des Sans-Emploi, Montréal, Automne 2006.

Le Monde diplomatique, octobre 2005, p. 8.

Versions Internet : <http://www.monde-diplomatique.fr/>

Le lundi au soleil, Recueil de textes et de récits du « mouvement des chômeurs » cahier no 1, novembre 1997-avril 1998, La bande à 35 h par jour et L'INSOMNIAQUE, Paris.

Les 30 ans du MAC, Mais où va l'assurance-chômage, Mouvement Action Chômage de Montréal, 2000

Les enjeux actuels de l'assurance-emploi, Georges Campeau,, Recueil de textes et documents, Sessions de formation organisée conjointement par le Service aux Collectivités de l'UQAM et le Mouvement Autonome et Solidaire des sans-emploi, Automne 2005, Hiver 2005

Société, Guerre au terrorisme ou guerre totale ?, No 22, Printemps 2002.

Société, Critique de la postmodernité, No 18/19, p.199-222, Été 1998.

L'OCDE sur l'emploi, Fait analyses Stratégies, Le chômage dans la zone OCDE, 1950-1995

Témoignages recueillis par Claire Gallois, *L'honneur du chômeur*, Paris, Denoël, 1998.

Organisation de coopération et de développement économique, OCDE, « L'étude de l'OCDE sur l'emploi, Faits, Analyses, Stratégies, Le chômage dans la zone OCDE, 1950-1995 », Paris, OCDE, [http, www.oecd.org](http://www.oecd.org), 1994.

Tabulating Prisoners at Their "Permanent home of record" Adress. U.S Census Bureau Report, February 21, 2006, p. 1. Adresse Internet complète : http://www.census.gov/Press-Release/www/releases/archives/tabulating_prisoners.pdf

JOURNAUX

Journal de Montréal, Lundi 24 Octobre 2005

La Presse, 24-03-2002

La Presse, Montréal, 4-02-1999

Le Devoir, LE DEVOIR..COM 25-01-2006.

Libération, 23-01-2006 : <http://www.liberation.fr>

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

Chantal Bouthat, *Guide de présentation des mémoires et thèses*, Montréal, UQAM, 1993.

Labica-Bensussan, *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, Quadrige, 1999.

Raymon Arond, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967

FILM

Jean-Claude Burger, *Les oubliés du 21^e siècle ou la fin du travail*, ONF, 2000, 52 min.

INTERNET

Statistique Canada : *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*

<http://www.statcan.ca/francais>

INSEE, adresse Internet complète : <http://www.insee.fr>

OCDE : [http, www.oecd.org](http://www.oecd.org), 1994

U.S Census Bureau: Tabulating Prisoners at Their "Permanent home of record" Adress.

U.S Census Bureau Report, February 21, 2006, p. 1. Adresse Internet complète :

<http://www.census.gov>

Bureau of Justice Statistics, U.S Department of Justice, *Probation and Parole Statistics*, Office of Justice Programs. Adresse Internet :

<http://www.ojp.usdoj.gov/bjs/pandp.htm>